BULLETIN

DE LA

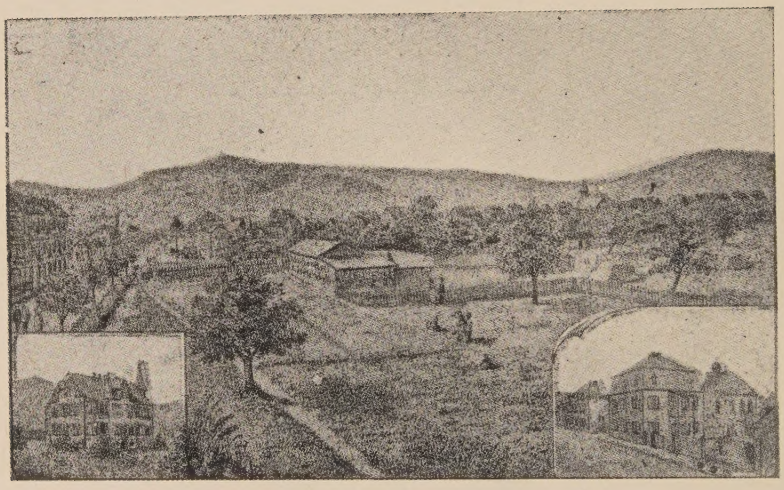
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE VAUDOISE

N. 13.

TORRE PELLICE

IMPRIMERIE ALPINA

1896.



DORNHOLZHAUSEN.

La Colonie Vaudoise de Dornholzhausen

par L. ACHARD, Oberlehrer

TRAD. PAR **H. Meille**, prof.

(Tiré des « Feuilles Historiques de la Société Huguenote Allemande ». 3.e décade, 9.e cahier. Magdebourg 1894.)

À environ vingt minutes au dessus de la ville de bains Homburg v. d. Höhe, au pied du versant S. O. du Taunus, sur les deux côtés de la route d'Using, se trouve le petit village de Dornholzhausen. Il compte 320 habitants, la plupart agriculteurs. Quelques uns louent des chambres aux étrangers qui choisissent cet endroit comme séjour d'été à cause de sa position agréable et de son air salubre. De nombreux touristes y passent, car le village est placé sur plusieurs chemins se dirigeant vers la montagne et vers le grand château romain de frontière, Saalburg. (1) Il faut ajouter qu'en considération des avantages offerts par la nature et par le voisinage de la ville de Hombourg, M.lle v. Bonin, dame d'honneur de l'Institut du S. Sépulcre, y fait construire actuellement un édifice majestueux, destiné à servir de *home* à des dames restées seules, et à rappeler le souvenir de sa grand'mère, petite fille du vieux maréchal Blücher. La maison portera le nom de *Friederikenstift*.

Rien, à l'extérieur, ne rappelle plus le fait qu'il y a environ 200 ans, Dornholzhausen fut le refuge de pauvres Vaudois exilés. Les habitants ne se distinguent plus même de leurs voisins par la langue: tous parlent l'allemand, bien que la plupart des adultes comprennent le français et que, dans quelques familles, le culte se fasse encore dans cette langue. Mais l'observateur attentif ne manquera pas de noter, en pénétrant dans la paisible église, un témoignage relatif à l'origine particulière de ce village. Sur le panneau extérieur de la chaire, il verra la colombe portant un rameau d'olivier et au dessous ces mots: « *Je trouve ici mon asile.* » Ce fut là, en effet, qu'après avoir été plusieurs fois chassés de

(1) Sur la gravure, à droite, l'abaissement de la montagne en forme de selle était déjà considéré, au temps des Romains et des anciens Germains, comme un passage de montagne important.

leur patrie et refoulés de pays en pays par les sbires de l'Intolérance, ils trouvèrent enfin une demeure permanente. La circonstance qu'ici la langue française s'est maintenue dans l'église et dans l'école, jusqu'à il y a dix ans, c'est-à-dire plus longtemps que dans toutes les colonies vaudoises, nous semble revêtir l'histoire de Dornholzhausen d'un intérêt tout spécial.

Des 60 colonies vaudoises, environ, fondées dans des pays de langue allemande, les unes remontent à l'époque immédiatement postérieure à la révocation de l'Edit de Nantes, 1686-1689, les autres aux années 1698 e 1699. Tandis que les premières se composaient exclusivement de Vaudois, les autres contenaient aussi des éléments français du Dauphiné. Les fondateurs du hameau de Dornholzhausen vinrent deux fois en Allemagne. La première fois, ils étaient à peine entrés dans le Palatinat lorsqu'éclata la guerre Orléanienne et que Mélac fit souffrir au pays toutes les horreurs de la guerre. Ayant lieu de craindre, en leur qualité de Vaudois français de Pragela, les Français, même en Allemagne, ils se réunirent aux Vaudois, qui en 1689 retournèrent en Piémont et prirent part à la *glorieuse rentrée* et à la défense héroïque de *la Balsille*. Mais déjà en 1698 ils durent s'exiler de nouveau et définitivement à la suite des nouvelles persécutions qui frappèrent surtout les Vaudois venus de la Vallée du Pragela et du Dauphiné et établis en Piémont.

« L'état de ces gens persécutés et réduits à la misère uniquement pour cause de religion, » lit-on dans le récit de la foire d'autonne francfortoise pour l'année 1699, « émut tellement les puissances et autorités évangéliques que, par compassion chrétienne, non seulement elles instituèrent dans leur pays d'abondantes collectes pour venir à leur aide, mais, elles leur assignèrent, comme lieux de séjour et de future habitation, plusieurs localités.»

Environ trois mille de ces vaudois opprimés furent reçus sur terre vurtembergeoise; les autres envoyèrent un de leurs ministres, *Jacques Papon,* muni d'une recommandation de l'ambassadeur hollandais à Zurich, P. Walkenier, à Francfort s|M pour y entreprendre des démarches (peut-être avec l'assistance de la communauté franco-wallonne) auprès des Landgraves de Hesse-Darmstadt et de Hesse-Homburg en vue d' un établissement des fugitifs. La mission de Papon fut couronnée de succès; il réussit tout d'abord à établir un grand nombre de Vaudois dans la Hesse-Darmstadt où ils se fixèrent, en partie, dans des colonies déjà existantes telles que Walldorf et Kelsterbach, et en partie

dans de nouvelles colonies qu'ils fondèrent et qui prirent le nom de *Neu-Isenburg*, *Rohrbach Wembach*, et *Hahn*. Il chercha, pour les autres, un refuge dans la *Hesse-Hombourg*, où régnait alors un des princes les plus magnanimes, le marquis « *Frédéric à la Jambe d'argent* » le héros de Fehrbellin. Papon se mit en rapport avec Richier, le pasteur de la communauté huguenote de Homburg, et celui-ci s'employa auprès du Landgrave qui avait déjà fait bon accueil aux Huguenots de Homburg et de Friedrichsdorf.

Le Landgrave, pouvant disposer d'un terrain qui avait appartenu à une bourgade dite de Dornholzhausen et qui n'existait plus alors que de nom, se montra disposé, à peine Richier lui en eut-il parlé, à céder ce terrain pour une colonie, à condition toutefois que la chose eût l'assentiment de son suzerain, le Landgrave de Hesse-Darmstadt. La concession fut accordée avec l'entente que quelques grandes puissances auraient répondu de la fidélité des Vaudois dans l'accomplissement des conditions du contrat; on voulait être sûr que les Vaudois pourraient pourvoir à leur subsistance et ne seraient pas à charge du Landgrave ou de son peuple.

Papon et quelques autres ecclésiastiques vaudois se rendirent dans ce but en Hollande où leur voix fut entendue. Le Gouvernement hollandais, en effet, adressa, en date 26 Janvier 1599, au Landgrave Frédéric une lettre, par laquelle il le remerciait chaudement de ses nobles intentions à l'égard des Vaudois, et l'assurait que le peuple néerlandais ne laisserait pas manquer son aide à ses coreligionnaires. Il concluait en disant que la décision de Son Altesse aurait concouru plus tard au bien du pays, puisque la richesse d'un Etat consiste essentiellement (du moins ainsi pensait-on alors) en un nombre suffisant d'habitants.

Ce fut aussi à la suite de l'intercession du gouvernement hollandais que l'*Electeur de Brandebourg*, depuis *Frédéric I roi de Prusse* recommanda les Vaudois. Dans une lettre en date 28 Janvier 1699 il dit: « Ce n'a pas été pour nous une petite consolation et une petite joie que d'apprendre des Hauts Etats Généraux des Pays-Bas que Votre Altesse avec d'autres, a résolu de recevoir dans son pays une partie de ces réfugiés et en particulier ceux qui ont été chassés du Piémont. Nous n'avons pas pu nous empêcher de vous en témoigner notre joie par cette lettre; et soyez bien persuadé que tout ce que vous ferez par amour pour ces pauvres, injustement persécutés, et pour ces gens privés de

tout secours humain, vous sera richement rendu à vous, à votre maison princière et à toute votre postérité en bénédictions spirituelles et temporelles de la part du Dieu très-haut. »

Guillaume III, roi d'Angleterre fit lui aussi parvenir au Landgrave Frédéric une lettre de recommandation, dans laquelle il laissait entrevoir qu'il aurait aidé les Vaudois en cas de nécessité. S'étant ainsi garanti de tous côtés, on fit venir de la Suisse dans le pays une quarantaine de familles vaudoises propres aux travaux agricoles. Cinq chefs de famille prêtèrent, au nom de la future communauté, le *jurement de fidélité*, d'abord à Darmstadt, et puis (le 28 Juillet 1699) à Homburg. A ces quarante familles, il fut alors donné au-dessus de Homburg, sur le *Reisberg*, un terrain comprenant un peu plus de 200 journaux, à la condition qu'il reprendrait l'ancien nom de *Dornholzhausen*. Cette dernière mesure assura au nouveau village la part de la forêt de Hohenmark qu'avait possédée un village de ce nom, jadis existant dans ce lieu. Le marquis empêcha par là que les difficultés qu'il avait rencontrées lors de la fondation de Fiedrichsdorf, à propos d'un droit de cette colonie à la forêt de la Marque, eussent à se répéter.

Que l'on se représente maintenant la joie ineffable qui dut remplir le cœur de nos Vaudois à leur entrée dans ce refuge, après plusieurs années de dangers continuels et de continuels pélerinages; après les luttes et les privations les plus cruelles, ils avaient trouvé un petit endroit, où ils pouvaient vivre tranquilles, d'après leurs convictions religieuses et élever leurs enfants dans les mœurs et dans la foi des ancêtres. Aussi introduisirent-ils tout de suite l'ancienne coutume, de se réunir tous les matins pour la prière: pieuse habitude qui se conserva jusque vers la moitié du XVIII.e siècle, alors que les ecclésiastiques vaudois, étant venus à manquer, elle se perdit peu à peu. On grava aussi les paroles susmentionnées, sous l'image de la colombe, sur la chaire de leur temple. La joie et la reconnaissance de ceux qui venaient d'être arrachés au feu de la persécution, durent être d'autant plus grandes, qu'ils trouvèrent dans le voisinage, à *Homburg* et *Friedrichsdorf* des coreligionnaires qui parlaient leur langue, et qu'un sort analogue au leur avait amenés dans le pays.

Encore aujourd'hui nous honorons ces martyrs; les noms des fondateurs de Dornholzhausen sont: Anguain Etienne; Anastaze

Jean; Bertalot ou Berthelot Abr; Bt. Samuel; Bt. Thomas; Bt. Suzanne; Blanc Marie; Prinet Michel; Creyer Daniel; Chonet Jean; Drôme ou d'Homme Michel; Forrier Pierre; Fr. Moïse; Galet Jacques; Gt. Jean; Gt. Philippe; Héritier Jacques; Hr. Marie; Jordan Pierre; Jn. David (pasteur); Jn. David (maire), Jn. Lantelme; Jn. Jean; Lageard Jeanne; Ld. (veuve); Lavigné Pierre; Micol Pierre; Ml. Jean; Préveral Samuel. Nous n'avons pas nommé ici les dix familles qui, pour n'avoir pas trouvé un terrain suffisant, quittèrent en 1699 Dornholzhausen, et se rendirent à Offenbach. D'après les noms qui furent donnés depuis à quelques bourgades de Dornholzhausen, tels que les *Barres*, les *Choulières*, les *Fours*, les *Barrots*, que des recherches exactes nous prouvent exister aussi dans le val *Pragela*, on peut admettre que les nouveaux colons venaient de la vallée vaudoise du Pragela. On le sait d'une manière certaine pour ce qui regarde les Berthelot ou Bertalot; leur lieu d'origine était Dramas (Pragela)

Le « Reisberg » une de ces nombreuses ondulations, servant de base au Taunus, sur lesquelles le nouveau village devait être construit, était couvert en partie par la forêt, en partie par des près et des champs; il fallait donc, avant l'entrée de l'hiver construire des abris provisoires, et commencer ensuite pendant la saison froide l'établissement proprement dit. Heureusement nos colons éprouvés par les privations n'eurent pas à lutter dès l'abord avec le besoin; des secours en argent vinrent, en si grande abondance, de la Hollande et de l'Angleterre, que personne n'eut plus à souffrir la faim. La forêt voisine fournit tant de bois que, pour la construction des maisons d'habitation et des dépendances, on n'eut plus qu'à en faire venir une petite quantité du bois de la Marque. Ce fut ici aussi que se montra la générosité du marquis. Les charpentes de la plupart des maisons furent faites de bois de chêne. Environ vingt d'entre elles sont encore bien conservées. Toutes les maisons d'habitation furent construites d'après le même plan: c'étaient des maisonnettes d'un étage avec la façade tournée vers la rue, et l'entrée de côté; une chambre à droite et une à gauche, et entre les deux, en entrant, la cuisine; derrière chaque maison on construisit, par la suite, une étable et un hangar, et on aménagea, tout auprès, une pelouse plantée d'arbres fruitiers et un jardin potager. Avec le temps, on défricha ce qui restait du Reisberg en le transformant en champs et vergers. Chaque colon reçut un terrain d'environ 7 journaux.

David Jordan, nommé pasteur par l'ambassadeur hollandais Walkenier, et le maître Jacques Gallet qui avec leurs familles avaient été mis au nombre des colons, reçurent leur part comme les autres, et comme les autres ils s'employèrent à la défricher. Le pasteur renonça au salaire qu'on lui avait alloué; il céda même à la pauvre communauté l'usufruit du champ rattaché au presbytère et du cimetière. Il fut un des premiers à bâtir sa maison et son hangar; mais il mit sa demeure au service de la congrégation tant que l'Eglise ne fut pas construite. Elle fut remplacée depuis par le presbytère actuel.

A la longue, cependant, même un David Jordan ne pouvait vivre sans honoraire, d'autant plus que la vigueur de cet homme qui avait dépassé la cinquantaine et avait traversé de terribles détresses, privations, et fatigues, ne lui suffisait pas pour travailler des champs, ayant acquis une étendue de 16 journaux, d'une manière satisfaisante, en dehors de ses fonctions ecclésiastiques. Aussi, comme il parlait l'anglais, entreprit-il, en 1702, en son nom et au nom de six autres pasteurs vaudois, un voyage en Grande Bretagne pour obtenir, si possible, de la *Reine Anne* la faveur que les salaires des sept ecclésiastiques vaudois émigrés en Allemagne, l'an 1698 — c'étaient les pasteurs de Dornholzhausen, Rohrbach, Walldorf dans la Hesse, Pinache, Grand-Villars, Pérouse et Schönberg dans le Wurtemberg — salaires qu'ils avaient reçu en Piémont de la *Fondation anglaise* dite « Hôpital de la Savoie », continuassent à leur être payés en Allemagne. Son voyage fut heureux. Ces pasteurs recouvrèrent leurs salaires, mais sous forme de gratifications personnelles. La part de chacun fut de L. st. 35.

David Jordan, toujours prêt à se dévouer pour les autres, obtint plus encore. Il fit des collectes en Angleterre et en Hollande pour la construction d'un temple à Dornholzhausen, et il recueillit assez d'argent et obtint assez de promesses sûres, pour commencer tout de suite à bâtir. A la pose de la pierre fondamentale étaient présents le Landgrave et d'autres princes qui se trouvaient justement alors à sa cour. L'Eglise fut bâtie à l'endroit où se voit actuellement l'école.

La construction de l'Eglise couronna l'œuvre de la colonisation. Les Vaudois qui avaient si souvent célébré leur culte dans des lieux écartés, exposés aux intempéries et à l'espionnage de leurs ennemis, étaient maintenant protégés de tous côtés et pouvaient désormais chanter à haute voix et de tout leur cœur les psaumes

de David sans craindre d'être trahis et livrés à leurs persécuteurs. C'était le maître d'école qui conduisait le chant.

L'*instruction* qui se limitait à la lecture française, à l'écriture, au catéchisme et au chant des psaumes, était donnée, chez lui, par le maître *Jacques Gallet*. Celui-ci était âgé de 41 ans lors de son arrivée en Allemagne. Il avait dirigé pendant 22 ans une école en Piémont et reçu un salaire de cent florins par an. A Dornholzhausen, il n'eut plus que quarante florins, et même il ne pouvait pas y compter sûrement.

On accorda à nos pauvres colons certains privilèges devant faciliter leur établissement. Ils reçurent le terrain et du matériel pour bâtir; ils furent exemptés pendant cette année-là de tout impôt. On leur permit aussi de nommer le maire, le pasteur, le maître, et des magistrats qui jugeaint les causes en première instance. A leur communauté on accorda donc, en principe, le *gouvernement autonome* sous le contrôle de l'Etat. Cela réussit on ne peut mieux; même des disputes des plus violentes furent pacifiées au sein même de la communauté. Il arriva, par exemple, que le « choltus » ou maire, David Jordan II, cousin du pasteur, homme emporté, punit de sa propre main et en public un des habitants de l'endroit, ce qui produisit un grand scandale. Comme il ne voulut pas se soumettre tout de suite à la censure ecclésiastique prononcée contre lui, dix-huit colons, le pasteur en tête, recoururent au Gouvernement. Celui-ci se contenta d'envoyer des remontrances qui engagèrent le maire à se soumettre à la discipline ecclésiastique et tout finit là.

En tenant compte des temps, il est certainement remarquable, que, des dix-huit habitants qui signèrent le recours, trois seulement aient dû faire le signe de la croix; ce qui prouve que les émigrants tenaient à l'instruction. Tous ne savaient pas écrire, mais tous pouvaient lire, et ils l'avaient appris surtout pour s'édifier au moyen de la Parole de Dieu.

1706, marquant le terme des années de franchise, la communauté aurait dû depuis payer un impôt modéré, c'est-à-dire proportionné à l'ancienne production du sol; toutefois, en considération des mauvaises récoltes des dernières années, et du fait que les colons avaient dû faire toute espèce d'achats, et n'avaient d'autres ressources que les produits agricoles, le Landgrave diminua l'impôt d'un tiers.

Malheureusement, le 24 Janvier 1708, la communauté et le pays perdirent leur prince bien-aimé et magnanime. On le pleura amè-

rement; toutefois si le Landgrave Frédéric avait souvent montré son caractère généreux et ses dispositions paternelles surtout à l'égard des colons de Dornholzhausen, son fils et successeur *Frédéric III*, leur témoigna la même bienveillance.

Malgré cela la communauté tomba bientôt dans un état de véritable détresse au point de vue ecclésiastique. A la suite de la guerre de succession d'Espagne (1701-1713) dans laquelle se trouvèrent engagées l'Angleterre et la Hollande, les subsides accordés aux pasteurs arrivèrent irrégulièrement et depuis 1714, cessèrent tout-à-fait. La nécessité engagea la communauté à s'unir à l'union ecclésiastique qui subsistait entre les églises françaises de Hombourg et Friedrichsdorf dans le but de constituer, sous un consistoire unique, un fonds commun pour le maintien des pasteurs et régents, dans ces temps difficiles. Mais le pasteur David Jordan, homme clairvoyant et qui craignait, qu'à la suite de cette union, l'église, perdît son autonomie, résolut de chercher du secours plutôt dans la lointaine Angleterre. Il s'y rendit de nouveau pour représenter encore une fois, outre ses propres intérêts, ceux des six autres pasteurs nommés plus haut, dont les pensions avaient aussi cessé d'être versées, et il rappela, pour appuyer ses demandes, les promesses qui, lors de leur immigration, avaient été faites à eux-mêmes et aux princes allemands; mais tout ce que Jordan put obtenir pour les pasteurs et régents, fut une gratification personnelle, sans engagement pour l'avenir. A la suite de cela, il trouva à son retour de l'Angleterre, six mois après, que son église s'était refroidie envers lui et qu'il s'y était même glissé un esprit de révolte; on voulait réduire de moitié le subside additionnel en argent qu'il recevait depuis quelque temps. Il en résulta un procès qui aboutit presque à des voies de fait (voir Tolin, Magdebourg III C, 613). Cette circonstance, sa répugnance à entrer dans la « dangereuse » union, et l'impossibilité où il se trouvait de vivre sans elle, engagea cet homme si noble, après une cruelle lutte morale, à vendre à son cousin de Homburg sa maison et ses champs de Dornholzhausen, et à accepter un appel honorable que lui avait adressé l'église de Offenbach (7 Juin 1716). Il mourut le 29 Janvier 1725.

Un fait qui montre bien la dépendance des pasteurs Vaudois du gouvernement hollandais, est le suivant. Jordan, désigné par l'ambassadeur hollandais pour le poste de Dornholzhausen, demanda au gouvernement des Pays-Bas de pouvoir accepter une autre place; mais ce ne fut qu'après en avoir obtenu l'as-

sentiment qu'il fit des démarches à Homburg pour recouvrer sa liberté. Toujours généreux, il abandonna à l'église de Dornholzhausen la moitié de la pension personnelle qu'il recevait de l'Angleterre, c'est-à-dire soixante florins.

Après le départ du désintéressé Jordan (1717) on découvrit que les moyens, dont disposait la communauté, étaient loin de pouvoir suffire au maintien d'un pasteur. Dornholzhausen ne possédait pas encore de presbytère. L'église n'eut donc d'autre choix que de se placer, comme annexe, sous la dépendance des congrégations françaises de Hombourg et de Friedrichsdorf. Les pasteurs de ces dernières *Pierre Richier* et *David Samuel Rossier* y tinrent le culte, à tour, le dimanche après-midi. Lorsque le célèbre et bien méritant past. *Jacques Montoux* de Rohrbach, s'employa en 1718 pour la restitution de la pension aux pasteurs vaudois-allemands, il eut plus de bonheur que l'excellent Jordan. La pension fut même affranchie de son caractère *personnel*.

Dans l'intervalle était arrivé un nouveau convoi de colons et l'église construite en 1702 se trouva être beaucoup trop petite. On commença donc en 1724 à collecter à Dornholzhausen et dans les églises françaises du voisinage pour la construction d'un *nouveau temple*. Les collectes furent abondantes; la même année les fondements furent jetés et deux ans après l'édifice était achevé, tel, à peu près, qu'on le voit encore aujourd'hui. Le coût ne fut que de 1871 Fl.

En 1730 eurent lieu des changements importants dans l'*école*. Le maître *David Blanc*, ayant acquis l'usage de l'allemand, se mit à donner des leçons dans cette langue, pour correspondre aux besoins produits par des rapports constants avec les pays d'alentour. Comme nouveauté, on ajouta l'enseignement de l'arithmétique. Mais seulement ceux « qui en seraient capables » devaient le recevoir. Le maître n'étant pas un colon, et ne possédant ni maison, ni champ, on se permit, comme cela arrive parfois dans les églises privées de pasteur, de transformer l'ancien temple en maison d'école et d'assigner à Blanc le rez-de-chaussée comme habitation. On ne pensa à acquérir un local d'école proprement dit, que plus tard, lors de l'arrivée du Piémont d'un nouveau détachement d'émigrés.

Lorsque le Duc de Savoie eut obtenu de la France la vallée vaudoise de Pragela, les evangéliques qui s'y trouvaient encore crurent pouvoir de nouveau confesser ouvertement leur foi. Mais après les avoir tolérés quelques années, un édit parut tout-à-

coup, en 1730, leur imposant de choisir entre l'exil et la conversion au catholicisme. La plupart choisirent « la pauvreté ». Il y eut donc une nouvelle émigration de 860 personnes, qui se rendirent en Suisse, dans la Hesse et d'autres pays. Il semble certain que, de leur nombre, plusieurs se fixèrent à Dornholzhausen, car dans plusieurs documents de 1730 et ann. suiv. nous trouvons de nouveaux noms français comme *Fabre*, *Arnoud*, *Bourges*, *Burgy*, *Bailly*, *Boucher*, *Jamin*, *Nicolas*, *Rambeau* et *Rousseau*. Et plus tard encore: Achard, Bernard, Chappuis, Chérigaud, Deisel, Désor, Enguin (Eugent), Garnier, Hoffer, Médrat, Paster, Poquet, Sallé, Stroh, Wallon.

L'agriculture, ne suffisant plus à nourrir une population qui était tellement accrue, on commença à travailler pour les fabricants de *bas* et de *mailles* de Hombourg et de Friedrichsdorf. Ce fut ainsi que se développa cette industrie domestique qui dans nombre de familles, et surtout l'hiver, quand on ne pouvait rien faire au dehors, occupait les petits et les grands. Bientôt il n'y eut presque pas de maison où l'on n'entendît le cliquetis des métiers et où l'on ne vît des femmes et des enfants occupés à filer ou à coudre des bas. Au point de vue économique aussi, l'on peut dire que Dornholzhausen perdit en partie de son indépendance.

Dans les affaires d'église on était complètement dépendant. Lorsqu'en 1733 Friedrichsdorf se sépara de l'alliance consistoriale et que son pasteur refusa de continuer à présider, d'accord avec le pasteur réformé français le cultede Dornholzhausen, celui-ci fut confié à M. *Hahn* pasteur allemand de l'église de Hombourg. Le besoin éprouvé par l'église de Friedrischsdorf d'une position indépendante, au point de vue ecclésiastique, semble en avoir produit un semblable dans notre communauté. Elle décida, en effet, en 1740, de se séparer de la congrégation de Hombourg et de s'efforcer de maintenir un pasteur. Une pétition dans ce but reçut l'accueil le plus défavorable de la part du Landgrave et fut suivi d'une vive remontrance par laquelle le Consistoire central blâmait les pétitionnaires d'avoir fait ce pas, tout en sachant que la communauté n'avait pas, laissée à elle-même, les moyens de maintenir un pasteur, et qu'elle ne possédait aucun presbytère. Pour les consoler de leur insuccès, le conseil de l'église de Hombourg leur accorda une *horloge*.

Des temps plus favorables ne devaient pas tarder à venir. Peu après l'avénemeut au trône de *Ulrique Louise*, princesse de

Solms-Braunfels, le conseil d'église de Dornholzhausen fit une demande qui aboutit à la *rupture de l'union avec l'église française de Hombourg*. Depuis longtemps on avait fait la douloureuse expérience qu'une véritable cure d'âmes faisait défaut et on attribuait à bon droit bien des disputes à l'absence de soins pastoraux. Attendu que le maître David Blanc ne pouvait couvrir, pour cause de maladie, qu' imparfaitement sa charge, notre conseil d'église pria le consistoire de Hombourg de leur donner un pasteur qui fît, en partie, les fonctions de maître d'école. Cette demande ne fut pas exaucée. Dans l'intervalle, Blanc mourut et le bâtiment délabré de l'école fut vendu pour 200 florins. Par contre, les consistoires unis de Hombourg et de Dornholzhausen achetèrent la maison dite autrefois *presbytère*, afin qu'elle servît d'école et de logement pour le pasteur-régent à trouver. En attendant, l'enseignement fut confié à un tisserand, sachant écrire, *Pierre Boucher*.

Peu après, en l'automne de 1755, l'homme cherché se trouva dans la personne du candidat *G. Henri Emmerich* de Bâle. Il mit de l'ordre aux affaires de l'église et commença le registre des actes, qui existe encore aujourd'hui. Mais on découvrit bientôt que sa position n'était tenable que si son salaire était augmenté; c'est pourquoi le conseil d'église envoya une pétition au Gouvernement demandant *la séparation de l'Eglise de Hombourg* et le partage des biens ecclésiastiques. La pétition fut accueillie, mais le partage fut plus vite projeté qu'il ne fut exécuté. La communauté dut prendre un avocat et sept années s'écoulèrent avant que le procès ne fût clos. Il aurait duré plus longtemps, si le pasteur Emmerich n'avait fait des démarches auprès du Synode hollandais pour obtenir une augmentation du subside, démarches qui eurent du succès, grâce à la chaude intercession du conseil d'église de Hombourg. Par là les esprits à Dornholzhausen furent pacifiés et on en vint à un compromis qui fut ratifié le 26 Février 1765.

La colonie rentra aussi dans la pleine jouissance de la pension anglaise, de sorte que le pasteur recevait un salaire de 340 florins, plus la maison et le jardin. C'était suffisant pour vivre; car la livre de pain ne coûtait que 4 ^{d}, la livre de viande de bœuf 14 ^{d}, le sel 1 1|2 ^{d}, le beurre en moyenne 25 ^{d}, une douzaine d'œufs 10^{d} — la toise de bois à brûler 12 1|2 groschen.

La congrégation était de nouveau libre, au point de vue ecclésiastique. On avait un pasteur dans l'endroit même et on en

ressentait la bienfaisante influence. L'école avec son maître, Boucher, ne donnait lieu à aucune plainte. Délivré du souci d'un procès coûteux, on respirait librement. En outre la *fabrication des bas* dont cinq ou six citoyens avaient fait une industrie *à eux*, procurait à tous les laborieux habitants du village un travail rémunérateur, toute l'année, et rendait la communauté indépendante, aussi au point de vue économique.

En 1768, le pasteur Emmerich renonça à son poste pour aller à Neu-Isenburg. Le past. *Weidenbach* le remplaça jusqu'en 1774 et fut lui-même remplacé par le past. *Rieger* qui demeura en charge jusqu'en 1789. Rieger, fils d'un professeur de l'université de Heidelberg, montra, à côté de la cure d'âmes proprement dite, un vivant intérêt pour le bien être de la communauté. Il se donna la peine de recueillir tous les vieux documents ayant quelque rapport avec elle. Sous son ministère *Claude Poignet* de Offenbach, originaire de Dornholzhausen légua à l'église une somme de 150 Fl. En 1780, Rieger désirant se marier et ne pouvant conduire son épouse dans une maison délabrée, commença, dans l'endroit même, à Hombourg et à Friedrischsdorf, une collecte qui produisit environ 500 Fl. Cet argent servit à réparer le presbytère, tel qu'on le voit encore aujourd'hui.

Comme commune, Dornholzhausen avait reçu le droit de nommer son maire. On faisait usage de ce droit tous les deux ans.

Ces priviléges furent scrupuleusement respectés par le Landgrave. En 1785, p. ex. Son Altesse aurait vu de bon œil qu'un certain Jacob Rousseau eût été nommé maire et il en manifesta le désir. Mais les magistrats de Dornholzhausen s'étant, à teneur de leurs priviléges, élevés contre toute pression exercée sur les électeurs, le Landgrave écrivit au bas du rapport du gouvernement: « Mon intention n'était pas du tout de rien entreprendre contre leurs priviléges; ce n'était qu'un conseil. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent. » Le maire élu contre l'avis du Landgrave nous est dépeint comme un « têtu » et comme un « mauvais coucheur ». Son élection fut cependant confirmée; il n'y avait d'ailleurs pas grand choix à Dornholzhausen. L'endroit était petit et les gens qui parlaient tous le français ou n'avaient appris que fort peu d'allemand à l'école, ne possédaient pas assez cette dernière langue pour rédiger des rapports. Une fois même, le maire nouvellement élu dut subir un examen d'allemand à Hombourg, pour que son élection fût sanctionnée.

Le past. J. Fréd. Rieger quitta son poste en 1789, n'ayant pas de quoi maintenir sa famille et accepta une place dans son pays de Baden. Un jeune homme neuchâtelois, *Ch. Franç Ramus* lui succéda. Il y était depuis trois ans lorsqu'éclata la guerre avec la France. Des Français, des Prussiens, des Autrichiens envahirent le pays. Un détachement de ses derniers campa pendant des mois derrière les jardins du village. L'école fut fermée ou plutôt fut sequestrée et devint la prison militaire. Il ne semble pas que dans ces temps de désordre, Ramus fût content de la fréquentation des cultes. Vers la fin de l'année cet homme excellent quitta le village et prit le second poste de pasteur français à Cassel. Comme souvenir affectueux, il donna à l'église la *coupe en argent* qui est encore en usage aujourd'hui.

Son successeur *Emanuel Gros* de Neufville en Suisse ne resta qu'un an. Il fut remplacé par *J. Fr. Rœdiger* de Hanau. Outre les 10 muids de blé qu'avaient déjà reçus Rieger et Ramus, le Landgrave lui donna, de sa bourse, 30 Fl. Pour accroître les rentes du pastorat, on vendit la majeure partie des biens ecclésiastiques à Erbleih; c'est-á-dire que les acheteurs ne s'obligeaient qu'à payer les intérêts de la somme au 5 0[0. Malgré cela, on ne put retenir Rœdiger que quelques années. Les *pensions* hollandaise et anglaise ayant cessé d'être versées depuis quelques temps, et l'église lui devant déjà plus de 600 Fl. pour honoraires non payés, il s'en alla, en 1809, à Fechenheim. La communauté ne pouvait pas faire ce qu'elle aurait dû et voulu faire. Les dettes montèrent à 11,000 Fl. On dut retourner assidûment au travail des champs, car à la suite du bloc continental qui avait été un des résultats de la guerre entre l'Angleterre et la France, toute exportation à l'étranger avait cessé et l'industrie des bas était paralysée.

Rœdiger parti, la Communauté déclina au point qu'elle dut nouvellement renoncer à avoir un pasteur, et retomber au grade d'annexe. On chercha un refuge dans l'église allemande réformée de Hombourg. Il n'y eut pas cependant fusion de biens, mais seulement un compromis d'après lequel le pasteur en chef de la cour (Oberhofprediger) de Hombourg, qui parlait aussi le français) se chargeait, moyennant un certain honoraire, de prêcher et de faire l'instruction des catéchumènes à Dornholzhausen. Par ce moyen et par la vente de ce qui restait des biens ecclésiastiques (pour 3228 Fl.) il fut possible de payer régulièrement les intérêts de la dette et même d'épargner quelque chose, en vue

de son amortissement. On sentit moins l'absence du pasteur parce que Breidenstein, homme énergique, sut gouverner le conseil de la communauté et celui de l'église et parce que des amis de la Colonie surent ranimer l'intérêt des habitants pour leur église. Les pasteurs français de Hombourg, Friedrichsdorf et Francfort s[M. vinrent prêcher à tour de rôle. Mademoiselle Bruère de Hombourg légua 166 Fl. pour des *orgues*, qui furent construites en 1816 et servent encore aujourd'hui.

Si, de 1814 à 1816, le village fut atteint de la *maladie Russe*, sorte de fièvre typhoïde, au point que la population tomba de 237 à 209 âmes, c'est-à-dire diminua du 12 0[0, — avec 1816 de meilleurs temps se levèrent pour Dornholzhausen et pour tout le Landgraviat. Le noble Frédéric V, qui par un acte de la confédération du Rhin avait été placé sous la juridiction d'une autre puissance, et depuis lors n'avait plus paru à Hombourg, — recouvra, à la suite du Congrès de Vienne et à cause de son attitude patriotique et de celle de ses fils héroïques, sa souveraineté tout entière. En outre, grâce au don qui lui fut fait de Meisenheim, il vit s'accroître son pays et le nombre de ses sujets. L'entrée du Landgrave à Hombourg revêtit l'aspect d'un jour de fête pour le pays tout entier. C'était comme si un père retournait, après une longue séparation, dans sa famille. Les habitants de Dornholzhausen purent, d'après l'ordre des rangs fixé en 1766, se placer dans le cortége tout de suite après les Hombourgeois.

La gloire renouvelée de la vieille et héroïque maison des princes de Hesse-Hombourg devait être comme un heureux présage de prospérité pour Dornholzhausen. En effet, lorsque en 1818, deux ans après le retour, le fils aîné du Landgrave, le prince héritier *Frédéric Joseph*, séjourna en Angleterre à l'occasion de son mariage avec une princesse royale, il se souvint des pauvres villageois, qui étaient toujours restés si fidèlement attachés à la maison de ses pères et obtint que le Gouvernement Anglais leur donnât un subside de 500 L. (soit 10,000 Marks), fonds dont l'intérêt, correspondant à peu près aux subsides annuels que l'on envoyait d'Angleterre, devait servir désormais au maintien du pasteur. On différa cependant l'installation de celui-ci jusqu'au jour où la dette de l'église se montant encore à 1800 Fl. aurait été payée, de manière à ne pas ébrécher le don anglais, qui resta ainsi *fonds d'église*. Mais en 1819, lorsqu'il venait à peine de régler les affaires de sa chère communauté Vaudoise, le Landgrave Fré-

déric, prince si hautement honoré de ses contemporains mourut, à l'âge de 72 ans. C'est de lui, que lors de ses obsèques solennelles, le pasteur Breidenstein put dire: « Ceux qui s'approchaient de lui devaient lui rendre hommage et le servir; qui le voyait devait s'incliner devant sa noblesse et sa dignité; qui voulait être son ennemi devait le fuir. Un malfaiteur l'aurait choisi parmi des millions, comme son juge, comme un être descendu du pays de la grâce. La Nature avait répandu sur toute sa personne, sur tout ses traits le charme irrésistible de la royauté et de la victoire sur toute ignoble passion ».

Frédéric Joseph succéda à Frédéric V. Si, comme prince, il avait déjà rendu un service signalé à Dornholzhausen en lui obtenant le don du gouvernement anglais, il ne s'intéressa pas moins comme landgrave à la prospérité de la colonie. Celle-ci ayant manifesté, en 1824, le désir d'avoir de nouveau un pasteur à elle, dans la personne du candidat *Fréd. Convert* de Neuchâtel, il facilita l'établissement de ce dernier en augmentant considérablement les biens de l'église. M.lle *Bruère*, la bienfaitrice de la colonie, donna, dans le même but 500 Fl. et la diaconie francfortoise éleva son subside annuel de 25 Fl. C'est encore au Landgrave Frédéric Joseph que notre colonie dut, que la grande route d'Usigen passât par Dornholzhausen, ce qui lui amena un grand mouvement d'affaires. Dans sa sagesse prévoyante le prince ne permit pas que la communauté vendît la forêt de Balzerhölchen pour payer les dettes de guerre. En effet c'est au moyen des produits de cette belle forêt qui finit par lui rester, que les dettes furent graduellement payées.

Les années de règne de ce Landgrave et de ses successeurs immédiats furent, pour le pays tout entier, d'entre les plus prospères. Grâce à la sollicitude du prince, les communautés civile et religieuse suivirent une marche régulière. A la suite du relèvement, dans toute l'Europe, du commerce et de l'industrie, les fabricants de mailles de Dornholzhausen purent rétablir leurs relations d'affaires avec la Hollande et fréquenter avec profit les foires de Francfort. Il n'y avait qu'à jeter un coup d'œil d'un bout à l'autre du village pour s'apercevoir du changement. Partout, dans les cours et dans les rues, on voyait étendus en longues files, suivant la crête des murs, et rangés d'après la couleur, des bas et autres objets en maille. Le bien être gagnait rapidement; ceci était prouvé par le fait que tantôt une, tantôt une

autre maison, s'élevait d'un étage, et que plusieurs maisons d'habitation se transformaient en teintuteries. Pour éviter la poussière qui aurait pu gâter la marchandise, les rues furent pavées pour la première fois et le furent aux frais de la commune.

Au grand chagrin de ses sujets, le Landgrave mourut dans sa soixantième année, en 1829, sans laisser d'enfants.

Son héritage échut à son frère *Louis*, qui, dès le commencement de son règne, montra de l'intérêt pour notre petite colonie. La maison d'école et l'église, ayant un besoin urgent de réparations, il donna avec le concours de quelques uns de ses invités, 1000 Fl. Le pasteur Convert, de son côté, collecta 800 Fl. en Suisse ; de sorte que, toutes réparations achevées, il resta assez d'argent pour remplacer, par un toit plus convenable, l'ancien qui ne se composait que de planches. Cela contribua a rendre l'intérieur plus respectable et joli. Malheureusement, en 1841, le past. Convert, qui s'était acquis toute l'affection de ses paroissiens, fut atteint d'un mal incurable et dut être mis à la retraite. Il fut remplacé par *Louis Ami Privat* de Genève, pasteur zélé et vraiment pieux. Pendant son ministère le gouvernement établit, pour tout le pays, que le maire d'une commune serait, pendant toute la durée de sa charge, membre régulier du conseil d'église.

Au temps du pasteur Privat on sentit comme un vent de réveil souffler sur la communauté.

Hâte-toi ! veille et prie,
Tu reprendras la vie
En reprenant la foi.

Il entendait, en effet, que l'on se décidât pour ou contre le christianisme. La tiédeur lui répugnait. Eloquent lorsqu'il parlait en français, poète même, mais sachant bien aussi l'allemand, il avait de son chef introduit, pour répondre aux appels de sa conscience de pasteur, des *cultes en allemand* en vue de ceux qui ne connaissaient pas le français. Ces cultes eurent lieu d'abord dans l'école, puis dans le presbytère. Le conseil d'église s'en émut et lui en fit un reproche. « Il minait », disaient-ils « l'existence de ce français que la communauté devait soigneusement conserver, non seulement par amour pour les ancêtres, mais aussi à cause de son utilité ». L'affaire ayant été portée par devant le Gouvernement, Privat, cité à comparaître, exprima son étonnement : l'on se plaint de lui parce qu'il fait *plus* que son devoir ! « Si un homme, écrit-il, ne voulait faire le bien qu'après s'être

assuré que personne n'aurait à en pâtir, il ne se ferait jamais de bien. Dans ce cas nous n'aurions pas le bonheur de connaître l'évangile; puisqu'aux Apôtres et en général aux premiers chrétiens il fut défendu de le répandre. Pour un pasteur c'est un devoir beaucoup plus important de travailler, dans l' une ou dans l'autre langue, au salut des membres de son église et des les préparer pour la vie éternelle que de leur procurer n'importe quel avantage matériel ». On convint, enfin, que le culte allemand de Privat ne se tiendrait qu'en hiver.

1847 fut l'année de la bénédiction mais aussi du commencement de la ruine. La récolte de pommes fut si abondante, à Dornholzhausen comme ailleurs, qu'on ne savait qu'en faire. Il en resta plus de gâtées à terre, qu'on n'en recueillait habituellement, alors que le muids se vendait, en moyenne 30 Kr. (90 d). Ceci engagea le remuant conseil communal présidé par le maire *Achard* à transformer les champs de propriété publique à Güldensöller en vergers de pommiers. Mais cette année fut la messagère du changement, surtout en ceci que l'on abolit les corvées et que, pour la première fois, on mit à l'enchère certains travaux publics. En 1848 Privat se retira pour cause de santé. Il témoigna de son affection pour l'église en laissant des meubles à la disposition de son successeur.

On fit un heureux choix dans la personne de *C. E. Humbert* du Locle, dont la femme était allemande, et qui, sachant lui-même l'allemand, pouvait donner ses soins religieux à ceux qui ne comprenaient pas le français. Ils s'attirèrent bientôt l'amour et la confiance de la communauté. Monsieur Van Loon et l'excellente diaconie de Francfort donnèrent une *Aeoline*, instrument qui servit à accompagner les « cantiques chrétiens » nouvellement introduits. Jusqu'alors, en effet, on ne s'était servi que des « Psaumes de David mis en vers français » et des « cantiques sacrés revus et approuvés par les Pasteurs et Professeurs de Genève ». L'accompagnement pour orgue fut composé par le Dr. Schmidt, médecin, résident alors à Dornholzhausen, homme très doué au point de vue musical et très recherché pour les maladies mentales. En 1851 le maire Achard obtint l'autorisation de fonder un institut de jeunes garçons, qui, grâce à la facilité avec laquelle on y apprenait à parler français, atteignit en peu de temps un haut degré de prospérité, mais qui déclina, après la mort de Madame Achard et finit par tomber en 1857.

Grâce au réglement définitif des dîmes d'église, le salaire du pasteur fut accru, en 1852, de 64 Fl. et s'éleva à 660 Fl. Un don de 160 Fl. fait par un M. *Vertue* qui demeurait alors à Dornholzhausen, permit d'élever et de rassainir le parquet de l'église et de pourvoir à quelques autres réparations. Le loyer de la chasse, droit obtenu en 1848, et un plus grand produit des abattis dans la forêt de Balzerhölchen, améliorèrent considérablement les finances de la commune, de telle sorte que l'on put effacer le dernier reste des dettes de guerre, et construire, en 1854, une canalisation centrale, à travers le village. En 1854, pareillement, le past. Humbert donna sa démission, après que, sans en nantir le conseil d'église, mais en tous cas pour des motifs qui honorent sa sollicitude pastorale, il eût attiré l'attention de l'autorité ecclésiastique landgraviale sur le fait que beaucoup des habitants ne comprenaient pas le français, et lui eût chaudement recommandé l'institution d'un service allemand dans l'église, deux fois par mois.

Aussi le décret d'installation du nouveau pasteur *Aug. Grünewald* contenait-il un alinéa l'obligeant à tenir un *culte allemand* dans l'église, tous les quinze jours, l'après-midi, et à se servir de l'allemand pour tout autre acte religieux, lorsque tous ceux qui y prendraient part ne comprendraient pas le français. Cette injonction alla toutefois se heurter, soit au sein du consistoire, soit au sein de la commune, à une opposition qui ne fut levée que l'an d'après (1851). Ce ne fut, en effet, que le 8 Février de cette année que se célébra le *premier culte allemand* dans l'église. Alors aussi fut inauguré le nouveau *cimetière* dont le sol avait été acquis par le produit des collectes de Humbert. Grünewald quitta son poste déjà en 1858 pour en prendre un autre à Trier. On regretta vivement son départ, car il était un prédicateur capable, s'intéressait de tout son cœur à l'école, et exerçait, de concert avec sa bienveillante femme et sa belle-mère, Madame de Gersdorf, une influence des plus bénies.

Il fut suivi par le pasteur qui se consacra, peut-être, à la Communauté avec le plus d'ardeur. Nous nommons *Emile Couthaud*, originaire de France. Peu après son arrivée, il se mit à la recherche de sources pour une histoire des Vaudois et de matériaux pour une chronique de Dornholzhausen. En 1863 parut chez les frères Schick à Hombourg, son *Précis chronologique de l'histoire des Vallées Vaudoises* et l'année d'après, chez Heyder

et Limmer à Francfort s[M. sa *Monographie de Dornholzhausen, Colonie Vaudoise en Allemagne.* Couthand a pu utiliser des sources qui actuellement ne sont plus accessibles. C'est à lui aussi que revient le mérite d'avoir institué une petite école de couture pour filles, école qui fut soutenue longtemps, et de la manière la plus généreuse, par la prévoyante *diaconie* de Francfort s[M. jusqu'à ce que la communauté de D. la prit enfin à sa charge. Encore de nos jours quelques pauvres de D. reçoivent régulièrement des secours en argent de cette *diaconie.*

En 1861 *J. Désor* ouvrit la première teinturerie, deux ans plus tard la seconde. Les fabriques de mailles étaient tombées; mais les teintureries auxquelles convient mieux le travail isolé ou domestique, continuaient à prospérer. Plus tard on établit une filature de laine mue par l'eau et une fabrique de feutres. À l'aide que procurait l'industrie pour accroître la prospérité de D. vinrent s'ajouter des dons en argent.

La *colonie-sœur* de *Hanau*, en effet, vint en 1862 au secours de notre colonie en couvrant les frais de réparations que demandait le faîtage de l'église. La *Princesse de Reuss-Greiz*, née princesse de Hombourg, et la *Landgravine Veuve* donnèrent un nouveau tapis d'autel, Madame d'*Albini* des rideaux et M. J. G. *Garnier*, décédé à Hombourg, légua à notre église un capital de 900 Fl. Le fonds d'église est maintenant de 19,810 M. 85 Pf. donnant une rente de 912 M. 57 Pf.

Le 24 Mars 1866 mourut Ferdinand, le dernier Landgrave de Hesse-Hombourg. Avec lui s'éteignit une famille de princes qui brillèrent, non seulement par leur courage et leur patriotisme allemand, mais aussi par leurs vertus chrétiennes. Toujours ils se montrèrent généreux envers notre colonie. On peut même affirmer que l'histoire de Dornholzhausen n'est qu'une chronique des bienfaits dont les landgraves nous comblèrent. Après une courte union personnelle avec la Hesse-Darmstadt, le Landgraviat passa au royaume de Prusse.

Les rois de Prusse et les empereurs d'Allemagne montrèrent pour Donholzhausen la même bienveillance et le même intérêt que leur ancêtre le Roi Frédéric I, dont nous avons mentionné à p. 5 l'intercession en faveur des Vaudois. L'impératrice *Augusta*, toutes les fois qu'elles se rendait aux bains de Hombourg, faisait appeler le pasteur de D. et celui de Friedrichsdorf, leur demandait des informations sur la vie ecclésiastique de la Colonie et insistait auprès de notre pasteur pour qu'il travaillât au main-

tien de la *tradition vaudoise* et, dans la mesure du possible, à la conservation de la langue française. Le Gouvernement prussien agît dans le même esprit, lorsque, à la suite de l'introduction des subsides aux pasteurs âgés, il compta au pasteur de D. même ses années de service à l'étranger, pour que l'église pût appeler un pasteur de langue française.

Survint la guerre de 1870 et 1871. Le pasteur *Couthaud* ou *Couthaud de Rambey* (nom qu'il avait repris avec l'autorisation du Gouvernement), profondement ébranlé, lui originaire de France, par la guerre et ses suites, ne put prendre sur lui de rester plus longtemps en Allemagne. Il retourna en France et prit une place de pasteur d'abord dans le Nord puis dans le Sud-Ouest. Son départ fut vivement regretté par son église et par ses collègues dans le ministère. Il resta, toutefois, en rapport épistolaire jusqu'à sa mort, en 1891, avec quelques personnes d'ici.

À la suite des victoires glorieuses des armées allemandes tout ce qui était allemand avait acquis plus de valeur. Nos villageois eux-mêmes trouvèrent que le français était moins utile depuis que le public français ne fréquentait plus Hombourg et les autres bains allemands. Le maintien de cette langue fut aussi compromis par le fait que depuis 1870 la proportion des femmes allemandes mariées à des habitants de D. fut plus grande que par le passé.

Le conseil d'église, composé d'amis de la langue française, chercha toutefois de prévenir sa disparition. On nomma pasteur l'alsacien *Mennerich* qui parlait les deux langues et on lui donna un subside extraordinaire de 150 Fl. pour enseigner le français dant l'école. Malheureusement Mennerich donna sa démission en 1875, pour cause de famille, et s'en alla en Suisse. Son successeur *Mayer* était aussi alsacien et parlait aussi les deux langues. Mais il quitta D. déjà en 1877 et céda sa place à un Belge, *Kœune* qui fut le quinzième et dernier pasteur de langue française de la communauté.

Celui-ci s'était engagé à donner huit heures de français à l'école. Mais il devint malade, ainsi que sa femme, et les leçons durent subir une interruption prolongée pour tomber ensuite complètement. On institua aussi une école *enfantine* française dont les résultats furent très satisfaisants ; mais cela coûtait trop cher et on dut y renoncer.

De nombreux parents demandèrent alors que l'on mît un terme à ce double enseignement qui n'amenait les enfants qu'à parler imparfaitement les deux langues. Se conformant au désir du con-

seil scolaire présidé par le maire *Schwenk*, l'autorité supérieure décida que l'enseignement de l'allemand prendrait le dessus et que celui du français serait limité à trois heures. Désormais l'allemand était la langue officielle; le français était passé au rang de langue étrangère. On conserva une heure de chant français pour pouvoir continuer à exercer les « cantiques » en usage dans le culte.

Un nouveau changement eut lieu lorsque le vieux maître Leidecker prit sa retraite. Le français n'étant presque plus parlé dans les familles, les deux ou trois heures de leçons, dans cette langue, n'avaient plus de but. Aussi la commune et le conseil scolaire décidèrent-ils d'abandonner cet enseignement et de demander à l'autorité supérieure de nous envoyer un régent allemand. Depuis lors il en fut pour nous comme pour les autres communes; la nomination du régent dépendit du Gouvernement.

L'éloignement du français de l'école scella son sort dans l'église. Les catéchumènes ne le comprenaient plus assez pour suivre une instruction religieuse donnée dans cette langue; de sorte que même ses meilleurs amis, se fondant sur des raisons de cure d'âmes, durent demander son éloignement du culte public. Il répugne, en effet, à un principe fondamental du protestantisme, de célébrer le culte en une langue qui n'est pas familière aux membres de l'église. Le gouvernement royal en vint donc, à la suite d'une pétition du conseil d'église, à offrir au pasteur Kœune, de renoncer à sa charge contre une indemnité, prise sur les deniers publics, de 1000 M. Le poste devait être occupé par un suffragant jusqu'à ce que, d'un côté la somme prêtée par le Gouvernement eût été rendue, et de l'autre, on eût économisé assez d'argent pour faire à la cure les réparations et les innovations considérées comme étant absolument nécessaires. Dans l'intervalle M. *Hestermann*, pasteur de l'église réformée de Hombourg, eut la bonté de prendre la suffragance de D. Lors du rétablissement du poste du pasteur en 1866 le Présidium ecclésiastique nomma l'inspecteur scolaire royal, le past. *Höser* de Alt-Weilnau. Il fut installé le 10 Octobre.

Il résulte de l'histoire de D. que ses habitants ne purent jamais se réconcilier avec l'idée d'être dépendants de l'église réformée française ou de l'église réformée allemande de Hombourg, bien que le caractère d'*annexe* leur eût épargné de lourdes charges. Toujours ils s'efforcèrent d'avoir un pasteur à eux, soit pour assurer une meilleure éducation à leur jeunesse, soit pour donner satisfaction à un sentiment personnel et intime, soit,

pour développerla vie ecclésiastique-religieuse au milieu d'eux au moyen d'une cure d'âmes régulière et de l'influence journalière d'un pasteur. Ce dont les pères furent, à ce point de vue, privés, malgré la sollicitude du Landgrave, les enfants nos contemporains le possèdent maintenant d'une manière complètement sure.

Oui, l'on peut affirmer, que depuis l'introduction du culte exclusivement allemand, ils jouissent d'un autre avantage encore, celui de participer beaucoup plus que par le passé aux fruits de la réformation allemande, surtout au trésor si riche que le peuple évangélique allemand possède dans ses hymnes chrétiennes. Ce trésor n'était à la disposition que dans une très petite mesure, et cela au moyen de traductions françaises, de nos ancêtres.

On peut dire aussi que le niveau de la vie ecclésiastique et chrétienne s'est élevé. Avec l'aide de Dieu il s'élévera davantage ici et dans toutes les colonies de réfugiés, si les *vielles traditions* sont maintenues comme un héritage impérissable des pères, c'est-à-dire si les petits enfants n'oublient jamais *qui* étaient les pères, combien ils ont souffert et lutté, avec quel amour ils ont été reçus, à cause de leur foi et de leurs souffrances, par des princes et des coreligionnaires généreux, et de quels bienfaits il ont été comblés. « Petit troupeau qui sors de tes Vallées, pauvre, persécuté, mais riche par ta foi, rappelle tes premières années où de ton Dieu tu chérissais la loi ». Alors les paroles: « Je trouve ici mon asile » seront gravées, non seulement sur la chaire, mais d'une manière profonde et vivante dans tous les cœurs.

Hombourg, Mai 1894.

SOURCES. Documents tirés des Archives Royales de Wiesbaden, de la Bibliothèque communale de Francfort s[M. et de la Bibliothèque particulière de M. l'architecte L. Jacobi de Hombourg.

E. Couthaud. Précis historique de l'histoire des Vallées Vaudoises.

E. Couthaud. Monographie de Dornholzhausen, colonie Vaudoise.

C. Schwarz. Le landgrave Frédéric V de Hesse — Hombourg.

LES MŒURS DES VAUDOIS

DÉFENDUES CONTRE

LEURS ADVERSAIRES D'AUTREFOIS ET D'AUJOURD'HUI

Les adversaires primitifs des Vaudois, tout en combattant leurs doctrines et en les faisant brûler comme hérétiques, rendirent hommage à la pureté de leurs mœurs publiques et privées. Tels furent Rainerius, vers l'an 1250; l'inquisiteur Etienne de Bourbon, vers le même temps; David d'Augsbourg, à la fin du XIII e siècle; l'inquisiteur anonyme de Passau on Pseudo-Rainerius, au XIVe siècle; le moine anglais Radulphus Cogeshalensis, le moine dominicain Jacobus Lielenstenius.

Les adversaires subséquents firent de même, comme Adam II Fumée, maitre des requêtes du roi Louis XII; Parvi, docteur de Sorbonne, confesseur du même roi, au XVe siècle; Guillaume de Bellay, sieur de Langey, lieutenant-général pour le roi François Ier en Piémont; Samuel Cassini, religieux franciscain; Claude de Seyssel, archevêque de Turin; l'annaliste Guillaume Paradin, l'archidoyen du marquisat de Saluces, les historiens d'Avity, le Thou, Bernard de Girard, sieur du Haillan, au XVIe siècle; le littérateur André Jean Valentin; l'historien jésuite Columbi, et le grand Bossuet, au XVIIe siècle, et, dans ce siècle, le célèbre historien Cantù.

D'autre part, le moine carmélite Gui Terreni, de Perpignan, au XIIIe siècle et Jacques de Ribéria, inquisiteur de Gascogne, vers le même temps, rendent hommage aux connaissances religieuses remarquables des Vaudois, pendant que l'inquisiteur Etienne de Bourbon, Rainerius, Ribéria et Valentin déjà nommés et Yvonetus les présentent comme des lecteurs assidus de la Bible: double témoignage qui ne peut convenir qu'à des hommes honnêtes et religieux.

L'historien lyonnais Claude de Rubys, le prieur Rorengo, le marquis de Pianesse, l'inquisiteur Albert de Cattanée, le jésuite

Fornier, le curé Albert, et, dans ce siècle, G. Amati et le procureur Pagano de Cozenza en Italie, ont, il est vrai, chargé les Vaudois de crimes abominables; mais leurs affirmations intéressées ne sauraient prévaloir contre « cette nuée de témoins » que nous venons de nommer.

Si nous écrivions un travail étendu sur les mœurs des Vaudois, nous pourrions rapporter les paroles textuelles de ces nombreux témoins, mais ce serait une œuvre inutile, attendu que les historiens des Vaudois l'ont déjà faite avec un grand soin. Voyez *Perrin*, Histoire des Vaudois, 1ère partie, pag. 38-44; *Léger*, Histoire générale des églises évangéliques des Vallées du Piémont ou Vaudoises, p. 485-527; *Monastier*, Histoire de l'église Vaudoise, t. I, p. 127-136; *Muston*, Histoire des Vaudois des Vallées du Piémont et de leurs colonies, pag. 485-527; *Comba*, Histoire des Vaudois d'Italie, p. 339-342.

Notre ambition est plus bornée et nous nous arrêtons à un seul point.

Un obscur abbé dauphinois du XVIIe siècle, Gabriel Martin, et quelques publicistes modernes d'Italie, se sont fait une arme contre la moralité des Vaudois des aveux que quelques-uns de leurs martyrs ont faits touchant certaines pratiques immorales qui auraient accompagné la célébration de leur culte public. On comprend la force de l'argument, s'il est fondé. Ce ne sont plus, dit-on, les adversaires religieux des Vaudois qui les accusent: ce sont eux-mêmes qui se condamnent, en confessant leurs turpitudes publiques; et l'on cite à l'appui de cette thèse les divers interrogatoires, auxquels furent soumis les martyrs Vaudois et qui sont parvenus jusqu'à nous. En voici les titres:

Procès contre les Vaudois de la Lombardie supérieure, en latin, année 1387 (dans l'*Archivio storico italiano*, 3e série, Florence, 1865).

Copie des procès de la Sainte Inquisition contre les suspects des Pauvres de Lyon ou Vaudois de la Châtelanie de Valcluson, de la Châtelanie de Mentoulles et de la judicature de Briançon, en latin, année 1487 et 1488 (aux *Archives départementales de l'Isère*).

Sixième cahier des déclarations des Vaudois, en latin, année 1487 et 1488 (aux mêmes *Archives*).

Fragments de procès intentés aux Vaudois, année 1488, en français (dans *Inscription en faux de Gabriel Martin, abbé de Clausonne, contre le livre intitulé: De la puissance du Pape*,

etc. par le sieur Marc Vulson; Grenoble, 1640, p. 219-231. — Ces trois derniers documents se rapportent à la persécution d'Albert de Cattanée.

Procès du barbe Martin de 1492 (dans P. Allix, *Some Remarks upon the Ecclesiastical History of the Ancient Churches of Piedmont;* Londres, 1690, p. 305-312.

Reprenons ces documents les uns après les autres.

Les procès de 1387, publiés par l'*Archivio storico italiano,* ont été examinés avec soin par la *Rivista Cristiana* de l'année 1875 (pag. 169-217), et il en résulte que les témoignages des accusés se contredisent et proviennent plus d'une fois d'hommes suspects, sans conscience, effrayés par la torture ou séduits par l'espoir d'échapper au supplice. Tel est spécialement le cas de Galosna et de Bosch. « Le premier, dit M. Comba, (1) rétracte son dire, le second se contredit de deux façons: d'abord dans sa déposition même, ensuite en affirmant que les hérétiques dont il parle n'ont jamais touché de femme et que la femme n'a jamais touché d'homme ni autre personne quelconque ».

Le procès du barbe Martin de 1492, tel que les inquisiteurs nous l'ont transmis, renferme aussi des contradictions et même des absurdités. On fait répéter à ce ministre le propos si connu que les Vaudois, leurs réunions religieuses nocturnes terminées, éteignaient la lumière et se livraient à des actes monstrueux d'immoralité. Mais est-il admissible que les barbes et leurs disciples, qui ne cessaient de stigmatiser la corruption de l'église romaine et qui expliquaient surtout par ce grave motif l'opposition qu'ils lui faisaient, eussent fait pis qu'elle? Que penser ensuite de l'affirmation grotesque que l'on met sur les lèvres du même barbe : *Si, in dictâ synagogâ, generatur filius, ille filius erit in futurum aptior ad exercendum officium Barbarum prædicationum et confessionum quam aliquis alius, quia genitus est in dictâ synagogâ.* Ici le ridicule le dispute à l'odieux et suffit pour montrer l'inanité de la prétendue déposition de Martin. « Non, s'écrie M. Comba (2), il n'y a plus de doute: ces propos infamants sont le fruit d'un clergé aux abois, qui se venge à sa manière contre ceux qui n'ont pas mis à nu la corruption des prêtres pour en rire, comme tant d'autres, mais pour lui opposer une vie pure ».

Pour ce qui est des deux registres de 1487 et de 1488 des Ar-

(1) *Hist. des Vaudois d'Italie,* p. 341, note 1.
(2) *Idem,* p. 354.

chives du département de l'Isère, M. Jules Chevalier (1), qui les a collationnés avec soin et en donne de longs extraits en attendant leur publication intégrale, dit ceci: « Sur les trois cents Vaudois inculpés, une soixantaine seulement, hommes et femmes, sont interrogés touchant les mœurs: quelques-uns déclarent qu'ils ne savent rien et que les barbes ne leur ont jamais donné à cet égard que d'excellents avis; d'autres disent qu'ils ont entendu parler de la synagogue ou assemblée nocturne, mais qu'ils ignorent absolument ce qui s'y passe; il en est enfin un certain nombre, une vingtaine à peu près, qui font des aveux plus ou moins complets. Ceux-ci disent que la doctrine de la secte enseigne que la luxure n'est pas une faute, *dummodò non agitur mater, neque filius suus, neque frater cum sorore suâ.* Les mariages entre parents ne sont pas prohibés. *Potunt sine peccato Waldenses solutè consuescere cum muliebribus sectæ omnibus, simul ac nubiles sint (attamen aliqui hanc libertatem illis tantùm non matrimonio junctis concedunt), hoc est mandato parere: Crescite et multiplicamini.* »

En présence de ces étranges dépositions, qu'on pourrait avec raison repousser *a priori* comme non concordantes entre elles, il n'y a que trois solutions possibles: ou les Vaudois du Dauphiné avaient singulièrement dégénéré à la fin du XV^e^ siècle et après, ou l'inquisiteur Albert de Cattanée a falsifié les dépositions des inculpés, ou les aveux de ces derniers sont inspirés par la crainte du supplice et n'ont aucun fondement (2).

La première supposition doit être écartée, car, avant le XV^e^ siècle et depuis, des auteurs catholiques en grand nombre et non suspects, dont nous avons donné les noms plus haut, rendent un éclatant témoignage, non seulement à l'honnêteté des Vaudois, mais encore à leur piété.

La deuxième supposition est admissible. Perrin (3), en effet, sans accuser personnellement l'inquisiteur Albert de Cattanée, déclare qu'il a eu la preuve en main qu'un autre inquisiteur qui lui succéda, nommé François Plovier, falsifia, en 1489, les dépositions qu'il recueillait sur les mœurs des Vaudois. Or, bien que cet auteur se soit trompé plusieurs fois, on n'a pas de raisons

---

(1) *Mémoire historique sur les hérésies au Dauphiné;* Valence, 1890, in 4°.

(2) Il y a une quatrième supposition, c'est que certains Vaudois ont été achetés à prix d'argent pour accuser leurs coreligionnaires. Perrin *(Histoire des Vaudois,* 1.re part., p. 125, 126 en cite un exemple.

(3) *Histoire,* 1.re part., p. 130-132.

suffisantes pour affirmer qu'il a rendu un faux témoignage dans cette circonstance, d'autant mieux que l'honnête Crespin affirme avant lui le même fait. « Ce moine, dit-il, et ses exécuteurs falsifièrent calomnieusement les procès des exécutés à mort, leur attribuant des paroles, blasphèmes et confessions si abominables que rien plus. » (1)

Ce n'est pas, du reste, une opinion qui soit particulière à ces deux historiens. On trouve déjà dans les manuscrits vaudois, qui relatent les poursuites des inquisiteurs à cette époque et qui sont déposés à la bibliothèque de l'Université de Cambridge (2) et dans celle de la Trinité de Dublin (3), des annotations anciennes ainsi conçues: « Aux responses desquels ont esté adjoutées des calomnies sur le faict de paillardise et d'idolâtrie, comme appert par le *sumptum* des dites responses ». « Et se voit comme on recevait en bref les responses, et puis on les estendoit à plaisir. »

Marc Vulson (4), conseiller à la Chambre de l'édit de Grenoble, confirme les déclarations précédentes. « J'ai rière moi, dit-il, un procès fait à Pierre de Jacob en l'an 1492 qui, entre autres, tomba entre mes mains, lorsque la ville d'Embrun fut prise par le Seigneur des Diguières en l'année 1586; aux réponses duquel un Nicolas Paris, qui était sous les commissaires, a ajouté plusieurs choses et les a étendues à son plaisir, faisant dire au dit de Jacob des choses contraires et absurdes, *etiam de impudicitiâ nocturnâ dictâ.* Ce qui est vérifié par le plumetis au premier *Sumptum* écrit de sa main, auquel n'y a rien de tout cela, comme j'ai fait voir à plusieurs catholiques romains et l'ai joint et attaché aux dites réponses étendues. Il est vrai que le dit Paris, par la requête qui fut présentée au roi Louis douzième en l'année 1493 par les habitants de Freissinières et Vallouise, est qualifié leur ennemi mortel, convaincu de fausseté et usurpateur de leurs biens, lesquels il fut condamné vider par arrêt du grand conseil de Sa Majesté du 27 de Mars 1502; et il lui était fort aisé de faire telles additions et faussetés, parce qu'en ce temps là, ni les parties, ni les juges, ni les témoins, ne signaient point, mais le greffier seul. Aussi ès autres procès, ès quels le dit Paris n'a point servi de greffier, il

(1) *Histoire des Martyrs,* édit. de 1619, fol. 601.

(2) Man. 113.

(3) Man. Vaud., Vol. VIII (classe C, tab. 4, N° 18 et table 1, N° 6).

(4) *De la puissance du Pape: et des libertez de l'église gallicane;* Genève, 1635, p. 207. — Perrin *(Histoire des Vaudois,* p. 127) confirme le récit de Vulson.

n'y a rien de tel, quoique aucuns des prévenus aient abjuré leur religion et déclaré tout au long ce qu'ils avaient cru, dit et fait. »

Ces falsifications, dont parle Vulson, n'avaient en elles-mêmes rien d'invraisemblable si l'on considère les dessous de l'âme humaine. Tout homme, non aveuglé par la passion religieuse, conviendra, en effet, que les inquisiteurs ont accompli à toutes les époques une œuvre aussi répugnante que barbare en faisant brûler de pauvres gens, dont tout le tort était de penser en religion autrement que l'église romaine et en punissant de mort de simples crimes d'opinion. De nos jours, où le principe de la tolérance a fait de grands progrès, cette idée révolte, non seulement le sens religieux, mais encore le sens moral. Il faut pourtant croire que les inquisiteurs, chargés d'instruire les procès des Vaudois, bien qu'ils pussent abriter leur œuvre sanguinaire sous les ordres venus de Rome, avaient quelques regrets de ce qu'ils faisaient, de sorte que, pour justifier la sévérité de leurs sentences et soulager d'une certaine façon leur conscience, ils se laissaient aller à charger les Vaudois des crimes les plus odieux ou à accueillir avec une légèreté très répréhensible les dépositions les plus invraisemblables (1).

La troisième supposition qui explique par la crainte de la torture et de la mort les aveux étranges des Vaudois, est également vraisemblable, car la peur est la mère de toutes les lâchetés. M. Jules Chevalier (2) essaie d'affaiblir la portée de cette considération en disant que « c'est spontanément, sans subir aucune violence, que les Vaudois arrêtés sous Albert de Cattanée exposaient les doctrines et les pratiques de la secte. » Mais si les Vaudois, mis en état d'arrestation comme hérétiques, ne furent pas tous torturés dans les procédures auxquelles l'inquisiteur les soumit, ils savaient pertinemment qu'ils n'échapperaient pas au supplice du feu s'ils ne répondaient pas comme leur persécuteur le voulait. La crainte d'une mort affreuse leur faisait donc con-

---

(1) A la fin d'un siècle plein de lumières, s'il en fut, ne voit-on pas encore un laïque catholique, à qui son éducation et sa position sociale devraient donner des idées équitables et sensées, chercher à rendre suspects les Protestants français à leurs concitoyens en leur attribuant des tendances subversives, en les comparant aux anarchistes, collectivistes, marxistes et socialistes, et en prétendant que leur secte développe des principes dangereux pour la sûreté de l'Etat!! (*H. de Terrebasse,* Les Maisons de propagation de la foi; Lyon, Brun, 1890, in 16, p. 8 et 21).

(2) *Mémoire*, cité, p. 68.

fesser des crimes imaginaires, tout comme elle leur faisait promettre de se convertir. Les inquisiteurs eux-mêmes en étaient convaincus, car on lit ce singulier aveu dans un *Manuel* qui leur est destiné: « On ne pourrait jamais brûler grand nombre de ces hérétiques si on les laissait évader sous ces belles promesses [de se convertir], qui, ne leur étant arrachées que par la frayeur du supplice, ne sont jamais bien observées » (1).

M. de Barante, l'estimable historien catholique des ducs de Bourgogne (2), cite un exemple sans réplique. Il s'agit des Vaudois d'Arras, contre lesquels l'inquisiteur Pierre Le Bressart, de l'ordre des Jacobins, avait procédé. Le jour du prononcé de son jugement, l'inquisiteur, dit cet historien, « commença par faire un long discours pour expliquer ce que c'était que la *Vauderie*. Lorsqu'on voulait s'y rendre, disait-il, on frottait un bâton avec un onguent composé avec les cendres d'un crapaud à qui l'on avait fait manger une hostie consacrée et avec de la poussière d'os humains détrempée dans le sang d'un petit enfant. Puis l'on montait à califourchon sur ce bâton et l'on était aussitôt transporté par les airs au lieu où s'assemblaient les Vaudois. Là se trouvait le diable sous la forme d'un singe, d'un bouc, ou d'un chien, quelquefois même d'un homme. Les Vaudois lui faisaient hommage et l'adoraient avec les cérémonies les plus vilaines et les plus sales qu'on pût imaginer. A son commandement ils foulaient aux pieds le crucifix et crachaient dessus. Ils bravaient aussi le ciel *corporis invericundis statibus et impudentibus*. C'était, racontait l'inquisiteur, Jean Labitte, peintre, qui était maître des cérémonies dans cette assemblée et enseignait aux nouveaux venus. Des tables étaient servies, les Vaudois mangeaient et buvaient, *denique lucernam exstinguebant et in rebus mille abominandis immergebant inter se, cumque Diabolo, qui nunc hominem nunc feminam effingebat imitando*. Tout cela était si horrible que l'inquisiteur assurait même qu'il ne pouvait pas le publier en entier... Quand l'inquisiteur eut fini, il demanda aux accusés si tout cela n'était pas vrai. Ils répondirent que oui... Ils furent tous condamnés à être brûlés... Lorsque ces malheureuses femmes entendirent qu'elles allaient être brulées, elles commencèrent à pousser des cris. S'adressant à maître Flamand, l'un des commissaires, elles disaient: « Ah! faux traître, tu nous

(1) Léger, *Histoire*, 2.e part., p. 6.

(2) Paris, 1826, t. VIII, p. 150-159.

a déçues ; tu nous disais d'avouer ce qu'on nous demandait et que nous n'aurions d'autre pénitence que d'aller en pélerinage à cinq ou six lieues. Tu le sais bien, méchant, qui nous a trahis. » Puis elles racontèrent que c'était à force de tortures et de promesses qu'on leur avait fait confesser toute cette *Vauderie*, mais qu'il n'en était rien ! Jean Labitte en disait autant et même avec plus de circonstances. Cela ne servit en rien à ces malheureuses... Ils furent tous brûlés » (1).

On trouve dans l'histoire de nombreux faits de ce genre à l'époque où la torture existait comme moyen d'information pour la justice. Ainsi, les cinquante quatre templiers qui furent brûlés hors de la porte Saint Antoine à Paris le 12 mai 1310 sous le roi Philippe le Bel, qui convoitait leurs immenses richesses, s'étaient accusés des crimes les plus infâmes. Ils n'en protestèrent pas moins de leur innocence sur le bûcher. Quatre ans après, le 18 mars 1314, Jacques de Molay, le grand-maître de leur ordre et Geoffroy de Charnay, le maître de Normandie, après qu'on leur eut lu la sentence qui les condamnait au dernier supplice, jurèrent que toutes les accusations dont on les chargeait étaient fausses ; que s'ils avaient déposé contre leur ordre, ç'avait été à la sollicitation du pape et du roi, et qu'ils étaient prêts à sceller la vérité de leur sang. Aussi périrent-ils en héros et tout le monde fut convaincu qu'ils mouraient innocents (2).

Est-ce à dire qu'aucun libertin, absolument aucun, ne s'était glissé parmi les Vaudois? Le prétendre, ce ne serait pas connaître la nature humaine; mais la secte entière ne saurait être responsable de la faute de quelques-uns. Que faudrait-il penser de la Papauté si on ne lui appliquait pas ce principe, car nul n'ignore que les souverains Pontifes de Rome comptent dans leur sein des hommes fort méprisables? M. Jules Chevalier (3), qui le sait, rapporte gravement le témoignage d'un jeune débauché vaudois, nommé Jaques Bosc, de Mentoulles, qui prétendait que ce qui l'avait attiré dans la secte, c'était la facilité avec laquelle il pouvait y assouvir ses passions. Faire fond sur un pareil témoignage, à supposer qu'il ait été rendu, pour décrier tout un parti, c'est assurément manquer d'impartialité ou tout au moins de sens historique. Ce procédé est d'autant plus singulier de la part

(1) A Arras le 9 Mai 1458.

(2) Voy. l'article si décisif de Ch. V. Langlois: *Le procès des Templiers* (Revue des deux Mondes, 15 janvier 1891, p. 382-421).

(3) *Mémoire* cité, p. 71 et 72

du savant abbé, qu'il convient lui-même (1) que Pierre Valdo, le fondateur de la secte des Vaudois, « ne se proposait qu'un but, entraîner ses auditeurs à la pratique de la perfection chrétienne ».

Le même auteur qui, dans son *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné*, que nous avons cité plusieurs fois, se borne à rapporter quelques témoignages favorables à la pureté des mœurs vaudoises et s'étend longuement, complaisammeut, diraije, sur les accusations infâmes dont ils étaient les objets, conclut en disant: « Le lecteur a maintenant sous les yeux les pièces du procès, celles du moins qu'il nous a été donné de recueillir; qu'il porte lui-même son jugement sur cette question de la moralité des Vaudois » (2). Il semble que notre historien eût été mieux inspiré de se ranger du sentiment de l'évêque Claude de Seyssel, du maître des requêtes et du confesseur du roi Louis XII, du lieutenant général pour le roi François Ier en Piémont, de Bossuet et du célèbre historien catholique italien César Cantù, qui dit à propos des accusations qui nous occupent: « Comment ajouter foi à cette espèce de consécration du libertinage, qu'on croirait emprunté au culte de Bacchus, quand, d'autre part, nous trouvons, et même dans le livre de leurs ennemis, qu'ils réprimaient par de pénibles abstinences la chair, cette adversaire de la volonté et l'œuvre du mauvais principe; quand nous y lisons qu'ils observaient trois carêmes chaque année, une abstinence perpétuelle de viandes et de laitages, de fréquents jeûnes et qu'ils répétaient souvent certaines prières » (3). M. Jules Chevalier se serait honoré en s'inspirant, dans son *Mémoire*, d'idées aussi justes et aussi sensées.

Professeur d'histoire au séminaire de Romans, il ne doit pas ignorer que les premiers chrétiens furent les objets de calomnies du genre de celles qu'on dirigea contre les Vaudois et de plus affreuses encore (4), et que les Juifs, les Réformateurs du XVIe siècle et, de nos jours, les saint-Simoniens ont été accusés de crimes sans nom. « Chaque fois qu'une secte religieuse ou philosophique, fait remarquer avec raison un historien catholique (5), a voulu se faire une place dans le monde; chaque fois qu'un

(1) *Mémoire* cité, p. 159.

(2) Page 65-72.

(3) *Les hérétiques d'Italie*, trad. de l'italien; Paris, 1869, p. 141.

(4) Voy. Minutius Félix. *Octavius*, c. 8; Athénagore, *Legatio pro Christian.*, c. 3; Tertullien, *Apologet.*, c. 2 et 7; etc.

(5) Charronnet, *Les guerres de religion dans les Hautes Alpes*; Gap, 1861, p. 5.

corps de société, même reconnu depuis longtemps, a porté ombrage aux puissances du jour, les autorités établies n'ont pas seulement combattu, persécuté, étouffé, quand elles l'ont pu, des doctrines qu'elles proclamaient dangereuses, elles n'ont jamais manqué de lancer contre leurs ennemis les accusations d'impureté et de débauches.. Et ces accusations, la populace les accueille sans examen; les sectaires, pour éviter la persécution, ont besoin d'ombre et de mystère, donc ils se livrent aux excès les plus honteux, donc les juifs mangent de temps à autre des enfants chrétiens ». « Tel est le tempérament des foules, dit un autre auteur catholique (1), dès qu'elles soupçonnent, elles renoncent à toute critique; rien de trop roide pour leur robuste crédulité; c'est sur la constance de ce phénomène qu'ont toujours spéculé les hommes d'Etat sans scrupules, qui ont besoin de déchaîner la force populaire contre des personnes ou des institutions ».

Les calomnies lancées contre les Vaudois s'expliquent par la nécessité où ils étaient de se cacher. Les réunions des Vaudois, dit M. Comba (2), avaient lieu en secret, à la faveur des ténèbres; on allumait une lampe et souvent, après avoir fait la lecture, on l'éteignait de peur d'être remarqué par les voisins. Combien de fois la chétive lampe ne fut-elle pas éteinte en pleine réunion sur le moindre petit signe d'alarme! quelquefois elle n'était pas même allumée. Nous n'inventons pas: ce sont les inquisiteurs eux-mêmes qui nous l'apprennent. « La prédication terminée, fait observer l'un d'eux (3), ils s'agenouillent pour la prière et il leur arrive de faire éteindre la lumière, s'il y en a une, afin de n'être pas vus et surpris par les gens du dehors ». Les timides en étaient impressionnés, parfois même effrayés, s'ils étaient novices. Cela est donc avéré et se conçoit d'ailleurs parfaitement ».

Les actions honteuses imputées aux Vaudois sont, du reste, une impossibilité psychologique et morale. Ils ont laissé une littérature très riche, toute empreinte de piété, de sagesse et d'onction religieuse. Or, il est inadmissible que des gens, qui auraient commis les turpitudes que l'on dit, eussent pu composer de pareils livres. Autant vaudrait-il dire que l'*Imitation de Jésus-Christ* sort de la plume d'un libertin. Les Vaudois ont toujours protesté contre les accusations infamantes lancées contre

(1) Ch. V. Langlois, déjà cité (Revue des deux Mondes, 15 janvier 1891, p. 391).

(2) *Histoire* déjà citée, p. 340.

(3) Bernard Guidonis, *Practica inquisitionis*; Paris, 1886 (publiée par Donais), V.e part II, 5.

eux et l'on trouve dans leur littérature un livre où ils s'élèvent avec force contre l'immoralité. « Le péché de la luxure, y est-il dit, plait fort au diable et est très déplaisant à Dieu et injurieux contre le prochain, parce qu'en icelui l'homme obéit à la plus vile partie de son corps, plus qu'à Dieu qui l'a défendu. La folle femme n'ôte pas seulement à l'homme son bien, mais soi-même. Celui qui s'adonne à ce vice ne garde la foi à aucun; d'où advint que David fit tuer son fidèle serviteur pour avoir la femme d'icelui. Ammon corrompit sa sœur Thamar. Ce vice consume l'héritage de plusieurs, ainsi qu'il est dit de l'enfant prodigue, lequel dissipa son bien, vivant luxurieusement. Balaam choisit ce péché-là pour provoquer à péché les enfants d'Israël, à l'occasion de quoi vingt-quatre mille personnes furent mises à mort. Ce péché fut cause de l'aveuglement de Samson, pervertit Salomon, et plusieurs ont péri à cause de la beauté de la femme. Le jeûne et la prière servent de remède à ce péché et l'éloignent, car on peut vaincre les autres vices en combattant, mais en celui-ci on est victorieux en fuyant et en ne s'approchant point. De quoi nous avons un exemple dans Joseph. Nous devons donc prier le Seigneur journellement qu'il éloigne de nous le péché de luxure et qu'il nous donne intelligence et chasteté » (1).

Les ennemis des Vaudois les accusaient aussi d'enseigner qu'un mari peut quitter sa femme quand cela lui plait. Or, voici comment s'exprime un autre de leurs traités sur ce point: « Le mariage est un lien, lequel ne se peut délier que la mort n'intervienne, sinon pour cause de paillardise, ainsi que le dit notre Seigneur Jésus-Christ; et Saint Paul, en la première épître aux Corinthiens, dit: « Que la femme ne se sépare point de son mari, ni le mari de sa femme ». Le mariage a été ordonné de Dieu jadis au Paradis terrestre. C'est un bon remède contre la paillardise. Et Saint Paul, parlant d'icelui, dit: « Qu'un chacun ait sa femme et une chaque femme son mari; le mari doit aimer sa femme comme Christ aime son Eglise, et les mariés doivent vivre ensemble saintement avec leurs enfants en la crainte de Dieu » (2).

M. Jules Chevalier qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, s'étend longuement sur le péché d'impureté imputé calomnieusement aux Vaudois, relève aussi la vieille accusation de

(1) *Livre de remède de péché de luxure*, trad. par Perrin, *Histoire* citée, 1.re part. p. 15, 16; Léger, *Histoire* citée, 1.re part., p. 55.

(2) *Livre des vertus*, trad. par Perrin, *Histoire*, 1.re part., p. 16 et 17.

sorcellerie dirigée contre eux et elle lui inspire, dit-il, ces « douloureuses réflexions » : « L'hérésie (au XVe siècle) avait jeté ces malheureux peuples hors de la voie où une autorité enseignante (1), divinement instituée, a pour mission d'éclairer l'homme sur ses vraies destinées et le fortifier contre les défaillances et le désespoir (2). Abandonnés à eux-mêmes, ayant devant eux la perspective d'un bûcher, il n'est pas étonnant qu'ils se soient lancés, tête baissée, dans de honteuses et superstitieuses pratiques, où une imagination exaltée leur faisait entrevoir quelque adoucissement à une vie de misère et de souffrance » (3). Il n'y a pas à s'y tromper, suivant notre auteur, c'est l'hérésie qui a conduit tout droit les Vaudois à s'adonner à la sorcellerie. Mais si le fait est exact, d'ou vient que les sorciers étaient aussi et plus nombreux dans les autres provinces du royaume qui ne renfermaient aucun Vaudois? Pourquoi, à cette heure, est-ce dans les départements de la France entièrement catholiques que l'on rencontre le plus de superstitions? Mais les Vaudois étaient si peu portés à la sorcellerie qu'ils ont laissé un écrit où ils s'élèvent avec force contre elle. « Tous ceux-là, est-il dit, sont contre le premier commandement... qui croient que les planètes puissent forcer la propre volonté de l'homme. Tels, en tant qu'en eux est, estiment que les planètes soient Dieu, car ils attribuent à la créature ce qui appartient au Créateur... Tous ceux-là, est-il dit, sont contre ce commandement qui croient aux sorciers et aux devins, car tous croient que les démons sont Dieu. La raison est : car ils demandent aux démons ce que le seul Dieu peut donner, savoir de manifester les choses cachées et annoncer la vérité des choses à venir, ce qui est défendu de Dieu, Lévit. 19... Toute personne doit savoir que tout enchantement, ou conjuration, ou ligament, ou brevet pour donner remède aux personnes ou aux bêtes, ne vaut rien ; ains (mais) est un lac et embûche de l'ancien adversaire,

---

(1) Est-ce que la Parole de Dieu, dont se nourrissaient les Vaudois et que leur prêchaient leurs ministres, n'était pas infiniment plus propre à les éclairer et à les fortifier que la parole des hommes? Et quelle confiance pouvait leur inspirer une « autorité enseignante » qui ne leur laissait d'autre alternative que d'obéir ou de brûler, d'apostasier ou de mourir?

(2) Il y avait un moyen à la fois très simple et très évangélique d'empêcher les Vaudois de s'abandonner au « désespoir, » c'était de supprimer les bûchers, et de les laisser adorer Dieu en paix selon leur conscience, comme ils le font aujourd'hui.

(3) *Mémoire* cité, p. 31.

le diable, par lequel il s'efforce de tromper le genre humain » (1).

M. Jules Chevalier n'a donc pas été équitable en plaçant côte à côte dans son *Mémoire historique*, et comme s'ils s'enchaînaient naturellement, les documents qui ont trait aux Vaudois et ceux qui regardent les sorciers. En faisant ce rapprochement purement arbitraire, offensant même, qui est contredit par toute la littérature vaudoise (2), il n'a pas suivi ses propres maximes. « En toutes choses, dit-il dans un de ses écrits (3), il faut savoir garder une juste mesure et faire de la modération la règle de notre esprit. Mais cette modération vient du caractère autant que de l'étude, d'où il résulte que beaucoup d'hommes, même fort savants, ne pourront jamais exercer cette haute magistrature qui incombe à l'historien, parce que des passions violentes, portant malgré eux le trouble dans leur âme, les empêcheront toujours d'atteindre à ces régions calmes et sereines, où la vérité se dégage des nuages du préjugé et de l'erreur pour briller d'un vif éclat». Nous craignons bien que notre savant abbé, quelque pures qu'aient été ses intentions, ne se soit pas élevé, dans la question de la moralité des Vaudois, « à ces régions calmes et sereines », où deux grands historiens catholiques, Bossuet et Cantù, et même des inquisiteurs, avaient su s'élever avant lui. On peut même se demander si, d'une façon générale, la sérénité d'esprit, en matière de controverse religieuse, est possible à un historien qui a écrit ces lignes: « L'Église a essentiellement le droit d'infliger à ses fils rebelles un châtiment même corporel et d'user de la force, si elle le juge à propos, pour les ramener à l'observation de ses lois » (4). Il est douteux que le pape actuel sache gré de cet aveu à son auteur.

E. ARNAUD.

---

(1) Dans Perrin, *Histoire* citée, 1.re partie, p. 29-32. — Cet auteur établit, par des preuves irréfutables, que la sorcellerie a eu au contraire de nombreux adeptes parmi les prêtres et même parmi les papes *(Idem*, p. 32-38).

(2) Voy. en particulier la let re du barbe Tertian qui respire la piété la plus pure (Perrin, *Histoire*, 1.ère part., p. 73-79).

(3) *Quarante années de l'histoire des évêques de Valence;* Paris, 1889, p. 2,

(4) *Mémoire historique* déjà cité. p. 97. C'est le commentaire de l'article XXIV du *Syllabus* de Pie IX.

STORIA DEI SIGNORI DI LUSERNA

PARTE SECONDA

I TEMPI MODERNI

CAPITOLO I.

Affrancamento progressivo dei Comuni di Luserna, Angrogna, Bibiana, la Torre, Villar e Bobbio. — Giovanni Manfredi, Presidente del Consiglio Cismontano. — Sue vicende. — Sua morte. — La vedova Bianca Vagnone, tutrice dei figli assenti, ne difende i diritti contro le usurpazioni di Pantaleone Bersatore.

Abbiamo veduto come nonostante gli sforzi degli Inquisitori spalleggiati dai duchi di Savoia e dai Signori di Luserna, le dottrine valdesi si fossero andate a poco a poco spargendo nella Valle. Vediamo ora come nello stesso tempo quel sentimento d'indipendenza che diventava sempre più forte col progredire degli anni e che doveva finire con lo spazzar via tutto l'edifizio medioevale, si fosse pure manifestato in un altro campo, cioè in quello della emancipazione civile.

Durante i primi secoli i sudditi dei Luserna avevano dovuto, come si usava altrove, sottostare alle innumerevoli servitù feudali di cui ho provato di dare altrove un breve cenno: poi col progredire delle nuove idee di libertà e col vedere che dopo tutto la protezione che i loro signori avrebbero dovuto accordar loro in cambio dell'agiatezza che ad essi procuravano, non bastava a salvarli dalle persecuzioni, dal carcere e anche dalla morte, cominciarono a sentire il peso di quella signoria, che col moltiplicarsi dei nobili si veniva facendo sempre più gravosa e a provare più vivo il desiderio di liberarsene.

Di tale desiderio scorgemmo già qualche accenno chiarissimo nei moti insurrezionali che agitarono tratto tratto quelle pacifiche popolazioni, onde non ci farà meraviglia il vedere come abbiano infine cercato di affrancarsi del tutto, pagando un censo ben determinato che le preservasse da ogni ulteriore gravezza ed angheria. Anzi in mezzo ai disordini e ai trambusti che caratterizzarono la seconda metà del secolo XV°, pare che fattisi più arditi man mano che diminuiva l'autorità dei feudatari, siano giunti sino a negar loro ubbidienza ed a pretendere per i loro poderi una indipendenza assoluta. Dal canto loro è naturale che i Signori non si siano di buon grado rassegnati a tale diminuzione, non solo di autorità, ma anche di ricchezze ed abbiano in tutti i modi cercato di reagire contro quel movimento che mirava a spogliarli d'ogni loro prerogativa.

Per troncare ogni questione, le due parti finirono per addivenire ad un accordo il quale, mentre assicurava ai Luserna un compenso pecuniario tutt'altro che lieve, consacrava però il principio della quasi assoluta autonomia dei loro sudditi e rappresentava quindi per essi una vera e propria vittoria morale, la quale dava loro nuovo ardire e nuova lena per le future battaglie. Tale accordo ottenuto finalmente dopo molte discordie e liti, ci viene attestato dagli affrancamenti mediante i quali i vari Comuni della Valle riuscirono a svincolarsi da quasi tutte le servitù a cui erano soggetti, col pagamento d'un annuo canone che bastasse a soddisfare i loro sempre ingordi Signori. Questi affrancamenti, pervenuti in gran parte sino a noi, hanno un'importanza molto maggiore di quanto non sembri a prima vista e meritano che io me ne occupi particolareggiatamente, tanto più che tale studio, del tutto trascurato sinora, servirà a mostrarci come alla società feudale del Medio Evo, sia a poco a poco sottentrata quell'altra sempre più libera e cosciente di sè, che contraddistingue i tempi moderni. Esso ci mostrerà pure quanto sia stata lunga e aspra la lotta e quanta ostinazione e coraggio abbiano dovuto avere quei buoni valligiani per togliere di mezzo gli ostacoli che i loro antichi padroni andavano continuamente innalzando con una costanza degna d'una causa migliore.

Il 13 Marzo 1469, in presenza di varî testimoni, si radunavano in Luserna Michele, Beneitino e Tommaso, figli e successori di Giacomo Manfredi da una parte, e il notaio Antonio Fontana, Chiaffredo de Visio, Vincenzo Picoti, detto de Vincenzi e Franceschino Rio, *alias* de Berardinis, sindaci e rappresentanti del

Comune dall'altra, coll'intento di por fine amichevolmente alle dissensioni sorte già da qualche tempo tra i Signori e gli uomini del Comune: giacchè se i primi pretendevano di continuare ad avere tutti i diritti feudali goduti sino allora ed asserivano che la maggior parte dei beni era stata ceduta in enfiteusi perpetua ai loro sudditi che dovevano quindi sottostare alle terze vendite, successioni, affittamenti, acconciamenti, taglie, mercedi, roide, consegnamenti, fitti pagati ogni anno a S. Stefano, decime, taglie raddoppiate da sborsarsi in occasione delle nozze delle nobili donzelle, i quali diritti venivano a rappresentare per i tre fratelli un valore annuo di circa 92 fiorini di piccolo peso, dal canto loro gli altri sostenevano che i loro beni erano allodiali, quindi liberi da ogni imposizione feudale ed affermavano che se avevano qualche volta pagato irregolarmente le somme che si pretendevano, lo avevano fatto per mero favore e non già perchè vi fossero giuridicamente obbligati. Per finirla si decise perciò di venire ad un accordo col quale i Signori rinunziavano alle varie servitù che erano soliti esigere, salvo però le roide, le decime del vino, del frumento e della segala e i poderi del defunto Percivallo Manfredi, mediante un annuo censo di 92 fiorini, 3 grossi e 4 denari, da pagarsi in due rate alla festa di S. Martino e a quella di Sant'Andrea. Stabilivano inoltre: che tutti i loro antichi sudditi fossero immuni da ogni altro carico, mentre essi si riservavano il diritto di custodire il Castello di Luserna: che tutti i beni immobili di costoro venissero ridotti in franco e libero allodio: che i boschi, gerbidi e pascoli appartenessero al Comune, il quale ne potesse disporre a suo talento: che i Signori non potessero comprare alcuno dei beni affrancati, senza sottostare ai carichi imposti agli altri abitanti: che i cittadini di Luserna i quali non volessero accettare un tale accordo dovessero prestare al Municipio le stesse servitù cui erano prima astretti verso i Manfredi: che ognuno potesse liberamente pescare e cacciare ove volesse, riservandosi però ai Signori il quarto destro di dietro degli orsi, porci, cinghiali, camosci, caprioli e cervi selvatici uccisi; se però gli stessi nobili avessero preso parte alle predette caccie, non potessero pretendere nulla: che facessero osservare dai loro parenti, i quali acquistassero parte dei loro beni, i patti stipulati; nel caso contrario il Comune fosse sciolto dal pagamento della somma dovuta. Che i feudatari consegnassero i quaderni contenenti l'elenco dei poderi affrancati, affinchè si potessero ripartire equamente le imposte, riservandosi essi

la facoltà di esigere le gabelle antecedenti loro dovute e di ereditare i beni degli abitanti morti *ab intestato* e senza legittimi discendenti: che potessero eleggere per la riscossione del tributo pattuito un esattore o tesoriere a cui, se non si fosse recata nel tempo convenuto tutta o parte della somma stabilita, dovessero i Sindaci del Comune costituirsi prigionieri sino all'intiero pagamento del debito contratto, e ciò sotto pena di tre grossi per ogni giorno di ritardo: la qual multa si attribuirebbe per metà al podestà e al giudice di Luserna, mentre l'altra metà si assegnerebbe ai Manfredi. Tutte queste clausole venivano solennemente giurate dalle due parti contraenti, le quali, come al solito, impegnavano tutti i loro beni in segno di perpetua osservanza.

Questo atto lunghissimo, rogato dal notaio Giovanni Pellizone del Villar, servì, si può dire, di base a tutti gli affrancamenti posteriori i quali non fecero per lo più che copiarne non solo la sostanza, ma anche la forma e venne, coi tre seguenti, ratificato il 5 Luglio 1470 da Amedeo IX «tanto liberalmente e per grazia speciale, quanto mediante cento fiorini di piccolo peso», pagati senza dubbio dagli abitanti (1).

Siccome poi a motivo dell'eccessivo frazionamento del Casato, i Manfredi non avevano che una parte della giurisdizione di Luserna, dovette inoltre il Comune accordarsi partitamente con gli altri Signori. Il secondo affrancamento in data del 18 Luglio 1469, fu fatto da Burnone, figlio di Morriglione Rorengo nella piazza della Torre, situata presso al cimitero della chiesa parrocchiale di San Martino, in presenza di vari testimoni, fra cui Pierino, Bando e Pietro Armandi, appartenenti probabilmente a famiglie valdesi, Giacobino Cerverie (2) e Giacomo Simondi (3): in quanto ai rappresentanti del Comune di Luserna furono gli stessi veduti altrove. Questo atto, rogato da Pietro Pellizone di Luserna, non differisce dal primo, salvochè per imperizia del copista moderno, il numero dei fiorini dovuti è stato lasciato in bianco, e le roide più non compaiono fra i diritti riservati dal Signore della Torre. — Nello stesso giorno e nella medesima piazza, Cristoforo, figlio di Tommaso Rorengo, concedeva dal canto suo uguali franchigie al Comune di Luserna, mediante la

(1) Archivio di Stato. Prov. di Pinerolo. mazzo 9. n. 7. Affrancamenti di Luserna, fol. 1-24.

(2) Cognome rimasto solo, al pari di tanti altri, come nome locale.

(3) Cognome portato poi da famiglie sia valdesi sia cattoliche.

somma di 18 fiorini del valore di 32 soldi viennesi per ciascuno, e in un'altra piazza della Torre, posta presso al forno pubblico, davanti alla casa di Bartolomeo Ugheto (1), coll'intervento di Giovanni Oliva, Giacobino Coperi (2), Giacobino Cerverie, Giaimone Aliberti, Giovanni Volaire ed Emanuele de Sole di Fossano, tutti abitanti della Torre, Bartolomeo Bigliore di San Giorgio pattuiva coi soliti sindaci le franchigie vedute altrove, per una somma di cui anche qui ignoriamo l'entità, essendo essa stata omessa dal trascrittore.

Questi sono gli affrancamenti di Luserna, fatti nell'anno 1469, dopo i quali pare ci sia stata una sosta di alcuni anni, che servì probabilmente a maturare la totale liberazione del Comune, continuata con due atti, l'uno del 27 Febbraio 1478, in cui Vuetto ed il figlio Peirone, Caberto ed il nipote Bonifacio Rorenghi di Campiglione affrancavano i beni sottoposti alla loro giurisdizione, l'altro del 26 maggio dello stesso anno, col quale Peirone e Caberto Rorenghi estendevano uguali privilegi ad altri terreni. — Sembra però che intorno ad essi siano ben tosto nate differenze e dubbi, onde a richiesta degli egregi Giovanni Pellizone, sindaco di Luserna, maestro Guglielmino Legero, Vincenzo Picoti, Francesco Brio, Raimondo Appia, Guglielmo Girardet, Bergogno Malanot, Ruffino Girardi e Giovanni Bechi, deputati del Comune, si venne, nella chiesa di San Giacomo, ad un accordo in cui, seguendo gli strumenti sopra ricordati, i Signori Peirone, Caberto, Bonifacio, Micheletto, Bartolomeo, Antonio e Chiaffredo Rorenghi di Campiglione liberavano da ogni servitù gli abitanti del Comune ed i loro poderi, mediante un censo annuo di 43 fiorini, 3 grossi e 4 quarti da pagarsi alla festa di Sant'Andrea. Si escludevano però da tale affrancamento alcune case e terreni siti in Luserna (3), per i quali si dovessero sopportare i soliti carichi durante la vita di Caberto e del nipote Bonifacio Rorenghi, purchè non li vendessero ad altre persone. — Anche questi Signori si riservavano il diritto di custodire il castello di Luserna in tempo di guerra, di esigere il pagamento delle taglie arretrate, di ereditare i beni delle persone morte senza aver fatto testa-

(1) Registro questi particolari, affinchè qualcuno ne faccia suo pro' se mai vorrà tentare di ricostruire l'antica pianta di Torre Pellice.

(2) Cognome d'una famiglia cattolica notevolissima, rimasto solo nei 2 borghi dei Coppieri. Altri rami di quella famiglia abbracciarono la Riforma.

(3) Petia viridarii, terre aratorie cum domo et casamentis... alia petia iardini... alia domus cum casamentis .. sita in ruata recta.

mento, e obbligavano il sindaco e il tesoriere a costituirsi immediatamente prigionieri nel caso non si fosse consegnata la somma dovuta: senonchè la multa imposta per ogni giorno di ritardo doveva essere non più di tre, ma di sei grossi. Siccome poi erano sorte alcune differenze intorno al prezzo dell'avena, delle fave dovute come decima, e alle roide, di cui il valore complessivo poteva ascendere a circa 16 grossi annui, si stabilì di dare ai Rorenghi per una volta soltanto la somma di 80 fiorini da pagarsi in due rate.

Contuttociò non poteva dirsi compiuta l'opera dell'affrancamento del Comune, anzi dovevano ancora trascorrere lunghi anni, prima che fosse condotta a termine, giacchè alcuni feudatari non si mostravano sino allora punto inclinati a rinunziare alle loro ragioni; però vedendo che il pagamento annuo d'una somma determinata, oltre al togliere di mezzo ogni noia o litigio, rappresentava per essi un vero guadagno, si decisero a seguire l'esempio degli altri; onde il 2 Maggio 1519, a richiesta di Chiaffredo Girardi, sindaco e dei consiglieri Giacobino Brio, Pietro Bosio, Cristoforo Rio, Giovanni Caveri, Martino Goss, Vueto Danesi, Amedeo de Augusta, Chiaffredo Vesino, Cristoforo Cerruti, Antonino de Visio, Giovanni Garcino, Michele Curti, Costanzo Malan, Simone Nasarot, Michele Appia, Guglielmino Malanot, detto Minet e Tommaso de Milano (1), Damiano, Antonio, Giovanni Andrea, Bonifazio, Lazzaro, Giorgio, Baldassare, Battista, Burnone e Cristoforo Rorenghi, Signori di Campiglione e di Mombrone acconsentivano ad affrancare i loro sudditi, purchè, caso strano! si raddoppiassero tutti i fitti loro dovuti, in modo tale che un denaro ne valesse due, un obolo due denari, una *poisa* (2) un denaro, un denaro tornese due grossi, un soldo viennese due, un sacco di avena o di castagne dieci grossi, ed ottenevano così, Damiano 35 fiorini, 15 grossi, 2 quarti e 1 denaro, Antonio e Giov. Andrea 11 fiorini, 1 grosso, 2 quarti e 1 denaro ed insieme con Bonifazio, Lazzaro, Giorgio, Burnone, Cristoforo e Battista Rorenghi altri 16 fiorini, 2 grossi, 1 quarto e 3 terzi di denaro per la signoria avuta dal defunto Giovanni Rorengo di Angrogna, e a questi ultimi si assegnavano 17 fiorini, 4 grossi e 5 denari da pagarsi ogni anno alla festa di Sant'Andrea. Si riservavano però la

(1) Si noti come si possano per lo più dividere nettamente questi elenchi di cognomi, di cui i primi appartengono a famiglie cattoliche di Luserna, gli altri ai consiglieri Valdesi di S. Giovanni.

(2) Moneta che pare valesse 1|2 denaro.

maggior-parte delle roide e le decime del vino, del frumento e della segala e, oltre ai soliti diritti, anche quello di far pagare ai loro antichi sudditi il lodemio che venisse preteso dal duca di Savoia per l'approvazione dei patti stipulati, il che doveva essere tutt'altro che una vana formola; giacchè la ratifica di Carlo III, fatta sopra la relazione « dello spettabile, diletto e fedele consigliere e collaterale Giovanni di Luserna » costò non meno di 160 fiorini, benchè fosse anch'essa stata concessa liberalmente e per grazia speciale.

Sembra inoltre che la Signora Caterina, vedova di Giacobino Bigliore, avesse sino dal 21 Luglio 1471, rinunziato ai suoi diritti feudali a nome dei figli minorenni Cardone, Amedeo e Catelano, ma coll'andar del tempo i successori di lei approfittando dei torbidi che sconvolgevano il Piemonte e della compra da essi fatta di parte della giurisdizione dei loro consanguinei, credettero conveniente il dimenticarsene, il che doveva dare origine a nuove discordie tra essi e il Comune. Però finirono i primi col venire a più miti consigli e considerando « esser buono, equo e lodevole che i Signori vivano pacificamente e quietamente coi loro sudditi e li trattino bene... e con clemenza, invece di stancarli con liti e travagli e involgerli in processi e scritture », decisero di aderire agli affrancamenti già firmati da quasi tutti i loro congiunti, mediante una somma annua di 24 fiorini da pagarsi a Francesco e di 3 fiorini, 7 grossi e 2 1|2 quarti da consegnarsi a Giacomo Bigliore nella festa di S. Andrea. Però non bastando loro quel censo, chiesero ed ottennero per una volta il primo 661 e il secondo 1332 scudi, oltre alla riserva del mero e misto impero, al pedaggio, alle leide, alle lingue degli animali macellati e ad alcuni diritti sui forestieri (1). Ma ciò non basta ancora, giacchè non tutti i Bigliori avevano aderito all'atto in questione e due di essi, Giorgio e Marchioto, continuarono ad accampare varie scuse e a pretendere, fra l'altre cose, l'assoluta proprietà di parecchi beni immobili. Però anche costoro finirono per venire ad una transazione conclusa il 15 Febbraio 1554 in

(1) Questo accordo venne fatto il 4 Gennaio 1552 a richiesta di Stefano Costanzi sindaco, e di Francesco Pellizzone, Baldassare Martina, Giovanni Saglioni, Chiaffredo Laurenti di Luserna e Vueto Appia rappresentante del foresto di S. Giovanni e rogato da Gaspare Pellizzone in presenza di Francesco Broardi di Cavour, di Giovenale De Dio e Antonio Dagoti (cognome rimasto alla borgata omonima) della Torre e del venerabile Oberto de Dio, curato della parrocchia di S. Biagio in Savoia: fu approvato in Torino il 21 Dicembre dello stesso anno dal re Enrico II.

Luserna col sindaco Antonio Bertrami, assistito da vari consiglieri e da parecchi testimoni, fra cui il venerabile Melchior de Dio, prete della Torre e vice-curato della chiesa parrocchiale di S. Giacomo di Luserna, il quale è probabilmente lo stesso che ritroviamo pastore valdese a Rorà negli anni 1557-58. — Per essa Giorgio Bigliore otteneva un censo annuo di 36 scudi del sole e Marchioto 6 fiorini e 6 grossi oltre al regalo di 154 scudi, (1) salve rimanendo le investiture, la giurisdizione, i pedaggi e le leide imposte ai forestieri (2).

Infine il 2 Gennaio 1556 Francesco Bigliore, probabilmente esattore di Luserna, rinunziava anch'egli alla maggior parte delle sue pretese mediante un censo di 10 fiorini, senza contare il dono di 320 scudi del sole: però escludeva da un tale affrancamento i beni ch'egli aveva comprati da Peirone Rorengo. Se poi, malgrado l'approvazione regia (3) e la promessa del Signore di «*legitime defendere, sarire, autorizare et disbrigare*» da ogni molestia i suoi antichi sudditi, questi siano stati finalmente, benchè a condizioni onerose, liberati da tutte quelle liti e angherie, non saprei dire, ma non è verosimile, per poco si pensi alle questioni lasciate insolute, forse appositamente, e all'indole di quei nobili per i quali ogni pretesto era buono, purchè riuscissero nel loro intento di vivere agiatamente a spese altrui; ad ogni modo questo è l'ultimo affrancamento contenuto nel grosso volume che sono venuto esaminando (4).

Però tutti questi atti non si riferiscono che al Comune di Luserna, il che vuol dire che il medesimo lavorio, lungo e intricato, dovette avvenire per tutti gli altri Comuni. Sembra che Angrogna abbia ottenuto sin dal 1478 da Michele, Tommaso, Damiano, Michele (di Mombrone) e Bonifacio Rorenghi la rinunzia dei diritti feudali di quei Signori, sino allora unici possessori della Valle, ma l'istrumento di tale accordo non ci è pervenuto e solo sappiamo che per esso ricevettero, Michele 100 fiorini,

(1) di cui 104 ricevuti da Francesco Garneri e Francesco Mondone, sindaci di Bobbio e i rimanenti da Chiaffredo Parandero, Francesco Bigliore e Giov. Saglione, esattori del Comune di Luserna.

(2) Questo atto rogato da Gasparo Pellizzoni « in porticu deversus curtem domus egregii Johannis Saglioni notarii » venne ratificato il 22 Febbraio 1554 da Enrico II, mediante una nuova somma di denaro che non è però stata trascritta.

(3) delli 8 Gennaio 1556.

(4) Consta di 202 pagine e ha questo titolo: Libro de' autentici d'affranchimento della Communità di lucerna cum li laudimij o sii Investiture. Copia cartacea moderna, assai nitida.

Damiano 72, Tommaso di Campiglione 72, Michele di Mombrone 8 e Burnone della Torre 36, cioè in tutto 288 fiorini annui i quali col passare della giurisdizione alla Casa Manfredi, vennero in seguito pagati regolarmente a quest'ultima (1).

Il 26 Febbraio dello stesso anno i Signori Vuetto col figlio Peirone, Caberto e Bonifacio Rorenghi, suoi nipoti, rinunziavano anch'essi ai loro diritti su parte di Bibiana, mediante un tributo annuo di 100 fiorini di Savoia, oltre al pagamento straordinario di altri 80 da dividersi come i primi in due parti uguali: però anche costoro si riservavano la custodia della villa e del castello di Bibiana in tempo di guerra, la fedeltà e gli omaggi e il mero e misto impero sugli abitanti del Comune, cioè tutti i diritti inerenti alla giurisdizione civile e criminale (2).

Lo stesso avveniva per Campiglione, affrancato da Bartolomeo Rorengo il 16 Maggio 1485 e l'8 Marzo 1486 con due atti andati perduti, i quali diedero motivo a nuovi e lunghi dissidi, sedati solo il 7 Giugno 1569 con un nuovo accordo fatto tra i nipoti di costui, Bartolomeo, Erasmo e Girolamo e i rappresentanti di Campiglione, Simondo Carignano, Stefano Baudoira, Michele Raimondetto notaio, Bartolomeo Descalzo e Giov. Amedeo Audrito di Bibiana, nel quale, salvo la riserva dei soliti diritti, venivano approvate le convenzioni antecedenti ed affrancati tanto i beni quanto gli abitanti del Comune. Si stabiliva pure che questi feudatari avessero la facoltà di eleggere un podestà avente giurisdizione unicamente sulla parte da essi posseduta e non già su quanto era stato comprato dal consigliere ducale Maurizio Ferrero di Pinerolo o da Carlo Manfredi, i quali erano succeduti per una porzione del feudo ai Rorenghi. Questo podestà doveva essere grato e accetto al Comune che lo poteva sottoporre a sindacato almeno ogni due anni. Inoltre i Signori si obbligavano a consegnare quanto prima la nota di tutti i beni allodiali iscritti nei registri, affinchè fossero tassati per i carichi reali, personali e misti a cui gli altri dovessero sottostare: in quanto ai beni feu-

---

(1) Arch. di Luserna, m. 22, 59 Bandi campestri, n. 2 ove in data del 1685 troviamo che il Comune continuava a pagare alla Marchesa d'Angrogna i suddetti 288 fiorini, ridotti in 933 fior. di Piemonte. Parecchi doc. dell'Archivio di Casa Manfredi sono raccolti in mazzi; per cui prego si sostituisca questa denominazione a quella di *tomo* da me adottata nella 1.a parte.

(2) Bibl. del Re. Mazzo di carte depositate dal Cav. D. Maurizio Rorengo della Torre: copie forse del 600, contenenti per lo più solo indicazioni di documenti dal 1295-1499: tutti questi atti si riferiscono ai Rorenghi di Campiglione.

dali, non appare chiaramente se sfuggissero alla regola generale o se vi andassero soggetti: però essi Signori insieme coi loro figli ed eredi non dovevano pagare alcunchè. Nel caso volessero alienare in tutto o in parte i loro possedimenti, li avrebbero prima offerti al Comune, e solo quando questo non li accettasse potrebbero farne quell'uso che credessero opportuno, senza che però tali beni venissero liberati dagli obblighi a cui erano sottoposti prima della vendita. A queste condizioni i Signori ricevevano in dono una somma di 200 scudi d'oro d'Italia, senza contare il solito censo annuo che non ci è stato ricordato, ma di cui, tenendo conto di quanto era avvenuto in altri Comuni, ci possiamo fare un concetto approssimativo (1). — Non occorre poi nemmeno far notare che anche gli altri feudatari di Campiglione, Manfredi, Ferreri e forse Bigliori, dovettero durante i secoli XV e XVI venire agli stessi accomodamenti coi loro sudditi ed ottenere anch'essi rilevanti somme di denaro. Lo stesso dicasi di altri feudi, quali Mombrone e Garzigliana, forse Fenile, ove li troviamo in una investitura del 2 Marzo 1491 (2), ma ove ebbero sempre maggiore importanza i Caluso e specialmente i Della Ripa, Famolasco, S. Secondo, Cantogno, in cui compaiono nello stesso tempo, ma da cui si ritirarono ben presto, o per vendite o per altre ragioni che noi ignoriamo: lo stesso infine dicasi dei rimanenti Comuni della Valle, di cui conviene mi occupi ora brevemente, cominciando dalla Torre.

Parrebbe che quivi il lavorio per cui gli abitanti tendevano ad ottenere la loro più o meno completa emancipazione, sia stato inceppato da vari ostacoli, a meno che i primi istrumenti conclusi nel 1400 non siano anche in questo caso andati perduti. Comunque sia quelli a noi pervenuti cominciano col 13 Ottobre 1528, anno in cui Vuetto, figlio di Burnone Rorengo, liberava il Comune della Torre da ogni gravezza e gli concedeva il permesso di fabbricar mulini o altri edifizi, mediante un compenso annuo di 18 fiorini, oltre a 32 altri da pagarsi per tre anni consecutivi e al regalo di 1200 fiorini (3). — Il secondo affrancamento fu fatto il 28 Novembre 1530 da Morriglione Rorengo il quale

(1) Bibl. del Re. mazzo cit. Atto lunghissimo ed intricato rogato dai notai Baldassare Albertengo, de' Signori di Bagnolo, e Giov. Andrea Barberis di Bibiana.

(2) Arch. di Stato. Protocollo di Michele Ruscazio, segretario della duchessa Jolanda, del duca Carlo I, della duchessa Bianca (di Monferrato) e dei duchi Filippo e Filiberto II. a. 1484-1504. t. IV n. 124.

(3) Arch. di Stato. Prov. di Pinerolo, mazzo 10. n. 2, quasi inintelligibile.

pattuiva col sindaco Bartolomeo Copero e coi consiglieri Pietro Berarda, Pietro Maria, Giacomo de Oddoli, Ruffino e Raimondo Chiabriolo (1) e Antonio Bonnet l'intiera liberazione dalle servitù feudali, mediante il pagamento annuo di 5 1|2 fiorini. Riconosceva anch'egli agli abitanti il diritto di far nuovi mulini e di percepirne le rendite come pure di avere quelle dei mulini edificati poco tempo prima dal detto Morriglione nella ruata dei Bruni (2) ove rimasero sino ai nostri tempi: si riservava però la facoltà di eleggere per la sua parte i suoi ufficiali (podestà, messo, chiavaro, camparo ecc.) con la clausola che dopo la sua morte tale facoltà venisse devoluta al Comune (3). Questi due accordi, con la riserva della giurisdizione civile e criminale e con quella del possesso di alcuni mulini, vennero approvati il 20 Novembre 1533 da Carlo III con la solita liberalità pagata col prezzo di 200 scudi d'oro.

Un altro affrancamento veniva stipulato il 6 Dicembre 1538 da Francesco, figlio di Carlo Rorengo, il quale cedeva ogni sua ragione, salvo alcune taglie, forni, emolumenti della segreteria e regalie delle Alpi, al sindaco Giovenale De Dio e ai consiglieri Giacomo Oddoli, Bartolomeo Copero, Filippo Chiabriolo, Caberto Oglioli, Guglielmo Solamonda, mediante il compenso di 1200 fiorini e di altri 6 da pagarsi annualmente. Inoltre il 23 Ottobre 1542 Burnone, Giov. Battista e Giovanni Rorenghi della Torre, insieme con la loro sorella Margherita, moglie del nobile Francesco Fontana di Moretta, concedevano al comune in enfiteusi perpetua i mulini per il censo di 2 sacchi di frumento e di 6 di segala e per la somma di 1300 fiorini da pagarsi alla Signora Margherita, senza contarne altri 100 dati a Burnone per la ratifica dell'affrancamento dei mulini fatta il 28 Novembre 1532 dai fratelli e comproprietari Morriglione, Peirone e Marco (4) Rorenghi.

Però non tutti erano contenti di simili accordi, e cercavano, qui come altrove, di renderne illusorie le clausole con infinite sottigliezze e cavilli, mentre dal canto suo il Comune, forte dei diritti acquisiti e reso forse anche baldanzoso dalla condizione

---

(1) I Berarda e gli Oddoli vengono ricordati dal Gilles. In quanto ai Chabriol il loro cognome è rimasto alle borgate di egual nome.

(2) in ruata illorum de brunis.

(3) Arch. ecc. Consta di 16 fogli scritti malissimo. Altra copia è stata quasi tutta divorata dai tarli.

(4) Avo di Marco Aurelio Rorengo.

incerta in cui si trovava allora la Valle occupata dai Francesi, si opponeva con tutte le sue forze alle pretese dei feudatari i quali dovettero, come sempre, cedere, non senza aver ricavato da quella forzata arrendevolezza tutto il guadagno possibile. Così il 6 Novembre 1543 Giacobino e Chiaffredo, figli di Balangero Rorengo, col consenso del loro parente, Rev. Cristoforo Rorengo, priore di S. Giovanni, e Francesco Bigliore, ratificavano tutti gli affrancamenti stipulati dai loro predecessori, e considerando che il mulino e la segheria da essi posseduti in Santa Margherita, come pure il canale che conduceva le acque del Pellice al torrente Biglione (1) erano di difficile manutenzione e fruttavano assai poco, affrancavano anche questi ultimi e ricevevano un fitto annuo di due sacchi di segala da consegnarsi a Natale, salvo in tempo di guerra o di pestilenza, oltre al diritto di macinarvi gratuitamente ogni anno 4 sacchi di grano e al pagamento di 1500 fiorini, di cui 1200 dati a Giacobino e 300 a Chiaffredo Rorengo (2). Tutti questi atti venivano poi ratificati il 12 Aprile 1554 dal Comune e dagli uomini della Torre, onde è lecito supporre che da quell'epoca siano stati in massima parte affrancati dalle antiche servitù, benchè i soliti privilegi abbiano continuato ad essere regolarmente enumerati nelle ricognizioni e consegnamenti fatti in quel periodo ai re di Francia (3).

Intanto lo stesso era avvenuto per il Villar e Bobbio ove avevano sino allora dominato i Rorenghi di Casa Piana e i Bigliori, uno dei quali, Catelano di San Giorgio, sin dal 10 Agosto 1529 aveva concluso con Pietro Vanoni (?), Giovanni di Coleto Salvai, Costanzo Alesano e Giovanni Violino, sindaci e procuratori del Villar, e Filippo Perrazoni, sindaco di Bobbio, un accordo per cui mediante un dono di 795 fiorini e un censo annuo di 9 fiorini, 3 grossi e 3 quarti rinunziava, salve le consuete decime e regalie, a tutte le sue ragioni, oltre a due forni siti, l'uno al Villar e l'altro a Bobbio e all'alpe di Boucie da lui posseduta in comune con Giov. Battista Bigliore: se poi tale accordo non fosse stato

(1) bealeria que suam capit originem in flumine pelicis et inde decurrit per dictos fines turris usque ad dicta ingenia et usque quo intrat flumen biglioni. Chi conosce i dintorni di Torre Pellice, scorgerà quanti pochi cambiamenti si siano fatti in quella parte.

(2) Fra i rappresentanti del Comune notiamo il sindaco Tommaso Coperi, Battista Fenoglio, Pietro Girardi, Giacomo de Oddoli, Filippo Chiabriolo, Giovenale de Dio, Giovanni Rivoire, Bartolomeo Coperi, Vueto Maria, Pietro Berarda, Antonietto Boneti, Simondo de Simondi, Giov. Ugheti, Simondo Coperi, Giov. Serveri e Chiaffredo de' Rorenghi che pare avesse già perduta la nobiltà.

(3) Arch. ecc. V. sopra. a. 1549-58.

osservato da lui o dai suoi eredi, dovevano non solo restituire le somme ricevute, ma anche pagar le spese, e nel caso di rifiuto potevano venire arrestati e processati ed avere i beni venduti all'asta. Questo atto, rogato da Caberto Pellizzone del Villar (1), non fu il solo, giacchè due giorni dopo Melchior, figlio di Giovanni Bigliore, rinunziava in favore di quel Comune ai suoi diritti, e fra gli altri a quelli che possedeva sopra una parte delle alpi della Giana e del Gard, ad un mulino di Bobbio avuto per indiviso con il fratello, il nipote Michele, Francesco e Carlo Manfredi, Blaseto e Simondo Bigliore di Bobbio, ai forni veduti altrove e ad altri edifizi di qualsiasi genere. In compenso riteneva per sè le ragioni avute negli uffizi dei suddetti luoghi, nel pedaggio di Bobbio e nelle regalie del Val Guicciardo, e riceveva un censo annuo di 19 fiorini, senza contarne altri 1350 da fornirglisi in quattro anni. — Oltre a ciò, il 24 agosto i Comuni del Villar e di Bobbio ottenevano dai loro Signori, di cui non viene ricordato il nome, i diritti di caccia, di pesca e di pascolo sulle Alpi, mediante un compenso pagato probabilmente una sola volta, di 950 fiorini (2).

Tre anni dopo, il 4 gennaio 1532, i medesimi Signori, venuti a contesa coi loro sudditi, ricorrevano a Carlo III, a cui esponevano aver essi ottenuto dal consiglio ducale, in un'epoca che non viene precisata, due roide annue da ogni abitante, l'una per omaggio, l'altra per il fuocatico, oltre al lodemio, alle terze vendite, al 50 0[0 delle alienazioni e al possesso delle alpi: che in seguito essendo state ridotte ad una sola le due roide ed essendosi ceduti i pascoli in enfiteusi, dovevano però i Comuni pagare annualmente una roida, più 18 scudi per il termine scaduto, 38 fiorini per il lodemio e le terze vendite ed altri 19 fiorini per non sappiamo quali obblighi. A questa domanda il duca rispondeva favorevolmente e ordinava al podestà di Luserna e agli altri ufficiali di costringere i ricalcitranti, sotto pena del carcere, a sborsare le somme indicate (3).

---

(1) alla Torre « in ruata recta ed in lobia domus egregii petri berarde », dice il documento.

(2) A. Muston, Pièces et Mss. relatifs aux Vaudois, conservati ora a Parigi negli Archivi della « Société du protestantisme français »; documento tratto da una pergamena esistente al tempo dell'autore negli Archivi del Villar.

(3) id. Recherches sur l'histoire des Vaudois. Ms. 6.: documento latino riassunto dallo storico valdese che lo trovò, a quanto pare, nell'Archivio di Stato, provincia di Pinerolo, e che non ho potuto rintracciare.

Il 15 giugno 1533 uno dei conti Manfredi cedeva pure, mediante un compenso che noi ignoriamo, agli abitanti del Villar e Bobbio le alpi, le roide (1), il mulino di Bobbio, la facoltà di vendere ferro e carbone e il permesso di prendere bestiame in affitto; ed il giorno 18 dello stesso mese i Signori del Villar e Bobbio affrancavano molte alpi, riservandosi un certo numero di formaggi per le quattro del Val Guicciardo e per quelle del Pra, col patto che quelli venissero portati a casa loro; però in seguito alle guerre avvenute durante il secolo XVI° , se li dovettero per parecchio tempo far venire a proprie spese, sino a che stanchi di ciò interpellarono « verbalmente le dette communità... per anni quindici e più », senza che queste se ne dessero per intese; onde il 9 novembre 1612 finirono per ricorrere a Carlo Emanuele I, affinchè le obbligasse ad osservare i patti conclusi ed ottennero dal duca un ordine di comparizione di cui ignoriamo il risultato (2). Inoltre con tre atti del luglio 1533 i fratelli Giacomo e Claudio Rorenghi, di cui l'ultimo era *iuris utriusque doctor* (3), ed i loro nipoti Bernardino, Aimone e Vuetto cedevano in enfiteusi perpetua al Comune di Bobbio (4) parecchi mulini, oleifici e gualchiere, oltre al forno della borgata, per un censo annuo di 36 sacchi di grano (di cui un terzo di frumento) e di 41 fiorino di piccolo peso. Gli stessi Signori, unitamente a Simone, Giacobino, Giorgio, Giovanni, Bernardino e Gaspare Bigliori e a Michele Manfredi, pattuivano il 18 luglio del medesimo anno l'affrancamento delle alpi situate nel territorio del Villar e Bobbio, fra cui quelle di Giuliano, Liousa, Sübiasc, La Giana, Cougis, Boucie, il Gard, per cui pretendevano i diritti di alpaggio, erbaggio ed altre regalie negate dagli abitanti. Liberavano pure costoro da ogni carico feudale e ricevevano in compenso, oltre al solito omaggio, una somma trascritta in un modo inintelligibile nel documento conservato nell'Archivio di Stato, ma che,

---

(1) Il Muston ha « routes », che mi sembra traduzione alquanto libera.

(2) Arch. di Luserna, m. 101. Suppliche e memoriali.

(3) Doveva aver studiato nell'Università di Pavia, e si era laureato a Torino nel 1501. V. ricognizione del 31 gennaio 1498 fatta alla duchessa Bianca di Monferrato da Giacomo, Claudio e Tommaso, figli di Peirone Rorengo. Bibl. del Re, loc. cit. e Vallauri, Storia delle Università degli Studi in Piemonte, Torino, Stamperia Reale 1845 pag. 127, ove ricorda anche Ottone Bigliore, ivi laureatosi nel 1506.

(4) Il Comune era, fra gli altri, rappresentato da Giacobino Rostagnol, Filippo Perrazone, Giov. Aghit, Francesco Garcin, Caberto Bodet, Chiaffredo, Enrico e Raimondo Rostagno, Enrico e Pietro Geymonat, Antonio de Podio, Giov. Gignoso, Matteo Boyssa, Stefano Michelino e Filippo Bonzorni (Bonjour), indubbiamente valdesi.

stando a Camillo Alliaudi (1), il quale si riferisce ad un istrumento che ai suoi tempi si conservava a Bobbio, sarebbe stata di 201 fiorino, 4 grossi e 3|4, equivalenti a 12 lire, 13 soldi e 2 denari dell'antica moneta piemontese. — Tutte queste convenzioni vennero ratificate il 18 gennaio 1534 da Carlo III, mediante 1000 scudi d'oro, oltre a due fiorini da pagarsi ogni quindici anni al Castellano di Pinerolo: e da questo atto veniamo a sapere che i due Comuni avevano inoltre dovuto regalare ai loro antichi padroni la somma veramente enorme di 32,145 fiorini di piccolo peso (2).

Contuttociò le loro tribolazioni non erano ancora finite, poichè, senza contare una transazione di cui ignoriamo le clausole, fatta il 12 novembre 1557 con Guglielmo Bigliore (3), fu solo il 7 aprile 1578 che Carlo Francesco ed Emanuele Filiberto Manfredi, i quali pretendevano avere i pascoli sino all'alpe di Giuliano, i diritti di pesca e caccia, la giurisdizione su tutto il Comune, le decime dei frutti, i mulini ed altri edifizi di utilità pubblica, vi rinunziavano, riservandosi gli omaggi degli abitanti, la giurisdizione, la facoltà di mandare ai pascoli il loro bestiame per cui dovevano pagare soltanto il sale, e ricevevano oltre ad un certo numero di bovi e alle solite regalie per gli animali uccisi a caccia, ogni anno 13 formaggi e una ricotta per le alpi della Roussa, del Pis e della Giana, 26 formaggi e 2 ricotte per quelle del Pra, senza contare due capretti da offrirsi per la festa di Pasqua ed una somma di 700 scudi da pagarsi una sola volta (4).

In quanto a Rorà non ho ritrovato nulla, ma è più che probabile che anche quel comunello abbia seguito l'esempio degli altri maggiori e si sia finalmente liberato dalla maggior parte dei legami feudali dopo molte difficoltà e dopo aver speso molto denaro. — Tutte queste somme, realmente enormi, avuto riguardo ai tempi e alle condizioni economiche della Valle, continuarono

---

(1) Biblioteca Comunale di Pinerolo, Documenti Patrii MS. IV, 1, 41.

(2) Arch. di Stato ecc. mazzo 5, n. 1, originale su pergamena.

(3) Muston, Pièces et MSS., dice che constava di 37 fogli adorni di fregi, ma si contenta di fare l'analisi, veramente troppo sommaria, con queste parole: « droits, exemptions etc. »: si trovava negli Archivi del Villar, e pare sia anch'essa andata perduta.

(4) id. Recherches etc. Documento solo riassunto, fornitogli da C. Alliaudi. I deputati di Bobbio furono Pietro Raymondo e Giacomo Bigliore della Ruà, sindaci, Pietro Meglie (il Muston scrive Meytre, ma dev'essere una svista), Pietro Aghit, Francesco Raynaud, Francesco Mondon e Giov. Garnier. Cfr. Alliaudi, Note storiche cronologiche di Pinerolo, Bibl. Comun. MS. III, 15, n. 6.

a venir pagate più o meno regolarmente durante lunghi secoli, in mezzo alle guerre, alle devastazioni, alle pestilenze, alle multe, alle carestie che quasi finirono di stremare quel povero paese, non però senza aver dato occasione ad innumerevoli litigi di cui ci sono rimaste traccie numerose negli Archivi del Comune di Luserna (1), i quali, se non altro, ci attestano da un lato l'ingordigia insaziabile dei feudatari e dall'altro la riluttanza sempre maggiore degli abitanti a sottostare a tutte le gravezze di cui oramai riconoscevano l'ingiustizia. Tuttavia malgrado tali opposizioni, quello stato di cose durò almeno sino alla vigilia della Rivoluzione Francese e per persuadercene basterà io riporti, tralasciando varie ricevute, un estratto del libro giornaliero delle entrate e spese della Casa Manfredi, da cui risulta che per il 1793 si pagarono al Marchese Carlo Emanuele d'Angrogna le somme seguenti: Luserna 280 lire e 6 soldi, S. Giovanni 433 lire e 10 soldi, Lusernetta 50 lire, 10 soldi e 2 denari, Bibiana 299 lire, 9 soldi e 10 denari, Bobbio 134 lire, 7 soldi, 6 denari, Garzigliana 12 lire, La Torre, e per essa l'esattore Signor Arnaud, ultimo discendente maschile dell'eroe valdese, 337 lire e 70 soldi, il Villar 181 lira e 5 soldi, senza contare 105 lire da esigersi per le leide, pedaggi e lingue dei macelli di Luserna, S. Giovanni, Villar e Bobbio dati in affitto sino al 1798, e 36 lire per le lingue della Torre, non tenendo conto della parte dovuta agli altri feudatari: inoltre quattro capretti consegnati dal Comune di Angrogna, lire 7,10 date per i formaggi di Bobbio e lire 21,10 per quelli del Villar: 163 lire, 9 soldi e 5 denari per i fitti della segreteria di Luserna, 69 lire, 15 soldi e 2 denari per quella di Lusernetta: 500 lire per gli affrancamenti di Angrogna: altre 567 lire, 7 soldi e 6 denari pagati nel Febbraio del 1795 ed infine 350 lire date da Bibiana e Lusernetta (2).

Dopo aver dato questi cenni intorno al progressivo affrancamento dei vari Comuni della Valle, converrà ora che torniamo nuovamente indietro per esaminare più particolarmente quali fossero in quel periodo le condizioni dei Luserna e quali i membri del Casato che si siano maggiormente distinti nelle armi o nella diplomazia. Primo fra essi ci si presenta Giovanni dei Manfredi, di cui già si è incontrato il nome e intorno al quale ci sono rimaste alcune notizie non prive d'importanza.

---

(1) es. n 31, 34, 35, 53, 59, 185, 189 ecc. ecc., dal 1527 al 1792.

(2) Arch. di Luserna, Fedi, attestati, podesterie ecc.

Costui nacque, probabilmente nel 1471, da Beneitino (1) Manfredi e fece gli studi in Torino, secondo quanto ci dice il Garola, il quale servendosi d'un MS. di Memorie appartenenti al Conte Carlo Giov. Francesco Manfredi, ci lasciò alcuni ragguagli intorno a parecchie persone della medesima famiglia. Da questo MS. attinse nel 1835 Cesare di Saluzzo quanto si riferisce all'ambasciata del Conte Carlo a Praga nel 1604 e alle sue Memorie, di cui mi dovrò occupare in seguito (2); e siccome vi si trovavano « cose assai curiose e politiche » lo storico lucernese credette opportuno « delibarne dal loro contenuto un sorso », e fece bene, poichè quel libro, che nella prima metà di questo secolo ancora si conservava negli Archivi dei Marchesi d'Angrogna, andò perduto, e per quante ricerche io abbia fatto, non mi è stato possibile ritrovarlo. Le notizie raccolte dal Garola furono, da quanto appare dal confronto con le pagine pubblicate nella Miscellanea di Storia Patria, trascritte quasi letteralmente, per cui avrò cura, quando mi capiterà di poterlo fare, di citarle quasi integralmente, aggiungendovi quei particolari che ho potuto ritrovare altrove.

Esse cominciano per l'appunto con Giovanni Manfredi, intorno a cui l'autore anonimo (probabilmente il Conte Carlo Francesco) si esprime nei termini seguenti: « Era di gran statura, intrepido, ond'essendo scuolaro in Torino al tempo del duca Filippo fu sfidato d'età d'anni 17 a singolar duello sopra il ponte di Po da un Gentilvomo Genovese, il quale uccise ed in quell'istante un cugino del morto di dietro gli tagliò mezza gamba al detto Giovanni, qual voltossi, preso a braccio costui lo pugnalò, e gettò a basso del ponte nel Po; onde uscirono da Torino più di cento persone di poi in suo favore, la più parte nobili; si fece medicare e condurre in barca a Castiglione di Monferrato, ed essendosi prese informazioni, il terzo giorno dopo il duca Filippo gli mandò la grazia spontaneamente a Castiglione (3) ». Questo fatto, se vero, ci dà un concetto assai esatto della ferocia di costumi che regnava ancora in quel tempo e ci mostra come il Luserna, ancor quasi ragazzo, fosse già dotato d'un valore veramente straordinario: ci mostra pure in qual conto fosse già tenuto dal principe e dalla cittadinanza torinese. In quanto poi alle ragioni che determinarono un duello così funesto e alle altre persone che vi presero parte, nulla sappiamo e solo possiamo supporre vi abbia

(1) figlio di Giacomo, figlio di Percivalle, f. di Antonio, f. di Guglielmo Manfredi.

(2) Miscell. di Storia Patria. t. XVI pag. 517 e sgg. t. XVIII pag. 305-418.

(3) Op. cit. pag. 19 e sgg.

data origine qualche contesa d'indole politica o, forse più verosimilmente, amorosa. Comunque sia, dopo questo incidente che potrebbe avere avuto, come ebbe del resto in seguito, conseguenze fatali per lui, il Luserna continuò gli studi in Torino sino all'anno 1499 in cui ottenne, il 13 Giugno, il diploma di laurea in diritto civile e canonico, conferitogli da Lodovico di Romagnano, vescovo della metropoli piemontese e cancelliere dell'Università (1). Tre anni dopo, il 15 Novembre 1502, il duca Filiberto II lo nominava al posto del defunto Filippo de Vignate, lettore ordinario di diritto canonico della mattina (2) nell'Ateneo Torinese, ed in seguito a quel decreto, riunitosi il Consiglio ducale (3) e udito il parere dei Riformatori, venne il neo-professore trasferito volontariamente ad una cattedra di diritto civile pomeridiana (4), occupata sin allora dal dottor Bernardo Trotti, al quale venne assegnato il posto del Luserna. In quanto allo stipendio non sappiamo quale fosse in principio, benchè si ordinasse al tesoriere dell'Università di pagarlo puntualmente ai due insegnanti (5); venne però determinato in ragione di 400 fiorini annui, con lettere patenti del 17 Novembre 1404, in cui il duca Filiberto nomina a il Manfredi lettore ordinario di diritto canonico, in luogo del Trotti morto alla sua volta in quel periodo di tempo (6).

Pare che gli emolumenti suoi, uniti ad altri guadagni e forse all'eredità avuta dal padre suo, gli avessero ben presto fruttato ragguardevoli somme di denaro, che gli permisero di arrotondare la sua giurisdizione con numerosi acquisti, e fra questi notiamone uno del 26 Maggio 1507, col quale comprava per 1800 fiorini di Savoia la parte di Angrogna posseduta da Damiano Rorengo (7), ed un'altro del 30 Agosto dello stesso anno con cui otteneva per il prezzo di 100 fiorini una porzione della medesima valle, cedutagli da Giov. Andrea Rorengo, il quale trovandosi, a quanto pare, nella impossibilità di pagare la dote dovuta alla sorella Susanna, aveva pochi giorni prima avuta da Carlo III l'auto-

---

(1) Arch. di Lus. m. 6. Patenti e concessioni ecc. Originale. cfr. Vallauri, loc. cit.

(2) Lectorem ad lecturam ordinariam Juris canonici de mane.

(3) Composto del Marchese di Romagnano, vescovo di Mondovì, cancelliere, di Pierino Parpaglia, presidente, di Guglielmo Provana, Pietro Agatia, Lodovico Vignati, Agostino d'Azeglio, Pierino de Alladio, Giov. Francesco Scarl[i].

(4) ad aliam lecturam ordinariam iuris ciuilis de sero.

(5) Arch. di Lus. m. 101. Suppliche. n. 2.

(6) Id. m. 6. Patenti ecc. Originale cartaceo in parte lacerato.

(7) Id. m. 24. Vendite ed Acquisti feudali. n. 27.

rizzazione di alienare una parte dei suoi dominii (1). Lo stesso anno condusse in moglie Bianca, figlia del defunto Tommaso Vagnone dei Signori di Troffarello, la quale gli recò in dote 4400 fiorini, di cui 1000 ad essa regalati dalla duchessa di Savoia, ed a questa somma lo sposo aggiunse « propter nuptias et augmentum » altri 2000 fiorini (2).

Non sappiamo nulla della sua attività come professore dell'Ateneo Torinese; sembra però che abbia avuto campo di segnalarvisi, tanto da venir creato, il 9 Ottobre 1513 Consigliere e Collaterale del Consiglio di Torino, con uno stipendio di 200 scudi d'oro, carica ch'egli tenne sino al 1521 in cui venne nominato in luogo di Bernardino Parpaglia presidende del Consiglio Cismontano, allora sedente in Chivasso (3). In questo frattempo tenne anche, secondo il Garola, « l'ufficio di Cancelliere, fu gran soldato, anco mentre eserciva l'ufficio di Presidente, e fu stimato di gran dottrina e d'ottima conscienza, intanto che le differenze de' Principi stranieri li furon rimesse dal Duca Carlo, ed egli le giudicava e componeva amichevolmente, siccome fece tra il Duca, di Lorena ed i Svizzeri ». Come al solito, ci mancano i particolari intorno ai fatti quivi accennati, ma possiamo ritenerli esatti, tanto più che sono indirettamente suffragati dall'autorità di Agostino Della Chiesa il quale (4) chiama il Luserna « eccellente Dottor di Leggi e Primo Presidente del Senato di Torino sotto il Duca Carlo »; certo è però che le numerose sue occupazioni non lo distolsero del tutto dalla cura dei suoi interessi famigliari, poichè oltre ai contratti veduti poc'anzi, comprò il 29 Maggio 1515 da Giov. Andrea Rorengo un'altra parte di Angrogna, affrancata per 37 fiorini annui, e una porzione del mulino degli Airali per una somma di 700 fiorini; acquistò pure il 23 Giugno 1519 per 200 fiorini la parte di Lazzaro e Giov. Battista Rorenghi e negli anni 1520 e 21 la giurisdizione posseduta in quella Valle dai fratelli Lazzaro e Burnone, da Antonino e Michele e da Antonio Rorengo di Mombrone, ai quali diede complessivamente 2159 fiorini (5), dimodochè finì per diventare padrone della maggior parte del Val d'Angrogna, stato sino allora feudo esclusivo dei Rorenghi i quali, per ragioni che vanno forse

(1) Id. m. 24. n. 28 e m. 101, n. 3. Originale.
(2) Id. m. 32. ragioni dotali, n. 12.
(3) Id. m. 6. Patenti ecc.
(4) Corona Reale, loc. cit.
(5) Id. m. 25 Vendite ed acquisti feudali, n. 57-60 ecc.

ricercate nel loro straordinario moltiplicarsi, avevano perduto molto dell'antico splendore ed erano quasi, a quanto sembra, caduti in povertà. Fece pure, insieme con Giacomo Manfredi, parecchie altre compre, che qui tralascio, ed ebbe parte in varî accordi, fra cui è notevole quello del 12 Febbraio 1520 col quale egli ricorreva, con molti altri Signori di Luserna, al duca Carlo, acciocchè facesse cessare l'opposizione di alcuni nobili che non volevano riconoscere la nomina di Filippo Malingri di Bagnolo e di Lodovico Ellena, stati da parecchi anni eletti podestà e chiavaro dei Comuni di Luserna, Villar e Bobbio. Però dopo lunghe trattative ed in seguito a numerose testimonianze favorevoli, egli ottenne, insieme con Baldassare, Claudio, Giacomo, Tommaso, Bonifacio, Battista, Antonio e Giov. Battista Rorenghi, Carlo Manfredi e Baldassare, Simondo e Marinetto Bigliori, il riconoscimento pieno ed intero dei suoi diritti (1).

Però se la carriera del Presidente Giovanni era stata altrettanto rapida quanto brillante, fu purtroppo di breve durata, giacchè essendo egli in età di 53 anni, gli venne, dice il solito biografo, la vertigine per guarire la quale « i medici gli ordinarono gagliarde fricazioni le quali gli fecero discender nella gamba ferita (nel duello di cui ho fatto parola) gli umori in tanta copia che le venne il cancro, del quale morì e fu sepolto nella Chiesa de Zoccolanti di Torino » (2). Questa morte prematura prodotta oltre che dalla ferita ricevuta in gioventù e non mai bene rimarginata, dall'ignoranza dei medici di quel tempo, avveniva nel palazzo del Senato, in Torino, il 6 Marzo 1524, quattro giorni dopo ch'egli avesse fatto il suo testamento col quale riconosciuta la dote della moglie e istituiti suoi eredi universali i figli Giov. Francesco e Carlo, ordinava lo si sotterrasse nella Chiesa della Madonna degli Angeli (3). Quella fu una vera disgrazia non solo per il duca Carlo, che si vedeva privo dell'aiuto efficace del suo Consigliere, allorquando per le condizioni infelicissime dei suoi Stati ormai minacciati dai Francesi e dagli Imperiali, egli ne avrebbe avuto maggiormente bisogno, ma anche per i due figli, Giovan Francesco e Carlo, rimasti orfani in tenera età sotto la tutela della madre, Bianca Vagnone. Per fortuna costei era donna d'alto sentire e d'animo virile, onde senza lasciarsi abbattere dalla recente sciagura, attese unicamente all'educa-

(1) Id. m. 93. Fedi, attestati ecc.

(2) Garola, op. cit.

(3) nel Sancta Sanctorum dell'Altar Maggiore. A. di Lus. Consegnamenti.

zione dei figliuoli e a riordinare o per lo meno a conservare il patrimonio vasto sì, ma alquanto dissestato lasciato loro dal padre. Era essa stata tenuta a battesimo dalla duchessa Bianca di Monferrato, moglie di Carlo I di Savoia, che l'ebbe cara e l'allevò alla sua corte; aveva quindi sposato il Manfredi, morto il quale, benchè fosse tuttora molto giovane, più non si volle rimaritare.

Il 14 Luglio 1524 fece prestar giuramento di fedeltà al Comune di Angrogna, già vincolatosi al marito defunto con uguale atto del 1507 (1), e che finì di passare sotto la giurisdizione dei Manfredi con una vendita fatta il 18 Febbraio 1527 da Bonifacio Rorengo, per la somma di 500 fiorini (2). Il 26 Ottobre 1529 la contessa Bianca otteneva pure dal duca una proroga per l'investitura d'Angrogna e di alcuni mulini acquistati da poco tempo (3) e ciò forse a motivo dell'assenza dei figli, i quali molto probabilmente si trovavano in quell'epoca lontani dalla patria e frequentavano l'Università di Padova, ove, seguendo le tradizioni paterne, conseguirono entrambi la laurea in giurisprudenza. Del loro soggiorno in quella città ci sono rimaste alcune traccie e fra queste una licenza del 1° Marzo 1533, concessa dal doge Andrea Gritti a Carlo, conte di Luserna, di andare armato con due servi in qualsiasi parte del territorio Veneto, licenza che gli venne accordata dietro istanza dell'oratore Cesareo e della Cattolica Maestà di Carlo V, a patto che il Luserna dovesse dichiarare il nome suo e dei suoi famigli nell'ufficio dei Signori di notte e nella cancelleria delle città ove si sarebbe fermato (4). In quanto a Giov. Francesco, non solo frequentò l'Ateneo padovano, ma vi fu nominato lettore ordinario di diritto canonico, nelle lezioni antimeridiane dallo stesso doge Andrea Gritti, con decreto del 28 Settembre 1534 (5), quando già v'insegnava il fratello intorno

(1) Id. m. 49, Omaggi, Fedeltà, regaglie ecc. Fra i particolari di Angrogna vengono ricordati Joannes e Thomas Riuoyra.

(2) Id. m. 25, Vendite ed acquisti feudali, n. 67.

(3) Id. m. 101, Suppliche ecc. n. 7.

(4) in officio dominorum de nocte et in cancellariis ciuitatum et locorum ubi morabitur, dice il doc. Questi « domini » erano probabilmente incaricati della polizia notturna. A. di Lus. m. 6 Patenti ecc. Originale con sigillo di piombo.

(5) Id. id. Il Facciolati, Fasti Gymnasii Patavini, Patavii, Typis Seminarii, apud Joannem Manfrè 1757, parte 3.a pag. 87, narra invece come il vicentino Giov. Battista Ferreti, professore nella seconda scuola ordinaria mattutina di diritto canonico, essendosi dimesso nel 1535, per non essergli stato aumentato lo stipendio di 350 fiorini, ne occupò il posto per alcuni mesi *Jo. Franciscus Comes Lucernae Pedemontanus ad periculum ingenii faciendum.* Come sia poi riuscita quella prova, non sappiamo; ad ogni modo durò poco.

al quale il Della Chiesa lasciò scritto che « havendo [egli] all'armi le lettere congionte, nelli suoi primi anni spiegò le leggi nel celebre Studio di Padova » (1), cosa che ci viene confermata dal Facciolati il quale, in data del 20 Agosto di quell'anno, ne registra la nomina a professore di diritto civile.

Giova però credere che i due gentiluomini non siano rimasti a lungo in quella carica, giacchè nuove cure di tutt'altro momento dovevano ben presto richiamarli in patria, ove la madre era rimasta sola a difendere i loro possedimenti contro i nemici esterni ed interni e, fra gli altri, contro il famigerato Pantaleone Bersatore, signore di Roccapiatta e membro dell'antica famiglia pinerolese di cui incontrammo già altrove il nome. Come si sa, costui, per ordine dell'imbelle duca Carlo, sobillato dagli inquisitori, aveva preso su di sè l'incarico di estirpare l'eresia Valdese dalla Valle di Luserna e, assoldata una masnada di malviventi, aveva assalito il Comune di Angrogna a cui aveva incominciato a dare il guasto, saccheggiando le case e facendo prigionieri gli abitanti: però radunatasi la gente e riavutasi dal primo stupore, era stato alla sua volta vergognosamente respinto, senza che gli si fossero tuttavia potuti strappare alcuni prigionieri i quali morirono nelle carceri dell'Inquisizione o sul rogo. Ora siccome Angrogna apparteneva allora ai Manfredi, questa aggressione, benchè approvata in certo qual modo dal duca, non poteva riuscire gradita alla contessa Bianca, rappresentante dei figli, allora assenti, nel governo della Valle: anzi, secondo il Gilles, essa se ne mostrò dolentissima e scrisse in proposito, il 23 Settembre 1535, al Bersatore per lagnarsi del poco rispetto ch'egli aveva avuto per la memoria del defunto suo marito, per essa stessa e per i suoi figliuoli, avendo egli aggredito a sua insaputa i suoi sudditi, a dispetto dei riguardi che i Signori vicini dovevano avere gli uni verso gli altri: lo pregava quindi di non intraprendere più nulla di simile, sino a che si fosse personalmente intrattenuta con lui. Non sappiamo, continua il nostro autore, quale risposta il Bersatore abbia fatto a quella lettera: certo è che, quantunque ottenesse, in data del 25 Settembre dello stesso anno, altre lettere patenti con le quali il duca vietava agli abitanti delle Valli di Luserna, Angrogna e San Martino di adunarsi armati, sotto pena di 100 marchi d'argento, non si attentò più di assalire i sudditi della Contessa e

(1) Corona Reale, loc. cit.

ciò, o per cortesia o, quel che è più verosimile, per paura, e si contentò di depredare i Comuni della pianura, ove essendo i Valdesi mescolati ai Cattolici, non potevano opporgli una valida resistenza.

CAPITOLO II.

I Francesi invadono il Piemonte. — Giovan Francesco Manfredi. — Sua morte. — Carlo Manfredi, serbatosi fedele al duca di Savoia, perde tutti i suoi feudi. — Omaggio degli altri nobili alla Francia. — Tumulti e lotte coi Valdesi. — Distruzione del castello della Torre e delle altre fortezze della valle. — Carlo Manfredi ambasciatore presso Paolo III, i Veneziani e l'Imperatore Carlo V. — Suo matrimonio con Beatrice di Savoia. — Sua nomina a governatore di Vercelli e poi di Cuneo. — Assedio di questa città.

Intanto erano tornati un'altra volta in Piemonte i Francesi che sempre agognavano al possesso della Lombardia e a cui le recenti sconfitte non avevano punto fatto dimenticare le antiche aspirazioni: però trovarono difficoltà insolite suscitate dal debole Carlo III che si mostrava finalmente stanco di vedere i suoi dominî disertati impunemente dalle armi straniere e a cui pareva troppo gravosa la domanda fatta dal cancelliere Poyet, ch'egli dovesse rinunziare alla metà dei suoi Stati: onde l'altiero e borioso Francesco I, meravigliato ed offeso dalla resistenza dello zio, gli dichiarò la guerra e mandò contro di lui un numeroso esercito capitanato dal conte di St Pol e dall'Ammiraglio Chabot, i quali, nel 1536, ebbero ben presto conquistata gran parte del Piemonte. Per ovviare all'imminente sciagura, il duca s'avvisò allora di giovarsi di tutte le forze vive che gli rimanevano, e sapendo quanto gli potessero tornare utili i Valdesi, per la difesa delle Alpi, fece finalmente cessare la persecuzione intrapresa dal Bersatore, il quale dovette ritirarsi senza *aver compiuto la missione* che gli era stata affidata (1).

Non è compito mio occuparmi della guerra che devastò il Piemonte dal 1536 sino al 1559, la quale parve annientare per

(1) Gilles, Hist. Ecclésiastique des Eglises Vaudoises, Pignerol, Chiantore et Mascarelli 1881, t. I. chap. 6, pag. 58-67.

sempre la potenza della Casa di Savoia; mi contenterò quindi di ricercare quale parte abbiano in essa avuto i Luserna e quali siano state le loro vicende in quel periodo. Quando scoppiarono le ostilità, i due fratelli, Giov. Francesco e Carlo Manfredi, si trovavano probabilmente ancora a Padova, d'onde l'ultimo di essi si era forse momentaneamente allontanato per prender parte alla crociata bandita contro i Turchi da Ferdinando d'Ungheria, fratello dell'Imperatore Carlo V (1); quindi avevano emtrambi continuato ad attendere all'insegnamento, lasciando alla madre l'incarico di difendere il loro patrimonio carico di debiti ed esposto alla cupidigia dei feudatari vicini. — Già abbiamo veduto come costei si fosse opposta vittoriosamente alle usurpazioni del Bersatore; notiamo pure come nello stesso tempo, cioè il 29 Giugno 1535, avesse ottenuto da Carlo III la dispensa dal pagamento di ogni gabella, in seguito a reclamo da essa inoltrato per essere stata astretta a simile gravezza dai gabellieri della città di Chieri (2): però quando vide il Piemonte invaso, l'anno seguente, dai Francesi, essa pregò probabilmente i figli a tornare in patria, a meno che, prevenendo il suo desiderio, costoro già non avessero spontaneamente abbandonato il loro ufficio, per venire a mettere la loro spada al servizio del legittimo Signore.

Di Giov. Francesco ben poco sappiamo: solo ci dicono le Memorie, già citate, del suo nipote, ch'egli fu due volte Luogotenente Generale in Piemonte, mentre il duca Carlo era fuori dello Stato, il quale incarico va senza dubbio riferito ai tempi di cui ci occupiamo. Però sembra che o per l'importanza da lui acquistata o, quel che è più probabile, per motivi famigliari, si sia tirato addosso l'odio dei suoi congiunti del ramo dei Rorenghi, i quali, forse anche per impadronirsi delle sue sostanze, cercarono ben presto di toglierlo di mezzo e vi riuscirono, dice il Garola, il 18 ottobre 1541; senonchè essendoci ancora egli ricordato come vivente nel 1545, dobbiamo supporre che la prima cifra sia stata trascritta erroneamente e ritenere che la morte del Luserna sia avvenuta alcuni anni più tardi, forse nel 1547. Ci mancano molti particolari intorno a quella tragedia; però il poco che ci è rimasto basta a darci un concetto abbastanza esatto dell'efferatézza dei costumi nel secolo XVI, in cui di fronte allo splendore delle lettere e delle arti, troviamo uccisioni compiute con ugual ferocia

(1) A. di Luserna, m. 108. Scritture ecclesiastiche. Indulgenza concessa, il 6 Settembre 1530, da Clemente VII alla famiglia Manfredi.

(2) Id. m. 101. Suppliche ecc.

(es. quella di Alessandro de' Medici, di Pier Luigi Farnese ecc.); perciò trascrivo integralmente il ms. del Garola. « Giov. Francesco, vi si dice, fu assassinato in casa ed in Luserna da Checco Castellani e da due fratelli, Guglielmo e Bartolomeo Rorenghi, accompagnati da 8 altri armati d'aste. Giov. Francesco diceva l'Uffizio sotto la galleria bassa, ed assaltato, si difese assai con la spada ferendo due de nemici: poi essendole da un servitore stata chiusa la porta della scala, ed in quel tempo nella ferrata della finestra della cantina cacciando il piede, cadette e ferito sopra la testa e nel ventre di stoccata, di quella morì, e fu portato nella saletta bassa, ove stette giorni 7 e dopo morì molto cristianamente e fu portato in Torino con suo padre Gioanni (1)». In quanto ai suoi assassini, spalleggiati forse dalla Francia, rimasero senza dubbio impuniti, tanto più che uno di essi, Guglielmo Rorengo, di cui mi dovrò occupare in seguito, doveva militare sotto le insegne di quella nazione, nella compagnia del Signor di Vineu: se poi il conte Carlo sia in qualche modo riuscito a vendicare il fratello ucciso, non sappiamo.

La Contessa Bianca che si trovava allora in Luserna dovette forse assistere all'orribile scena: onde non ci farà meraviglia che abbia ben tosto abbandonato quel borgo, il quale alla sua mente più non richiamava altro se non immagini di stragi e di

---

(1) Garola, loc. cit. Questo fatto viene implicitamente confermato da una lunga supplica e auto-difesa senza data, inviata da Guglielmo di Luserna ad un duca di Savoia che dev'essere Emanuele Filiberto. Ivi cerca di scagionarsi dall'accusa mossagli dai suoi nemici, probabilmente Manfredi, di aver ceduto ai Francesi una torre, detta di Bancheti col dire, cosa che del resto sarebbe confermata da alcune sue lettere (A. di Stato, lettere di particolari, a. 1541-1560), che l'aveva difesa e vettovagliata, spendendovi del suo 1800 scudi, per lo spazio di cinque anni, dopo i quali, non ricevendo gli aiuti chiesti, l'aveva ceduta ad un messer Giovanni del Val San Martino; soggiunge che il riscatto del padre, fatto prigioniero dai Francesi, gli costò più di 2000 scudi, e come prova del suo valore e della sua fedeltà adduce il fatto che egli, col prevosto di Bibiana, difese con 100 soldati Barge contro 5000 nemici, e non ne uscì se non dopo averne avuto l'ordine dal marchese del Vasto. Si lagna infine dei suoi avversari che, dice egli, « me voullent faire sembler meschant, comme ils ont faict de la mort de messire francoys de lucerna de laquelle ils me coulpent meschamment et iniquement duquel en suys innocent » (A. di Stato, lettere citate). Quale valore abbia, di fronte alle gravissime accuse di Carlo Francesco Manfredi e del nostro Gilles, questa apologia, lascio giudicare al lettore. — Sembra del resto che i reati di sangue siano stati tutt'altro che infrequenti nella Casa di Luserna; basti ricordare in proposito come l'8 marzo 1555 Stefano Riba, *alias* Suyto di Luserna, procuratore generale regio, si lagnasse di essere stato aggredito da Bartolomeo Bigliore, che gli aveva troncato un dito e facesse perciò spiccare contro di lui regolare mandato di cattura. Arch. di Stato, Materie ecclesiastiche, 9.a categ. mazzo I.

lutto, e non sia tornata nell'avito castello se non dopo la pace di Cateau Cambrésis (1). Però, anche stando lontana, non tralasciò di tutelare le ragioni dell'unico figlio a lei rimasto, contro le usurpazioni dei Francesi e, forse, dei parenti e contro le pretese sempre crescenti dei Comuni, i quali cercavano non solo di emanciparsi totalmente dal giogo feudale, ma volevano anche abbassare al loro livello gli antichi padroni (2); onde ne risultarono, durante il periodo che va dal 1527 alla fine del secolo XVI, continue liti tra gli abitanti e i nobili, Manfredi, Bigliori e Rorenghi, liti di cui purtroppo ignoriamo in parte la natura e l'esito a motivo dello stato deplorevole dei documenti che li racchiudono, i quali sono stati resi quasi inintelligibili dall'azione concorde dell'acqua e del fuoco a cui vennero solo in parte sottratti nei successivi rivolgimenti del 1663, del 1690 e forse anche della fine del secolo scorso (3). Però quanto ci è rimasto, basta per farci comprendere che tali questioni per lo più si aggiravano intorno a contribuzioni e alloggi dei soldati e specialmente intorno agli affrancamenti già ottenuti e ai diritti che in virtù di essi i Comuni pretendevano per sè. Sembra anzi che, o per farla finita o perchè spinta a ciò dal timore di perdere ogni suo avere, la Contessa Bianca sia giunta sino ad accondiscendere a che i suoi beni fossero sottoposti al pagamento delle taglie, il che diede in seguito motivo a nuove discordie suscitate dal figlio, il quale riuscì forse a far revocare l'odiosa misura (4).

Intanto i Luserna avevano già perduto una parte della loro giurisdizione, acquistata dal famoso Presidente Giov. Francesco Porporato di Pinerolo, che ne aveva nel 1536 ottenuta l'investitura da Carlo III (5); e siccome nello stesso anno i Francesi avevano occupata tutta la Valle del Pellice, costoro vedendo che i due fratelli Manfredi, nei primi tempi forse meno apertamente, parteggiavano per lo spodestato sovrano, sequestrarono tosto tutti i loro possedimenti; onde dal 1537 al 1559 pare che non abbiano più potuto godere la minima parte dei loro feudi (6). Però sulle prime, tale sequestro non dovette essere se non fatto

---

(1) Id. id.

(2) Arch. del Comune di Luserna, n. 41, 44 ecc. contenenti liti con la Contessa Bianca Manfredi.

(3) Id. n. 31, 63 e passim.

(4) Arch. di Luserna. m. 101. n. 14. Supplica del 20 Aprile 1563.

(5) V. Carutti op. cit. pag. 568. cfr. Pittavino, Stor. di Pinerolo, pag. 229.

(6) Arch. di Luserna, m. 82. Atti diversi, n. 23. reclamo del 26 Marzo 1601.

parzialmente, per la speranza nutrita dal re di Francia che anch'essi dovessero finire per seguire l'esempio di quasi tutti i nobili piemontesi, che avevano ben presto abbandonato l'antico per il novello signore: ed il re Francesco I giunse sino a conceder loro, il 2 Novembre 1545, una proroga affinchè potessero ottenere l'investitura di alcuni beni comprati in Luserna ed appartenenti prima a Paolo Bigliore (1). Essi stessi, forse per non perdere ogni cosa, consegnarono in un'epoca che non possiamo determinare con esattezza, ma che deve cadere nella prima metà del decennio 1540-1550, al medesimo re tutti i loro possedimenti, cioè una porzione di Luserna, tutta la valle d'Angrogna, un 8° di Bibiana, Villar e Bobbio e una parte di Mombrone, seguendo in ciò l'esempio dei loro congiunti che si erano affrettati a fare omaggio a Francesco I: difatti nel 1549, troviamo registrati i consegnamenti di Giorgio, Francesco, Giov. Bernardo, Giov. Ludovico, Giacomo, Marchiotto e Francesco Bigliori (2), oltre a quelli di Giacomo, Antonio, Ghiaffredo, Francesco, Cristoforo, Michele, Francesco, Cristoforo e Antonio Rorenghi (3) e a quelli di Francesco e Giacomo Manfredi, fratello del presidente Giovanni (4). Lo stesso fecero in seguito altri membri del Casato, come nel 1554 Giov. Bernardo e nel 1558 Francesco Bigliore (5); onde si può ritenere che quasi tutti i Luserna si siano sottomessi di buon grado alla signoria straniera a cui rimasero fedeli sino alla pace di Cateau Cambrésis.

Sembra però che tale loro acquiescenza, per non dire tradimento, non li abbia del tutto salvati da rovesci di fortuna quasi inevitabili negli sconvolgimenti prodotti dalla guerra civile e forestiera, e di questi rovesci troviamo il ricordo in un libro di Memorie del Conte Giov. Battista Rorengo della Torre (proavo

---

(1) Arch. di Luserna, m. 101, n. 9.

(2) I primi possedevano 1|8 e 1|18 di Luserna, 1|16 di Bibiana, 2|8 della Torre, 1|5 del Villar e Bobbio e una porzione del retro-feudo di Mombrone, e l'ultimo 1|40 di Bibiana, 1|28 e 1|32 di Luserna, 1|16 e 1|8 della Torre, ed una parte acquistata dai Rorenghi.

(3) I tre primi consegnarono 1|20 di Luserna, 1|8 della Torre, 1|32 di Bibiana ed una parte di Mombrone, i tre seguenti 1|2 di Campiglione, una parte di Mombrone, 1|48 di Luserna e 1|3 d'1|8 di Rorà, e i tre ultimi 1|18 e mezzo, 1|12 e 1|96 di Luserna, 3|2 di 74 parti di Bibiana, 1|4 di Rorà ed alcune pretese sul rimanente avuto dai Della Riva.

(4) Il primo consegnò 1|8 della Torre e parte di Mombrone e l'ultimo 1|8 di Luserna, 1|16 di Bibiana e 1|16 di Villar e Bobbio. Da ciò si vede come in quel tempo i feudi fossero stranamente frazionati e si può supporre a quante liti una tale condizione di cose abbia dato origine.

(5) Arch. di Stato, Prov. di Pinerolo, m. 10, n. 12-20. Copie imbrogliatissime.

del priore Marco Aurelio), il quale andò pur troppo anch'esso perduto, ma di cui una pagina ci venne conservata dal Padre Teodoro da Belvedere (1). Dice adunque costui che allorquando il re Francesco I ebbe occupato, con la maggior parte del Piemonte, anche la Valle di Luserna, alcuni Luterani, seguaci di Guglielmo Farel vi andarono a predicare, e siccome « li Signori Conti Rorenghi, che alla Torre resideuano, et altri del consortito gli resisteuano, conducendo prigione essi Predicanti nel forte loro castello della Torre, quale teneua carceri sicure, vennero tanto in odio ad essi Eretici, che venuto nella Valle in soccorso del Re Francesco il famoso e potente conte Guglielmo di Vuitibergh (sic) condottiero di grosso numero di Alemanni, affetionato à Luterani, diedero al suo Tribunale gli Eretici tante querele, e false imputationi contro essi Signori, e specialmente che si mantenessero secondo l'antico senso del Serenissimo duca Carlo loro Padrone... che furono condannati alla confisca dei beni ». Soggiunge quindi che essendo venuto nella Valle lo stesso Farel, vi fu stabilito governatore dal conte Guglielmo e che essendo stato poco appresso rimosso da quell'ufficio, lasciò il comando a certi « Arnolfo e Naas dell'istessa labe infettati i quali discacciorono gli Signori non solo del Castello, nel quale poi essi gouernatori habitorno, ma ancora dalla Valle », e ciò per un periodo di tre anni durante il quale « gli Eretici a loro voglia disseminarono nel bel campo della christianità di tai luoghi il pestifero seme della zizania. Vnendosi poscia in tal trauaglio li signori... Manfredi, Biglioni (sic) e Rorenchi per aiutarsi, e solleuarsi di tanti aggraui, d'accordo unanimi insieme andorono con suppliche dal Rè, appresso al quale doppo hauere con molte instanze, preghiere, e manifestatione d'aggraui trauagliato, alla fine ottennero la restitutione in integrum dei beni, la remissione dell'essilio, e patenti che gli Eretici gli douessero rimettere la Torre e le case, il che da essi Eretici venendo di lontano odorato e penetrato, mettendo il fuoco con molto incendio dentro alla Torre, gli diedero l'vltimi conflitti, abrugiando i pauimenti, l'arche, i tetti e nelle cantine insino i botalli, e quanto quell'incendio puotè penetrare: Depredando quanta robba fù lor possibile estrahere: per le quali rouine diuenuti gli Signori poueri non poterono più risarcire nè la Torre, nè le case, e molto meno resistere alla moltitudine degli infedeli

(1) Relatione all'Eminentissima Congregatione di Propaganda Fide, Torino. Gio. Guglielmo Tisma e Comp. 1636, pag. 258 e sgg. cfr. Gilles pag. 71-75: Rorengo, pag. 28-30, Garola pag. 203 e sgg.

nella Valle concorsi, quali al tempo dell'essilio e partenza della Valle di Signori tanto si accrebbero, che s'erano fatto padroni del Villaro, della Torre, e loro Villaggi... Et appresso, dato il gouerno per il Re al Prencipe di Melfi, ancor egli porgendo agli Eretici orecchie, lasciò rouinar il Borgo del Castello, molte muraglie principali, et affatto demolire la Torre, tanto celebre che alla Villa tutta haueua dato il nome, qual ancora ritiene, e con tali vltime ruine dei Sig^ri^ e baldanze di Eretici tanto crescè l'Eresia nella Valle, che da tutto il Piemonte soggetto al Rè andauano genti a sentire i Predicanti contro il volere della Regia Maestà, che ciò ignoraua, ò era necessitato simulare per non si perdere i capi degli Eretici fautori ».

Questo racconto di cui il Gilles, forse per non esacerbare i Luserna, tuttora potenti ai suoi tempi, si studia d'infirmare l'autenticità, deve essere esatto nelle sue linee generali, essendo ormai risaputo che dopo il Sinodo di Chanforans (1) il movimento valdese, prima quasi latente, si accentuò tanto da richiamare su di sè la poco benevola attenzione delle autorità laiche ed ecclesiastiche: onde i Signori che non avevano, specialmente i Rorenghi, perduto nulla dell'antica intolleranza, si credettero senza dubbio obbligati a mettere in opera tutta la loro influenza per impedire la propagazione delle aborrite dottrine, sperando nello stesso tempo di accrescere la loro autorità già vicina al tramonto: però è presumibile che anche questa volta abbiano avuto la peggio, non già perchè i Valdesi avessero l'appoggio materiale di Guglielmo Farel, che non si era mai sognato di diventar governatore della Torre, ma perchè spalleggiati da parecchi capi dell'esercito aderenti alla Riforma, non dovette riuscir loro molto difficile dare il tracollo a quei feudatari, i quali dovevano prestare omaggio al re francese e protestarsi seguaci fedeli del duca spodestato: onde è più che probabile che i Valdesi abbiano approfittato di quei torbidi per far pagare loro le antiche e recenti offese. In quanto poi alla distruzione dei castelli della Torre, Bobbio, Luserna e Bricherasio, ordinata il 6 Gennaio 1549 da Giov. Galeazzo Caracciolo al capitano Angelo di Pedemonte, essa fu senza alcun dubbio determinata unicamente da motivi politici e strategici, non volendo il Luogotenente Generale del re di Francia lasciare luoghi fortificati in un paese di cui doveva conoscere a prova la mal sicura fede. Comunque sia, è quasi certo

(1) 12 Settembre 1532.

che non per fedeltà al duca Carlo, ma per ragioni politiche e religiose i Luserna siano rimasti assai malconci, in seguito alle guerre durate quasi senza interruzione dal 1536 al 1559: onde si comprende facilmente il livore da essi provato contro i Valdesi e si spiegano le irose recriminazioni del Rorengo, il quale rifà anch'egli a modo suo la lamentevole storia della distruzione del Castello dei suoi antenati e si lagna di averne vedute le radici voltate al sole per opera della fedeltà riformata (1).

In quanto ai figli di Giovanni Manfredi, stati sempre più o meno favorevoli ai Valdesi (2), essi non ebbero probabilmente a patire alcun danno per parte dei loro sudditi, ma andarono bentosto incontro ad altri non meno dolorosi guai, poichè essendosi schierati risolutamente fra i seguaci del loro antico sovrano, si tirarono addosso l'odio dei Francesi e quello dei loro malvagi congiunti, che noi trovammo fra gli autori della tragica morte di Giov. Francesco. Sembra poco probabile che il secondogenito, Carlo, tornato da Padova si sia indugiato a recarsi nei suoi dominî, anzi è quasi certo che sia andato subito alla corte del duca, il quale, stretto da ogni parte, doveva sentire più che mai il bisogno dell'opera d'un consigliere esperto nelle armi e nella diplomazia, quale era il Luserna: e difatti lo incaricò ben presto di varie ambasciate di cui la prima, intorno alla quale abbiamo qualche notizia, è quella a Paolo III.

Lo scopo di essa era, a quanto pare, duplice: ottenere cioè che le rendite dell'ospedale di Sant'Andrea di Vercelli, fondato anticamente dal cardinale Guala, non fossero più a lungo dilapidate da abati commendatari, di cui il terzo era morto allora, ma, secondo la mente del fondatore e gl'indulti e privilegi avuti già da Amedeo VIII, andassero a beneficio esclusivo dei poveri: e decidere il pontefice a rinnovare un breve concesso parecchi anni addietro, col quale sembra si fornissero al duca i mezzi per sopperire alle guerre contro gl'infedeli. Con questo incarico il Luserna si recò a Roma nella prima metà del 1545 e, ottenuta il 23 giugno un'udienza dal papa, cercò d'indurlo a lasciar vacante il beneficio dell'ospedale, a capo del quale bastava un semplice ministro assistito da un servo, e per quanto si riferiva alla rinnovazione del breve, gli narrò come il famoso corsaro Kaireddin Barbarossa, il quale già nel 1543 per poco non era riuscito ad

(1) Op. cit. pag. 27-30 e 288.

(2) Desumo questo fatto dalla condotta posteriore del conte Carlo.

impadronirsi del castello di Nizza, fosse nuovamente uscito in mare con parecchie galere. Però al primo punto gli fu risposto che la commenda era già stata conferita a Monsignor Sfondrati (1), che si credeva persona onesta e grata al duca, ed in quanto al Barbarossa, venne assicurato che non avrebbe per allora tentato alcun colpo di mano e che solo mandava con alcune navi il figlio in Algeri, di cui era morto il governatore. Il Luserna allora tornò ad insistere, adducendo le grandi spese fatte da Carlo III e le rovine prodotte nei suoi Stati dalle continue guerre ed ebbe infine la consolazione di sentirsi rispondere che le questioni sarebbero state nuovamente esaminate. Quale sia poi stata questa risposta, non ci viene detto; ma dall'unica lettera del Luserna che ci sia rimasta in proposito (2), si può arguire che non dovette essere molto favorevole, malgrado la protezione chiesta a vari personaggi, quali i cardinali Farnese, Carpi, Santa Croce ecc., e gli ambasciatori di Spagna e Portogallo, e che se si potè indurre lo Sfondrati a rinunziare al benefizio assegnatogli, fu solo mediante il pagamento d'un'annua pensione.

Di fronte a questa difficoltà è naturale che il duca rimanesse poco soddisfatto e si lagnasse aspramente delle recriminazioni dello Sfondrati, ch'egli aveva favorito altre volte e a cui faceva sperare nuove cariche per l'avvenire, e ordinasse al Luserna d'insistere sino a che ne avesse ottenuta la rinunzia, ma è poco probabile riuscisse nel suo intento. Nello stesso tempo essendosi ammalato il cardinale Innocenzo Cybo, arcivescovo di Torino, e temendosi egli morisse (3), il duca scriveva al suo ambasciatore (4) affinchè facesse istanza, qualora fosse rimasta vacante la sede, per la nomina di Monsignor d'Arras, divenuto poi il famoso cardinale di Granvelle; ma questo negozio non potè avere alcun risultato, poichè il Cybo guarì così bene che il 5 dicembre dello stesso anno scriveva al conte Carlo intorno alla richiesta fattagli dal duca del Priorato di San Ponzio e di altri benefizi posseduti

(1) Forse colui che fu eletto papa nel 1590 col nome di Gregorio XIV.

(2) Arch. di Stato, lettere ministri, Roma, mazzo I. Porta la data del 24 Luglio 1545 ed è diretta Allo Ill.mo et Excel.mo sig.or he Patrone Osseruandissimo Il Sig.or he Duca di Sauoya. Debbo questa lettera alla squisita cortesia del Sig. Alberto Forneron.

(3) Cfr. Luigi Staffetti, Il Cardinale Innocenzo Cybo, Firenze, Successori Le Monnier 1894, pag. 240.

(4) Esistono nell'Archivio di Stato, loc. cit., quattro minute di lettere o memoriali del duca al Luserna, colla data dell'agosto 1545. Sono redatte in francese e scritte in modo quasi inintelligibile e si riferiscono tutte alla successione all'arcivescovado di Torino e alla nota questione con lo Sfondrati.

sino a quel tempo dal priore Martello, allora morto (1). In questo modo il Luserna dovette probabilmente starsene a Roma sino verso la fine dell'anno, senza ottener quasi nulla di quanto desiderava, e ciò non per sua colpa, poichè dalla sua lettera ci si rivela negoziatore esperto ed osservatore acuto (2), ma perchè trovandosi il duca in condizioni quasi disperate, ben poco valore potevano avere i suoi reclami.

Dell'ambasciata del Luserna presso Carlo V e i Veneziani, nulla sappiamo, e nemmeno queste dovettero avere grande importanza, viste le condizioni omai disperate in cui si trovava allora la monarchia sabauda: dovette però egli fare durante la prima di esse la conoscenza d'una giovane donzella ch'egli in seguito sposò e di cui il nome è scritto in caratteri d'oro nella storia delle gentildonne piemontesi.

Era costei Beatrice, figlia unica di Giov. Francesco di Savoia, signore di Cavour, della metà di Pancalieri, d'Osasco e di Castel Rainero, discendente in linea illegittima da Lodovico, ultimo principe d'Acaia, e di Giaima di Mombello, sorella del conte d'Entremont: era stata tenuta a battesimo dalla duchessa Beatrice di Portogallo, moglie di Carlo III e, cresciuta negli anni, era diventata dama di corte della regina Eleonora, sorella di Carlo V e seconda moglie di Francesco I, morto il quale nel 1547, aveva accompagnato la sua signora alla Corte dell'Imperatore, ove doveva trovarsi all'epoca della missione del Manfredi, che contava allora circa 39 anni; anzi è probabile che la mano della nobile

---

(1) Arch. di Luserna, m. 141, lettere. Ecco la lettera dalla quale non si capisce bene se la risposta sia stata positiva o negativa, sebbene mi sembri più probabile la seconda ipotesi.

Mag.co S.r Carlo N.ro sempre Car.mo. Hauendo scritto all'Ill. S. Duca di Sauoia et ditto a bocca al segretario della S. V. che è uenuto quì da noi, quanto ne è occorso, attorno alla richiesta fattane, del nostro Priorato di S. Pontio et altri benefitij uacati alli giorni passati a Niza, per la morte del Prior Martello, et sapendo noi che tutto ha da esser comune con quella, ne par souerchio el replicarlo de nuouo con questa nostra, et solo li diciamo che sempre che potremo far seruitio a S. Ecc. et commodo a V. S. ne troueranno pronti a farli uolentieri piacere et cosa grata, et con questo fine a lei del continuo ce offriamo et raccomandiamo che M. S. Dio la conserui in sanità. (Da Carrara alli V di Dicembre del 45). Al piacer di V. S. j H Car.le Cibo. E' indirizzata a Carlo Lucerna ambasciatore ecc. a Roma. — Rimando chi desidera altre notizie intorno al Cardinale Cybo all'ottima monografia del prof. Staffetti.

(2) Mi piace a questo proposito ricordare come parlando delle voci che correvano intorno alla prossima convocazione del Concilio di Trento, ritenesse che i Luterani vi sarebbero condannati, ma soggiungesse opportunamente: « tutto sta poi come far la exhecutione ».

damigella, le cui nozze venivano in certo qual modo a riannodare i vincoli di parentela esistenti tra le Case di Savoia e di Luserna, gli sia stata in parte concessa come ricompensa delle fatiche sostenute per il suo Signore.

Di questo matrimonio celebrato in Bruxelles dal vescovo d'Arras (Antonio Perrenot, più tardi cardinale di Granvelle), il 24 Luglio 1549, ci è pervenuta una relazione anonima (1), dovuta senza dubbio a qualche membro dell'ambasciata piemontese, la quale presenta sì dal lato storico che dal lato letterario un tale carattere d'originalità, che avrei desiderato inserirla integralmente nella mia narrazione. Non potendo farlo, mi contenterò per ora di notare come alla cerimonia assistessero lo stesso imperatore Carlo V insieme con le due sorelle, Eleonora, regina di Francia e Maria, regina d'Ungheria, Filippo, futuro re di Spagna, il principe di Piemonte Emanuele Filiberto, oltre a parecchi gentiluomini delle Corti Cesarea e ducale; come gli sposi fossero trattati con ogni sorta di cortesie dai loro reali ospiti, specialmente dalla regina Maria che, secondo la curiosa usanza di quei tempi, li volle spogliare e condurre a letto tutti e due, e come infine le feste per un così fausto avvenimento si protraessero per parecchi giorni.

Però le dolcezze della luna di miele non distolsero a lungo il Luserna da altre e più gravose cure, poichè tornato in patria continuò a servire il suo signore nelle armi e nella diplomazia, ed è probabile che nel periodo che va dal 1549 al 1551 fosse per l'appunto mandato ambasciatore ai Veneziani. Comunque sia in quest'ultimo anno già si trovava in Vercelli, ove gli nacque il figlio primogenito Carlo Francesco, di cui mi dovrò a lungo occupare in seguito, e vi era parimente nel 1553 allorquando, morto lo sventurato Carlo III, i Francesi sorpresero la città e vi fecero d'ogni cosa bottino, strappando persino al cadavere dell'estinto duca le insegne dell'ordine dell'Annunziata. In questo frangente il conte non si perdette d'animo, ma combattendo animosamente coi soli suoi servitori, corse alle mura e calatosi nel fosso che le cingeva, benchè il ponte che lo attraversava fosse già stato occupato dai nemici che gli spararono contro molti colpi d'archibugio, andati fortunatamente a vuoto, riuscì a fuggire, onde passata a nuoto la Sesia con un solo famiglio, di nome Enrico di Levaldigi, giunse a Novara allora presidiata dagli Spagnuoli ch'e-

(1) Arch. di Luserna m. 32, ragioni dotali n. 16, cfr. Garola op. cit.

gli condusse la notte seguente al riacquisto della perduta città (1).

Per ricompensarlo dei servigi prestati alla sua Casa, il nuovo duca, Emanuele Filiberto, lo nominò quindi governatore di Vercelli ove rimase sino all'ottobre del 1556, in cui venne trasferito al governo più importante ed anche più pericoloso della fortezza di Cuneo; e fu durante questo periodo che gli nacquero oltre al figlio primogenito le figlie Bianca (2), Filiberta (3), Carlotta (4) e Francesca (5). Il 27 Settembre 1556, il Comune riconoscente per l'opera da lui prestata, inaugurava nel suo palazzo una iscrizione latina, in cui si esaltavano i suoi meriti civili e militari dimostrati nella guerra contro i Francesi e lo si chiamava, alludendo al suo cognome, *Lucerna fulgens bello;* quindi un poeta anonimo scriveva in sua lode a nome della città un sonetto con la coda, di cui non sai se sia più scellerata la forma o la sostanza; per cui non mi faccio lecito di riportarlo qui, benchè abbia dovuto sembrare tutt'altro che spregevole al Garola che lo trascrisse scrupolosamente nel suo citato zibaldone. Per ragioni a noi ignote, forse perchè nuovamente incinta, la moglie non lo potè accompagnare e lo raggiunse solo alquanto più tardi, munita d'un salvacondotto rilasciatole cavallerescamente, il 20 Gennaio 1557, da Paolo di Thermes, luogotenente generale del re Enrico II durante l'assenza del maresciallo di Brissac (6).

Intanto costui, dopo una breve assenza era tornato in Piemonte ed aveva riprese le ostilità con maggior vigore di prima. Quasi tutte le città erano già cadute nelle sue mani, onde, anche per controbilanciare la guerra che ardeva nelle Fiandre,

---

(1) Miscellanea di Storia italiana. t. XVIII pag. 415, Memorie di Carlo Francesco Manfredi, pubblicate da Vincenzo Promis, cfr. Ricotti, Storia della Monarchia Piemontese t. I, pag. 269 e Garola, loc. cit.

(2) n. nel 1552, m. di febbre in Luserna in casa del cugino Giacomo Manfredi, il 23 Nov. 1572, essendo promessa sposa al conte Cesare di Scalenghe: fu, dice il Garola, caritatevole, pia, amatrice dei poveri al sommo, onde per devozione soleva impastar loro il pane.

(3) n. nel 1553, seconda sposa di Amedeo Ponte di Lombriasco, presidente del Senato; m. in Torino nel 1594.

(4) n. nel 1554, bellissima, onestissima ed accorta, dama di Corte della duchessa Margherita e moglie di Gasparo Porporato a cui partorì 11 figli; m. in Pinerolo.

(5) n. nel 1556, moglie del biellese Adalberto Bertodano, conte di Tolegno, m. in Luserna « di febbre e di postema in petto ».

(6) Arch. di Luserna m. 101. n. 20. Suppliche ecc.; copia cartacea munita di sigillo. In quel viaggio fu accompagnata da « quattro soi figlioli piccoli, quattro donne, tre gentilhomini, otto seruitori, forcieri, robbe, mobili... cochii et danari » e le fu data la facoltà di seguire la via di terra o di acqua come più le tornerebbe comodo, « per esser graueda ».

ove Emanuele Filiberto doveva di lì a poco raccogliere sì larga messe di allori e riconquistare con la spada a San Quintino il trono dei suoi avi, decise di farla finita e, nel Giugno del 1557, si portò con l'esercito sotto le mura di Cuneo di cui intraprese tosto l'assedio, dopo avere occupato Roccavione ed avere schierato le sue truppe nella pianura a mezzogiorno tra il Gesso e la Stura. Però la città, già forte per natura, era stata in quel mentre munita con ogni cura dal Luserna, il quale, succeduto al Vagnone e conscio della responsabilità ch'egli si era addossata nell'assumere la difesa dell'ultimo baluardo dietro cui sussistesse ancora la cadente fortuna sabauda, non risparmiò nè spese nè fatiche per rendere la fortezza inespugnabile; e sapendo quanto importasse avere concordi nella comune difesa cittadini e soldati, li convocò separatamente nella chiesa di San Francesco ed esortatili a diportarsi con onore, n'ebbe la risposta che tutti erano pronti a morire per la Casa di Savoia. Dispose quindi i vari presidî che si dovevano alternare a difesa delle mura e affinchè nessuno si allontanasse dal posto assegnatogli, stabilì che le donne e i ragazzi recassero da mangiare ai combattenti: fece costruire 27 mulini a mano o messi in moto da cavalli, dispose sui bastioni i 20 cannoni che si trovavano nella piazza, ai quali le munizioni vennero in seguito somministrate dalle palle nemiche, e siccome, visto il poco tempo di cui aveva potuto disporre per approvigionarsi, mancarono ben presto il fieno e la paglia, i bovi o si ammazzarono o si dovettero cibare coi sarmenti delle viti e con la paglia che copriva le case.

In questa sua opera il Governatore fu coadiuvato dalla consorte, la quale si mostrò in tutto degna della Casa di Savoia e della madre Giaima di Mombello, che nel primo assedio sostenuto da Cuneo nel 1542 aveva, a quanto lasciò scritto il pronipote Carlo Francesco Manfredi, ammazzato molti Francesi con le artiglierie e aveva avuto al suo comando non meno di 700 gentildonne. Appena giunta, Beatrice si era sgravata d'un secondo maschio a cui fu dato il nome di Emanuele Filiberto, il quale venne mandato per esservi allattato, in un villaggio vicino, detto la Chiusa (1), e la madre, ristabilitasi in salute, si diede tosto febbrilmente a lavorare anch'essa alle ultime fortificazioni. Investita la città, i Francesi

(1) forse la Chiusa di Pesio. Il Claretta, La successione di Emanuele Filiberto al trono Sabaudo, Torino Eredi Botta 1884. pag. 180 e sgg. dice, riferendosi a quanto pare, alla descrizione ms. di Agostino della Chiesa, che il bambino stava a balia a Beinette.

mandarono un messaggiero ad alcune gentildonne che nel loro esercito avevano parenti tra i nobili piemontesi che avevano tradito il loro legittimo Signore, offrendo ad esse e ai loro congiunti libera facoltà di uscire prima che, dato l'assalto, venissero esposte a perdere con la vita anche l'onore: ma esse risposero che dentro erano più liete e sicure che fuori e che volevano attendere a difendere la parte loro affidata, chiamata il Rivazzo; e trovandosi il secondo giorno dell'assedio la contessa sur un bastione, disse al tamburo del comandante nemico, recatosi forse a intimar la resa: « Dite a Monsignor di Brissac che per l'amicizia che abbiamo avuta nella Corte del Re tant'anni, dove fui allevata presso la Regina Eleonora mia padrona, mi rincresce molto che essendo un tal cavaliere onorato, sia venuto a perder intorno a Cuneo tanto onor e gloria, in altre parti acquistata; » quindi vuotando insieme con la marchesa di Ceva un cesto pieno di terra sul parapetto del bastione, soggiunse con un'arguzia che a noi pare alquanto problematica, queste parole: « Con questo avvisarete a Monsù di Brissac che li facciamo un brindisi ».

Intanto il maresciallo francese, dopo alcuni tentativi infruttuosi, aveva coi suoi cannoni aperta nelle vecchie mura che si estendevano sino al Rivazzo una breccia di circa 40 metri per la quale aveva mandato le sue genti all'assalto, ma essendo stato respinto, volse le artiglierie dal lato opposto, verso la Stura, senza però ottenere altro risultato che di atterrare alcuni campanili e le colonne della loggia del mercato, tra le quali rimase però intatta quella ove i condannati venivano esposti alla berlina, onde il popolo, sempre credulo, ma questa volta bene avvisato, ne trasse l'augurio che la giurisdizione del principe non avrebbe avuto a patire alcun danno. A ciò i Francesi aggiunsero il lavoro delle mine e delle zappe, ma benchè riuscissero quasi a spianare il bastione, furono però validamente respinti dagli assediati.

In questo tempo, ad istigazione dei figli di Giov. Francesco Porporato, Giov. Angelo e Girolamo, i quali erano entrambi passati al servigio dei Francesi ed aspiravano ad impadronirsi di tutto il contado di Luserna, di cui possedevano già una parte, il Brissac aveva fatto catturare il piccolo Emanuele Filiberto, allora in età di un mese e fattolo venire con la balia, minacciò il conte Carlo di farlo uccidere sotto i suoi occhi, altri dice di farglielo restituire in una cannonata, qualora non si arrendesse, ma non ebbe altra risposta, salvo quella di vedere torturato il suo ambasciatore; e la madre, imitando in ciò Caterina Sforza,

vedova di Girolamo Riario, mandò anzi a dire al comandante francese ch'egli facesse pur del bambino ciò che voleva: che in quanto ad essa ne avrebbe, col marito, fatto degli altri. Riuscito vano questo tentativo, i Francesi tornarono a tentare la fortuna delle armi e ridussero a mal partito i difensori a cui cominciavano a mancare le polveri, onde si venne, il 22 Giugno, ad un colloquio tra il Montbazin, inviato dal Brissac, e Carlo di Luserna, assistito dai principali cittadini; però non essendosi concluso nulla, il maresciallo intimò l'assalto il 25 dello stesso mese. La mischia durò quattro ore, durante le quali un pugno di Piemontesi quasi sprovveduti di armi e mal difesi dalle fortificazioni atterrate, respinse vittoriosamente l'esercito nemico composto di Francesi, Italiani e Svizzeri, il quale dopo parecchi vani tentativi che gli avevano fatto perdere molti dei suoi, finì, verso il tramonto, col ritirarsi nei suoi alloggiamenti e dopo due giorni, saputo che si avvicinava il marchese di Pescara con una parte dell'esercito imperiale, levò il campo e si ritirò abbruciando le case che si trovavano sulla sua strada. La sera stessa il marchese col signore della Trinità e con 200 soldati veniva accolto in trionfo nella città in cui volle entrare per la breccia e, provveduti gli abitanti di munizioni e di viveri, tornò a Fossano e di lì si ritrasse in Lombardia, mentre dal canto suo il Brissac si era allontanato, traendo seco il piccolo Emanuele Filiberto ch'egli ritenne prigioniero sino al finire dell'ottobre dello stesso anno. L'assedio era durato 58 giorni, durante i quali i Francesi avevano sparato invano più di 500 cannonate uccidendo 216 difensori e ferendone 222, mentre essi stessi avevano perduto circa quattromila uomini (1).

CAPITOLO III.

Elogi a Carlo e Beatrice di Luserna, tenue compenso alla confisca del loro patrimonio. — Il Conte Carlo ricupera la maggior parte dei suoi beni. — Ottiene dal duca onorificenze e pensioni. — Viene eletto governatore di Mondovì. — I Luserna

(1) Garola, op. cit. Ricotti, Storia della monarchia piemontese, Firenze Barbèra 1861, t. II, p. 51-57. Memorie del Conte Carlo Francesco Manfredi; cfr. Monum. hist. patr. Script. t. I, col. 1127, Istorico discorso di Giuseppe Cambiano di Ruffia. Claretta, loc. cit. Carlo Promis, Archivio Stor. ital. 1845 Voerzio, Istoria di Cherasco pag. 73; 531-535. — De St. Simon, Storia di Cuneo, ms. e Histoire de Coni, pag. 210-214 ecc. ecc.

FAUTORI DELLA CHIESA CATTOLICA. — ODIO CONTRO I VALDESI. — GUGLIELMO RORENGO. — PERSECUZIONE DEL 1560-61 E PARTE AVUTA IN ESSA DAI GENTILUOMINI DELLA VALLE. — MORTE DELLA CONTESSSA BIANCA MANFREDI.

La bella difesa di Cuneo che fu quasi l'unico atto eroico compiuto in Piemonte dalle genti del duca, accrebbe la fama di Carlo di Luserna e di Beatrice di Savoia, di cui le imprese vennero, come allora si soleva, celebrate in componimenti poetici tuttora inediti, in lingua italiana e francese, dei quali darò un breve saggio in appendice; però questi elogi dovettero costituire un tenue compenso di fronte alla perdita dei loro beni già confiscati dai Francesi e assegnati provvisoriamente, il 6 Aprile 1556, dal maresciallo di Brissac a Girolamo Porporato, consigliere del re e primo presidente del Parlamento di Piemonte (1), il quale, molto dissimile dal padre suo, si era affrettato a schierarsi dalla parte degli invasori. Fortunatamente la madre del conte che era stato così punito perchè, dicevasi, risiedeva al servizio dell'imperatore, aveva avuto la previdenza di assicurare su quei beni la sua dote di 16000 fiorini; per cui, venuta a contesa col Porporato, ottenne da lui la restituzione di quella somma, lasciandogli in compenso i feudi valutati a 15772 fiorini e 6 grossi, salve altre ragioni che si riservava di far valere e salvi 1200 fiorini che il Comune di Luserna pretendeva per i carichi non pagati dal Presidente Giovanni Manfredi (2).

Nello stesso tempo altre famiglie, approfittando dello sfacelo dello Stato, si erano introdotte in altri feudi dei Luserna: così a Mombrone si erano stabiliti come retrovassalli i Merlenghi, i Martelli e gli Opezzi di Pinerolo e a Bibiana i Ferreri di Buriasco, i quali vi rimasero per lunghi anni e ne vennero probabilmente snidati al principio del secolo seguente dai fratelli Carlo Francesco ed Emanuele Filiberto Manfredi che ebbero con loro frequenti liti, negli atti di una delle quali dichiaravano che «del'anno 1537 sino al'anno 1559 che gli Francesi occuporono fra altri Statti di S. A. Ser^ma^ cioè tutto il contado di Lucerna... il fu sig. Conte Carlo... non *aveva* mai goldutto alcuni de suoi redditi nel detto Contado e Valle, per esserli stati confiscati dalli detti Francesi et per essi goldutti, atteso che lui serueua il Ser^mo^ Duca di Sauoia... e di suo ordine l'Imperator di gloriosa memoria Carlo

(1) Arch. di Luserna, n. 32, nu. 19. ragioni dotali.
(2) id. id.

quinto. Che perciò, et per li detti danni patiti, quando il paese, il predetto Contado, Valli et loco di Bubiana furono restituiti a S. A. R. nel 1559 il detto sig. luoro Padre, era pouero geantilhuomo et molto bisognoso in manera che secondo la qualità sua non poteua tratenersi, nè hauer il modo di far litti per l'auocatione et ritracto de feudi controuersi, et maggiormente essendo carrigho de moglie, di quatro figliuole nubili et delli SS^ri... suoi duoi figliuoli. Oltre che era debitor di molte milliara di scudi per li debiti lasciatili dalli furono Sig^ri suoi Padre et Madre (1)».

Benchè, per motivi che si comprendono facilmente, quella descrizione sia stata forse alquanto esagerata, è però certo che durante la guerra coi Francesi, il nostro conte dovette ritrovarsi in condizioni finanziarie assai poco floride; se non che queste dovevano ben presto cessare, almeno in parte, con la pace di Cateau Cambrésis (2), mediante la quale Emanuele Filiberto ricuperava i suoi domini. E' quindi naturale che, salito sul trono, egli cercasse di compensare dai danni sofferti i gentiluomini che gli erano rimasti fedeli nell'avversa fortuna, e fra gli altri, il Luserna, il quale riebbe senza dubbio subito la maggior parte dei feudi della sua Casa. Inoltre, il 14 Aprile 1559, il duca gli conferiva il titolo di capitano e di capo di 260 soldati: il 20 Giugno donava a lui e ai suoi eredi un reddito annuo di 300 scudi d'oro, sopra la gabella del sale di Nizza, con l'autorizzazione d'inquartare nel suo stemma la croce di Savoia ed altri ornamenti, per i segnalati servigi resi nella difesa di Cuneo (3); onde da quel tempo l'arma dei Manfredi fu formata, come quella degli altri due casati, da tre bande d'argento e da tre rosse, fregiate del motto: *Lux in tenebris lucet* ovvero *Lucerna pedum meorum verbum tuum Domine*, a cui i primi aggiunsero l'emblema ora veduto, i Rorenghi della Torre il sole ed altri segni e, più tardi, i Bigliori l'Aquila bicipite e tre elmi ducali, insegna di Casa d'Austria, in memoria della ambasciata sostenuta nel secolo seguente dal conte Giov. Battista Bigliore (4). — Il 7 Luglio 1559 il Luserna veniva nominato soprintendente generale di tutte le mi-

(1) Arch. di Luserna, m. 82. n. 23. Atti diversi.

(2) 3 Aprile 1559.

(3) Si hanno, in data del 20 Giugno 1558 e del 29 Giugno 1559, altre patenti di Emanuele Filiberto e di Filippo II a Carlo Manfredi di portar le armi d'Austria e di Castiglia: ma questi documenti redatti in francese, sono probabilmente del secolo XVII e presentano tali caratteri che li ritengo apocrifi. V. Archiv. di Luserna, m. 23.

(4) Garola, op. cit.

niere esistenti negli Stati del duca, con pieni poteri e con tali elogi, che lo si paragonava nientemeno che a Tucidide, storico sommo e proprietario di miniere nella Tracia (1). Il 9 dello stesso mese, lo troviamo a Parigi con Renato di Challant, maresciallo di Savoia, Giov. Tommaso Langosco, conte di Stroppiana e Giov. Francesco Cacherano d'Osasco, come rappresentante del duca alle nozze per procura celebrate da lui con Margherita di Francia, sorella di Enrico II (2): il 30 Ottobre otteneva un'altra pensione annua di 600 scudi, quindi veniva nominato Consigliere e Ciambellano e, il 26 Novembre, governatore di Mondovì, con uno stipendio di 50 scudi al mese, a motivo dei suoi meriti nelle leggi e nelle armi e dei grandi servigi resi al duca e a suo padre; ed avendo in quella occasione i sovrani fatto il loro ingresso solenne in Mondovì, vi fecero cresimare il piccolo Emanuele Filiberto, di cui il duca stesso volle esser padrino, mentre la sua consorte regalò tre belle catene d'oro al primogenito, Carlo Giov. Francesco, e due alle sorelle maggiori, senza contare una collana di diamanti, rubini e perle del valore di 1000 scudi d'oro, già inviata da Parigi alla madre Beatrice che essa aveva conosciuta alla corte della regina Eleonora. Infine, il 1° Dicembre dello stesso anno, Carlo di Luserna agli altri suoi titoli aggiungeva quello di Consigliere di Stato (3), il che ci spiega come abbia potuto, negli anni che vanno dal 1559 al 1570, comprare vari beni feudali appartenenti per lo più ai Rorenghi che il tradimento e il fanatismo non dovevano avere soverchiamente arricchiti e di cui sarà bene io torni ad occuparmi brevemente.

In quanto al primo punto, i servigi resi da alcuni dei suoi membri al re di Francia mi pare bastino a provare quanto poco costoro fossero teneri dei loro legittimi sovrani: e del secondo non mancano, anzi abbondano le prove, ad alcune delle quali dovrò ora accennare. Già si vide come specialmente i Rorenghi della Torre si opponessero alla diffusione della setta Valdese, carcerandone gli aderenti e suscitandone contro di sè le giuste rappresaglie: notiamo pure come dietro la loro inizia-

(1) Archiv. di Luserna, m. 6. Patenti e concessioni, cariche e pensioni.

(2) Guichenon, Histoire ecc. t. I, pag. 272.

(3) Arch. di Luserna, m. 6 e 7; per lo più originali su pergamena. Cfr. Claretta op. cit. pag. 240 e sgg. il quale stampa parte del decreto di nomina di Carlo di Luserna a governatore di Mondovì, senza però dire ove l'abbia preso. Lo stesso Claretta (p. 244) aggiunge che per la venuta del duca nel 1560, furono regalati dal Comune al Manfredi 200 scudi d'oro.

tiva si fosse sin dai primi anni del secolo (a. 1508 o 1509) pensato a costruire in Luserna quel convento dei Servi che diede in seguito tante noie agli eretici (1). Però in questa opera vennero in una certa misura coadiuvati anche dagli altri nobili, di cui alcuni diedero prove non dubbie del loro affetto verso la Chiesa cattolica. Così nel suo testamento il Presidente Giovanni Manfred. aveva lasciato una somma di denaro per riedificare in Luserna la cappella di San Luca, il priore Giovanni Manfredi aveva fatto coprire il campanile della chiesa di San Giovanni, ed alcuni anni dopo, nel 1530, il priore Guglielmo Manfredi, suo successore, aveva fatto piantare sull'altare della stessa chiesa (che sorgeva forse nel luogo detto ancor oggigiorno il Priourà) un'imagine dell'Annunziata insieme col suo proprio ritratto, il che ci mostra quanta importanza costui dovesse dare a sè stesso; aveva pure fatto abbattere in quella chiesa la vecchia sagrestia, perchè oscura e vicina alla stalla, e ne aveva fatto edificare un'altra presso il campanile, senza contare altri restauri di minor conto. Sembra che questo degno sacerdote avesse costumi alquanto liberi, avendo egli, fra gli altri un figlio illegittimo, Michele Manfredi, divenuto in seguito prete alla Torre, fratello uterino d'un contadino di Cavour, di nome Giovanni Minetto (2). Più tardi ancora, verso il 1549, un altro priore di S. Giovanni de Perno e di S. Giacomo di Luserna, il Reverendo D. Cristoforo Rorengo, abitava al Priorato, allora fornito di begli edifizi, insieme col suo curato e con la famiglia del fratello, Giacobino Rorengo della Torre. Se non che, sebbene la chiesa avesse due cascine che davano un reddito annuo di circa 200 scudi e da essa dipendessero le succursali di S. Giacomo di Luserna, di S. Lorenzo d'Angrogna e di S. Nicolò di Rorà, costui doveva essere molto avaro, dimodochè ebbe a sostenere col Comune lunghe liti a motivo dei lavori da farsi a spese di lui per rifabbricare il campanile di S. Giovanni che prima era merlato a guisa di fortezza e che forse era stato in parte diroccato ai tempi della dominazione francese (3).

---

(1) V. Garola, pag. 69, ove vengono ricordati specialmente come promotori di quell'istituto, i Rorenghi di Campiglione.

(2) Garola, Nozioni e Documenti antichi delle chiese parochiali ecc. della valle di Luserna; Ms. conservato nell'Archivio Vescovile di Pinerolo e favoritomi insieme con molte altre notizie dalla cortesia del dottissimo amico prof. Giovanni Jalla, ch'io son lieto di poter qui ringraziare pubblicamente.

(3) V. Garola, op. cit. Archivio di Luserna m. 23. cfr. Archiv. dello stesso Comune n. 39 (72) e passim.

Durante quel periodo è lecito supporre che cotesti feudatari, specialmente i Rorenghi, si siano attivamente adoperati per rinfocolar lo zelo degli inquisitori e che abbiano avuto parte nella missione compiuta in odio ai Valdesi dai Commissari regi S. Giuliano e Della Chiesa, negli anni 1556 e 57 (1); però, per le ragioni accennate altrove, la loro opera dovette essere ben poco efficace, tanto che risolvettero di aspettare un'occasione più favorevole, la quale pur troppo non doveva tardar molto a presentarsi.

Non appena Emanuele Filiberto fu risalito sul trono, cominciò da parte del papa, del re di Spagna e dei prelati piemontesi sollecitati, dice un testimonio quasi contemporaneo, il nostro Gilles, da alcuni gentiluomini della Valle, un continuo lavorìo intorno al principe per indurlo a revocar le franchigie di cui godevano gli eretici e per farlo consentire al loro totale sterminio; anzi la maggior parte di questi nobili, escluso però fra gli altri, Carlo Manfredi, presentò al duca una supplica in cui, accennato ai progressi della nuova religione fra i loro sudditi, ricorrevano a lui affinchè ne impedisse l'ulteriore sviluppo, cosa che per mancanza di mezzi essi non avevano potuto fare.

Il più accanito pare sia stato il conte Guglielmo Rorengo di Bibiana, uno degli assassini di Giov. Francesco Manfredi, il quale negli anni precedenti aveva avuto lunghe e fiere liti con un suo fratello a cui, sembra, aveva rubato il patrimonio; onde costui, disperato, andava cercando una occasione propizia per ammazzarlo, cosa che non era avvenuta specialmente per intercessione dei Valdesi i quali, col fornire denaro e altre sostanze all'offeso e coll'accompagnarli emtrambi tentando di conciliarli, avevano impedito il rinnovarsi d'un'altra tragedia nella famiglia di Luserna. Sembra quindi che quegli avrebbe dovuto in seguito mostrarsi grato verso i suoi sudditi, ma siccome era di animo perverso e che durante le passate guerre aveva militato contro

---

(1) ctr. Gilles t. I. pag. 93. In quella missione non si procedette ad alcuna confisca di beni; « e ben uero, dice un contemporaneo, che in Mombrone sendosi data sentenza contra fie (sic) e donne intitulate strighe o sij masche et confiscato loro beni, li Sig. di Mombrone (forse retrofeudatari dei Luserna) alienorono a diuerse persone » dimodochè, a quanto pare, « l'Inquisitore non ebbe che sue fatiche ». Lo stesso avvenne a Bricherasio, il che ci mostra come al disopra degl'interessi religiosi questi Signori ponessero i loro propri interessi. A. di Stato, Materie eccles. 9.a categ. m. I. Informazioni prese d'ordine di Carlo Emanuele I a Savigliano, Pinerolo ecc. nel 1595, 12 settembre. Deposizione di Gabriel Amedeo, giureconsulto di Pinerolo.

il duca, essendo capitano di duecento uomini nel reggimento francese del colonnello de Vineu, credette di potersi acquistare, oltre ai beni dei riformati, anche il favore del nunzio pontificio e dei preti e di ritornare in grazia presso Emanuele Filiberto, aizzandolo contro i suoi antichi benefattori. Perciò si recò più volte da Luserna a Nizza ove risedeva allora la Corte; e siccome era uomo vanitoso e amante del lusso e che non aveva denaro sufficiente per sopperire alle spese di quei viaggi, vendette persino parte dei suoi beni, sperando di rifarsi con le spoglie dei Valdesi.

Un effetto quasi immediato di tali sollecitazioni si vide ben tosto nella promulgazione dell'editto di Nizza, del 15 Febbraio 1560, col quale si proibiva a tutti i sudditi di S. A. di recarsi ad ascoltare nel Val Luserna o altrove le prediche dei ministri evangelici, sotto pena di 100 scudi, di cui la metà data al denunziatore, per la prima volta, e della galera a vita per la seconda, col quale editto cominciò contro i Valdesi la persecuzione che mise nuovamente in forse l'esistenza di quelle chiese e che ci è stata riferita con tanta abbondanza di particolari dal nostro storico nazionale, il vecchio Gilles, di cui ho seguito sinora le orme (1) e dal quale andrò ancora spigolando vari fatti relativi ai Signori di Luserna. — Come primo acconto, il conte Guglielmo ricevette in premio della sua operosità un assegno di 1000 scudi, di cui 800 da prelevarsi sul piccolo comune di Rorà, feudo della sua Casa, e il resto sui beni degli eretici abitanti nella pianura. Quindi, promulgato l'editto del 15 Febbraio, il nobile Signore raccolse una masnada di altri gentiluomini suoi pari e si mise con essi e coi suoi servi ad appostare principalmente i Valdesi che da Bibiana, Fenile e Campiglione si recavano ad udire i ministri nella Valle, e in cotal modo riuscì a farsi promettere, per il mestiere della spia da lui e dai suoi congiunti così nobilmente esercitato, parecchie migliaia di scudi, somma superiore al valore dei beni degli incolpati, di cui si erano già divisi, sulla carta, i possedimenti: però tali calcoli non riuscirono, come si vedrà in seguito, e di questa loro opera vergognosa i gentiluomini non ricavarono in ultimo che il danno e le beffe.

Nello stesso tempo i Commissari ducali Giacomello, Curbis e Provana cominciavano le loro spedizioni nei paesi limitrofi delle Valli e ritiratisi in seguito nell'Abbadia di Pinerolo, continuavano da quel sicuro rifugio a dirigere le fila della vasta trama

(1) Op. cit. pag. 117; 140-143.

nella quale speravano di soffocare l'eresia anche nelle vallate del Pellice e del Chisone. Dal canto loro i Valdesi, essendo ormai incominciata la persecuzione, si affrettavano a fare quanto stava in loro per allontanare la procella e a tal fine si rivolsero specialmente a Carlo Manfredi, già allora governatore di Mondovì, affinchè presentasse e appoggiasse con la sua autorità le lettere di giustificazione da essi scritte al duca, alla duchessa Margherita, a loro più o meno palesemente favorevole, e al Consiglio di Stato. Il Luserna non solo accettò il gravoso incarico, ma bramando conservare ai suoi sudditi la quiete religiosa, si adoperò attivamente a farla da paciere tra essi e i loro nemici e, prima d'ogni altra cosa, procurò d'impedire la venuta nelle Valli dei commissari Giacomelli e Corbis, riuscendo però solo in parte (1). Intanto erano trascorsi alcuni mesi senza che si venisse ad un accomodamento, onde, stimolata dal papa, la corte ducale volle farla finita coi Valdesi; però prima cercò un'ultima volta di persuaderli ad abiurare, inviando loro Antonio Possevino, uomo che godeva fama di grande eloquenza e sapere (2). Costui, dopo visitato Cavour e Bibiana, fece per mezzo dei feudatari e dei loro magistrati (probabilmente dei podestà) convocare i pastori in S. Giovanni: ma dalla discussione impegnata con essi non ricavò altro che la vergogna di vedersi rimbeccato a dovere in presenza degli stessi nobili i quali, dice il Gilles, si mostrarono molto spiacenti della figura da lui fatta. Fallita pertanto totalmente la sua missione, si ridusse anch'egli nell'Abbadia di Pinerolo, ove già stavano il Giacomelli ed i suoi compagni e di là poterono efficacemente con l'aiuto di più d'uno dei Luserna provvedere ad estirpare l'eresia nei Comuni della pianura.

A Campiglione, ove spadroneggiavano i Rorenghi, la maggior parte degli abitanti Valdesi fuggì; gli altri vennero incarcerati ed alcuni, per sottrarsi ai cattivi trattamenti che venivano loro inflitti, abiurarono solennemente il 5 Agosto e riebbero i beni che si erano loro confiscati; però molti, dopo qualche tempo, ritornarono alle loro antiche opinioni. — È più che probabile che anche in questo caso i feudatari fossero mossi oltre che dal fanatismo religioso anche dalla speranza d'impinguarsi a spese degli infelici sottoposti alla loro giurisdizione; onde non ci farà meraviglia se per riuscire nel loro intento ricorressero essi pure

(1) Gilles, op. cit. t. I, pag. 118-156; cfr. Rorengo, Memorie ecc. pag. 39-42 e passim.
(2) Gilles, t. I, pag. 166 e sgg.

ai raggiri ed alla frode. Uno di essi, Giov. Pietro Rorengo, volendo avere nelle sue mani i fuggiaschi, si finse loro amico e trovò modo di far loro sapere che avrebbe impetrato per essi il perdono, purchè avessero dato a lui e al Possevino una certa somma di denaro; e nello stesso tempo appostò i suoi sgherri per farli prigionieri nel luogo ove dovevano recarsi per trattare del prezzo da convenirsi: se non che, avvisati in tempo dell'inganno, ebbero il tempo di fuggire, favoriti dalla notte, sicchè per quella volta il nobile Signore rimase deluso nella sua aspettazione (1).

Da Campiglione gli inquisitori si trasferirono a Bibiana ed anche quivi furono spalleggiati validamente dai Luserna di cui il nome s'incontra spesso, e non sempre con onore, nei documenti relativi a quella missione. Così se l'uno di essi, Giacomo Manfredi, si adoperò invano, o per zelo religioso o per compassione verso un disgraziato, a far accettare dall'inquisitore l'abiura fatta da un abitante di Bibiana, Paolo delli Paoli, un altro gentiluomo, Chiaffredo Bigliore, approfittava invece dell'arresto del neo-convertito, stato condotto nelle carceri dell'abbazia di Pinerolo, per recarsi con altri individui ad abbattere la porta della sua casa, ch'essi svaligiarono completamente, frugando persino nella paglia del letto, ove rinvennero una borsa contenente 4 scudi d'oro e 5 testoni (2).

Tornato il Possevino alla Corte sul principio di Settembre, si lagnò, come è facile supporre, aspramente dei Valdesi i quali, avvisati di ciò, si affrettarono a mandare per iscritto al duca la loro giustificazione, di cui affidarono una copia a Filippo di Savoia, l'altra al conte della Trinità, incaricati di far eseguire l'editto di Nizza, e la terza a Carlo di Luserna; però questi ricorsi e l'intercessione di altri personaggi a nulla valsero e i Valdesi vennero ben tosto informati dai preparativi che si stavano facendo, come pure dalla voce pubblica, che si minacciava loro l'estrema rovina. In queste circostanze il conte Carlo mosso, dice malignamente il Rorengo (3), dall'interesse pubblico e dal proprio, fece quanto stava in lui per ovviare all'imminente sciagura, ma invano: giacchè alle sue sollecitazioni gli abitanti di Angrogna risposero inviandogli a Mondovì un'ambasciata composta

(1) Gilles, t. I, pag. 165 e sgg.

(2) V. il mio articolo: Alcuni documenti relativi alla persecuzione del 1560-61, inserito nel « Bulletin de la Société d'Histoire Vaudoise », N. 10, pag. 2-10.

(3) Op. cit. pag. 46.

delle persone più ragguardevoli del Comune, le quali, ricordando i loro antichi privilegi, gli dicessero essere impossibile obbedire agli ordini ricevuti e lo pregassero d'intercedere nuovamente in loro favore.

A questo il conte, o perchè stizzito della loro ostinatezza o per altra cagione, rispose negativamente: però promise di recarsi dal duca a patrocinare la loro causa, purchè s'impegnassero a rimandare i loro ministri e ad accogliere quelli che verrebbero loro inviati, cosa che avevano sino allora tenacemente rifiutata anche al Possevino, ben sapendo essi che con l'accettare una simile condizione, la loro religione sarebbe stata a più o meno breve scadenza sostituita dalle cerimonie del culto cattolico. Avendo essi promesso di riferire quella proposta al popolo e di mandargli fra pochi giorni il sunto delle deliberazioni prese, per mezzo del podestà Pietro Bolla di Bibiana, il quale, benchè appartenesse alla religione riformata, era molto accetto al conte Carlo, questi, dopo qualche tempo non avendo ancora ricevuto nulla, scrisse in Luserna alla vecchia madre, il 18 Ottobre, dicendole « che poichè quelli di Angrogna non gli avevano inviato la risposta promessa, la pregava di dichiarar loro in buona forma, a sua discolpa davanti a Dio e agli uomini che se non eseguivano prontamente quanto egli aveva detto ai loro deputati, la loro rovina totale era prossima e inevitabile; che in questo caso non pensassero più a rivolgersi a lui, poichè non solo non li favorirebbe, ma sarebbe costretto ad essere loro nemico ». La buona contessa Bianca, la quale aveva consumato i lunghi anni della sua vedovanza nel difendere in mezzo a guerre e traversie d'ogni genere i diritti dell'unico figlio a lei rimasto, si adoperò anche in questa occasione per appagare i suoi voti, ma i Valdesi le dichiararono « che la parola di Dio e la loro coscienza non permettevano loro di fare ciò che da essi si richiedeva ».

Frattanto il conte si era recato a Nizza per accompagnarvi, con molti altri gentiluomini, Emanuele Filiberto che veniva a stabilirsi in Piemonte: quindi, tornato a Mondovì, vi trovò la risposta della madre della quale non fu punto soddisfatto: per cui decise di venire egli stesso nelle Valli a tentare un'ultima prova. Giunto a Luserna e fatti chiamare a sè i principali abitanti d'Angrogna, si lagnò aspramente di non essere stato ascoltato e dopo aver mostrato loro come fosse già raccolto un esercito destinato ad annientarli, li pregò ancora una volta di sottomettersi, finchè erano in tempo per farlo. A queste parole, accolte

con ringraziamenti, fu risposto che si sarebbero convocati i capi di casa per venire ad una risoluzione definitiva, la quale fu « che non erano costretti ad obbedire alle persone, ma alla Parola di Dio; per cui, se piaceva a S. A. di permettere che si provvedessero d'altri pastori i quali annunziassero loro genuinamente quella Parola, avrebbero licenziato i ministri stranieri: inoltre se piaceva a S. A. di far cantar la messa nelle loro parrocchie, non lo avrebbero impedito; ma in quanto ad essi, non ci potevano andare ». Benchè fosse assai poco lieto d'una simile deliberazione, il conte se ne dovette accontentare: ma per ovviare agli inconvenienti ch'egli prevedeva sarebbero per derivarne, si credette lecito di alterare l'atto pubblico che la conteneva, in modo che risultasse essersi la gente d'Angrogna sottomessa incondizionatamente agli ordini del duca a cui mandava la copia falsificata accompagnandola, in data del 24 Ottobre 1560, con la seguente letterina:

Serenis.mo Sigr et Patrone osser.mo

Mando a V. A. la risposta ho sia risolutione fatta da miei subditi della valle de Hengrogna sopra quanto Li scrissi dal Mondeuì ultimamente per commissione di V. A. dalaqualle ho pensato mandarlli subito il presente mio a posta acio che mi mandi et comandi quanto li pare et piace si habij far in questo negotio. Et tra tanto non mancharo intender meglio le cosse et procurar come deuo il tuto a honor de Idio et satisfatione di essa V. A. come più amplamente Li dirà il sudetto lator della presente. Fra tanto cum tuta humilta Li basaro le mani pregando Dio Li doni ogni contento (1).

Però la cosa essendosi saputa, gli Angrognini reclamarono vivamente contro quella frode, fatta bensì a fin di bene, ma che avrebbe potuto danneggiare la loro libertà di coscienza, onde il conte attribuendo tale mancanza ad una svista del notaio, estensore del documento, ordinò al podestà di rimediarvi, sostituendovi nella sua integrità la deliberazione accennata. — Fallitogli quel tiro, egli cercò d'indurli almeno a nascondere i loro pastori, a pagare al duca una somma di denaro e a permettergli di far celebrare in Angrogna una messa, alla quale non sarebbero te-

(1) Archivio di Stato, lettere di particolari. Devo questa ed altre lettere di Carlo e Guglielmo di Luserna alla cortesia dell'egregio avv. Icilio Calonghi a cui son lieto di esprimere qui la mia gratitudine.

nuti di assistere; ma anche queste pretese, per quanto paressero moderate, vennero senz'altro respinte, benchè alcuni pensassero si fosse potuto fare qualche cosa a tale riguardo e benchè lo si ringraziasse della cura ch'egli aveva mostrata per la salvezza dei suoi sudditi: per la qual cosa egli si ritirò malcontento e nello stesso tempo dolente della sorte che prevedeva dover essere riservata ai Valdesi e se ne ritornò al suo governo di Mondovì.

In questa sua opera di pacificazione, purtroppo fallita, può darsi sia stato guidato in parte, come osservò il Rorengo, dal proprio interesse; però questo non basta a darci ragione dell'attività da lui spiegata in favore degli oppressi, allorchè ciò poteva non solo attirare sul suo capo i fulmini della Chiesa, ma anche alienargli l'animo del duca, omai irritato nel vedere che un pugno di montanari osava impunemente sfidare la sua collera, col resistere ai suoi ordini. Bisogna quindi ritenere che oltre che dal suo interesse egli fosse guidato da un mirabile spirito di equità e di tolleranza religiosa, che fa uno strano contrasto coi sentimenti manifestati da quasi tutti i cattolici d'allora e, forse, anche d'altri tempi e con la stessa condotta del duca e della maggior parte dei gentiluomini della Valle, cui l'interesse proprio, per continuare a parlare col Rorengo, consigliava invece di tormentare e spogliare in mille modi i loro infelici sudditi; basti in proposito citare il già ricordato conte Guglielmo il quale, in data del 24 Ottobre 1560 (1) scriveva al sovrano di fare imprigionare i ministri e di far costruire due forti, l'uno all'entrata, l'altro all'uscita della Valle, la quale venisse così a essere presa tra due fuochi; consiglio seguito solo in parte con la fabbricazione di quel forte di Mirabocco destinato ad impedire le comunicazioni dei Valdesi coi loro fratelli d'oltr'Alpe, il quale pesò

(1) Ecco la lettera diretta Al Serenissimo Sr mio patrono obseruandissimo il Sr Ducha di Sauoja.

Serenissimo Sr nostro obser.mo. Per che li di Engronia fano voce di voler essere obedienti a sua A sarebbe bono et perpetuo beneffitio li fosse fato comandamento: Dovessero pigliar li ministri et darli a chi piazera sua A. Domane debe qua ritrouarsi Monsignor di la trinita secondo mi dise dominica in cuneo et si provedera al tuto per beneffitio di sua A. Vedo che vno forte non basta et ne bisognarebe doi et li mostraro a Monsignor di la trinita. E uno starebe bene al passo et laltro ala pianura di manera che la valle restarebe in mezo: bisognarebe ci fosse vno ingegniero. Et con questo humilmente li bascio le mani. Da bubiana a li 24 di otobrio dil 60. — Di Sua A. — fidelissimo vassallo et subdito — Guglielmo di Luserna. — Questa lettera (A. di Stato, loc. cit:) fu già veduta dal Muston, il quale (Israël des Alpes, Paris, Bonhoure 1880, t. I, p. 311) la crede, per una strana svista, diretta al duca Carlo III, morto da parecchi anni.

per tanti secoli sul collo dei nostri padri. A chi dunque consideri spassionatamente l'azione sua in quei frangenti, parrà sempre più degna di ammirazione la figura di quell'uomo, ora guerriero, ora diplomatico, ma sempre leale ed onesto, e la parte da lui presa nelle guerre coi Valdesi non parrà meno degna di lode, benchè sotto un altro aspetto, di quella avuta nella difesa dello Stato.

Partito il Luserna, il conte della Trinità, che già si trovava nel vicinato, entrò il 1° Novembre nella Valle col suo esercito e si dispose ad estirparvi l'eresia col ferro e col fuoco; però l'impresa gli riuscì più malagevole di quanto non avrebbe creduto, e la guerra combattutasi con varia fortuna durante parecchi mesi ebbe fine con la pace di Cavour, conclusa il 5 Maggio 1561, in cui i Valdesi ebbero confermati da Filippo di Savoia tutti i loro privilegi. Non è compito mio riandare tutte le fasi di quell'epica lotta in cui un pugno di gente, forte del suo buon diritto, seppe far fronte alle masnade di ladroni assoldate, in nome della fede cattolica, dal conte della Trinità: mi contenterò solo di andare spigolando, come ho fatto sin qui, le notizie che in essa si riferiscono ai Luserna.

Alla Torre fu riattato alla meglio il loro castello che servì insieme con le case circostanti ad alloggiare un forte presidio comandato da Giuseppe Bauster, e che divenne in seguito il nido sicuro da cui si sguinzagliavano nelle campagne vicine soldati rotti ad ogni vizio, che tornavano quasi sempre carichi di bottino e si trascinavano dietro prigionieri gli abitanti. Al Villar, il palazzo di Casa piana, appartenente ai Rorenghi, fu da essi stessi fortificato (1), e la guarnigione che vi si collocò si adoperò anch'essa efficacemente nella guerra contro gli eretici. — Dopo un primo assalto, riuscito vano, il conte della Trinità sperando riuscir meglio coll'inganno che con la forza, mandò a quei di Angrogna il conte Marco Rorengo della Torre, avo dello storico Marco Aurelio, il quale insieme col segretario Cristoforo Gastaldo, indusse gli abitanti a spedire a Luserna quattro delegati per venire ad un accordo; ma siccome quello non era che un tranello per sorprenderli alla sprovveduta, non si concluse nulla (2).— In quanto a Carlo Manfredi, si era, come vedemmo, ritirato nel suo governo di Mondovì ed è poco probabile che avesse il tempo

(1) Rorengo, p. 47, Gilles p. 197.
(2) Gilles p. 201 e sgg. Rorengo p. 48.

o la volontà di occuparsi dei suoi sudditi con lo stesso zelo di prima; però essi non si dimenticavano di lui ed una copia della supplica al duca, concordata nel tempio di Angrogna e recata quindi senz'alcun frutto a Vercelli, ove risiedeva allora la Corte, venne subito inviata in Luserna alla vecchia madre di lui, contessa Bianca Vagnone (1).

Fallita completamente la loro missione e ritornati i delegati sui primi del Gennaio 1561, i Valdesi già esasperati dalle angherie sofferte e a cui non rimaneva altra prospettiva che l'abiura o il carcere e il rogo, si riunirono a Bobbio, rinnovarono l'antica alleanza coi loro fratelli del Val Chisone e, respinta una colonna di assalitori, piombarono sul castello del Villar ove con parte dei fuggiaschi si erano ricoverati alcuni gentiluomini, probabilmente Bigliori e Rorenghi, venuti per procurare la conversione dei loro sudditi. Benchè questi ultimi fossero sprovveduti di cannoni, senza i quali l'impresa pareva disperata, cominciarono tosto l'assedio con una foga straordinaria, valendosi di balestre e di altri ordigni atti a scagliar pietre e, avvicinatisi alle mura, tentarono di smantellarle con le mine. Nello stesso tempo, occupate e merlate le case vicine, se ne servivano per far piovere sulla fortezza una grandine di palle: onde, respinti i soldati inviati in loro aiuto dalla guarnigione della Torre, i difensori cui mancavano i viveri e specialmente l'acqua ch'essi dovettero sostituire col vino per impastare il pane, furono ben presto costretti a venire a patti, che furono negoziati dai gentiluomini, e uscirono con gli onori della guerra, dopo un assedio di dieci giorni, allorquando già si avvicinava col suo esercito il conte della Trinità, venuto troppo tardi per soccorrerli. Partiti costoro, i Valdesi diedero subito opera a disfare l'esecrato castello che spianarono sin dalle fondamenta e che da quel tempo non risorse mai più (2).

Questo ed altri fatti di simil genere dovettero inasprire maggiormente gli animi dei nobili che non solo si vedevano sfuggire dalle mani ogni autorità, ma venivano danneggiati nei loro averi, per cui non ci farà meraviglia si siano, almeno per la maggior parte, uniti alle milizie del conte della Trinità: però altri assalti al Comune di Angrogna essendo, come al solito, riusciti vani, due di essi di cui ignoriamo il nome, si prestarono nuovamente a far da ambasciatori per indurre i Valdesi ad un ac-

(1) Gilles p. 207.
(2) Gilles p. 229-32. Rorengo p. 53-54.

comodamento (1): ma per allora non si concluse nulla e fu solo dopo una guerra di sette mesi che si venne al tanto agognato trattato di Cavour, in cui questi furono bensì obbligati a domandar perdono per le colpe che potevano aver commesse col prendere le armi, tanto contro S. A., quanto contro i Signori della Valle, ma non ebbero da pagare alcuna multa e tornarono a godere delle loro solite franchigie ed immunità: sicchè coloro d'infra i Luserna che, come Guglielmo Rorengo, s'erano buttati in quei torbidi con la speranza di ricavarne lauti guadagni, non solo non ottennero nulla, ma ebbero a patire danni gravissimi e perdettero oltre al castello del Villar, anche quello della Torre, che da quel tempo venne sempre occupato da una guarnigione ducale e diventò residenza d'un governatore col quale ebbero in seguito aspre contese.

Non è però da credersi che si siano rassegnati di buon grado a lasciarsi sfuggire la preda lungamente agognata; anzi dispiace vedere tra i sollecitatori anche il conte Carlo Manfredi, che subito dopo conclusa la pace, si lagnava vi fosse chi credesse potere impunemente disporre dei beni confiscati ad alcuni suoi sudditi di Angrogna i quali, *attento notissimo crimine heresis*, dovevano invece appartenere a lui, loro Signore immediato, e domandava quindi gli venissero concessi; il che avvenne senza dubbio in seguito ad un ordine del 12 Maggio 1561, col quale Emanuele Filiberto ordinava ai suoi Commissari Cassiano del Pozzo, Giorgio Provana e Pierino Belli di provvedere secondo giustizia intorno alle cose richieste dal suo bene diletto e fedele consigliere e ciambellano, governatore di Monteregale (2).

Un mese dopo una grave sventura lo colse, la morte della madre Bianca, la quale sin dal 1559 era tornata a Luserna ove aveva, durante l'assenza del figlio, continuato a curare gl'interessi della Casa: però gl'infiniti travagli sofferti durante circa quarant'anni di vedovanza e l'età avanzata avevano finito per logorare la fibra di quella donna veramente mirabile per coraggio ed abnegazione, onde passeggiando essa un giorno nel suo verziere, mentre pregava, venne colpita da apoplessia e trasportata nel suo palazzo più non potè parlare e dopo quattro giorni, il dì e l'ora del suo natalizio, morì, non senza aver avuto la consolazione di vedere un'ultima volta il figlio, venuto in fretta

(1) Gilles p. 260.

(2) Arch. di Luserna, m. 78. Atti diversi, n. 3.

a cavallo da Mondovì. La sua salma venne in seguito trasferita in Torino e ivi tumulata nella chiesa di S. Giovanni, insieme con quella della madre, Lodovica Vagnone, morta in Luserna nel 1553, e con quella del marito, Presidente Giovanni Manfredi (1).

CAPITOLO IV.

Carlo Manfredi Governatore di Mondovì. — Sue relazioni con Emanuele Filiberto. — Sua morte. — Altri membri del Casato, specialmente Bigliori e Rorenghi. — Decadimento di alcuni di essi. — Venuta al Villar dei Signori della Torre di Saluzzo. — Nuove aggiunte agli Statuti di Luserna. — Relazioni del Comune coi Signori. — I figli di Carlo Manfredi. — Loro vicende. — Liti col Castrocaro e fine di costui. — Carlo Francesco Manfredi. — Suo matrimonio. — Cariche e pensioni da lui ottenute.

Dopo la morte della madre, Carlo di Luserna dovette ben tosto ritornare a Mondovì, ove lo chiamavano le cure del suo importante governo a cui si aggiungevano sempre nuove incombenze, attribuitegli dalla benevolenza del suo sovrano, il quale in quel periodo era venuto nella determinazione di trasferire in quella città l'Università degli Studi, a ciò indotto oltre che dalla salubrità dell'aria, dalla bellezza delle case, dalla fertilità del suolo e dalle preghiere degli abitanti, anche dall'intercessione del Cancelliere Giov. Tommaso Langosco, conte di Stroppiana e da quella dello stesso conte Carlo (2). Ciò fatto, a rialzare le sorti dell'Accademia che aveva avuto sino allora una esistenza così fortunosa, il duca ne nominava riformatori, il 28 marzo 1561, Giov. Tommaso Langosco, Giacomo Solfo, Consigliere di Stato e Presidente della Camera dei Conti, Antonio Tesauro, consigliere e protomedico ducale, Giorgio Castruccio, dottore in leggi e Carlo di Luserna « dandoli autorità et possanza di nominare lettori li quali li *parrebbero* dotti et sufficienti a legere nelle scientie tutte predette (teologia, medicina, filosofia ecc.) et bidelli et proueder a le altre cose pertinenti a le letture et generalmente con tutta la ampla possanza, honori, prerogatiue, preminenze, emolumenti, stipendii, comodità et carichi quali goldono et hanno i riforma-

(1) Garola op. cit. pag. 19 e sgg.

(2) Decreto delli 8 dicembre 1560. V. Vallauri, op. cit. t. I, pag. 154, e 346 e sgg.

tori... di altre accademie, studii et università d'Italia et specialmente dil studio Padoano (1)», a cui traevano in quel tempo in gran numero gli studenti piemontesi ed ove aveva insegnato nei suoi begli anni il nostro riformatore.

Quale sia stata l'opera sua in quella nuova carica, non sappiamo; è però lecito supporre che, visti i suoi precedenti e la sua cultura, abbia anch'egli contribuito a richiamare in onore gli studi in Piemonte. Nè si contentò di questo, giacchè l'anno seguente (30 Giugno 1562) entrava a far parte d'una Società avente per iscopo di agevolare la fondazione in Mondovì d'una tipografia diretta da Lorenzo Torrentino, venuto ad esercitare l'arte sua sotto gli auspici di Emanuele Filiberto, il primo dei membri di quella associazione: gli altri erano i riformatori Carlo di Luserna e Giorgio Castrucci, il medico Giovanni Argentiero, lettor ordinario teorico nella prima cattedra della sera, Aleramo del Ponte, Giorgio della Vivalda, Daniele Stoppero, Giov. Francesco de' Maestri, Lazzaro Dongello, Sebastiano Rossotto e Francesco Zucco, tutti cittadini di Mondovì. Occorrendo denari per l'impianto della tipografia, questo doveva venire fornito dai soci in ragione di un terzo dal duca e di due terzi dagli altri, con l'obbligo al Torrentino di mantenere due torchi, di cui la spesa veniva calcolata a circa 1500 scudi annui. Si prestavano inoltre allo stampatore 300 scudi, da restituirsi in tre anni, periodo stabilito per la durata della Società, i cui membri, prima di rinnovare o rescindere il contratto, dovevano dividere gli utili in tre parti uguali da assegnarsi, una al Torrentino, mentre le due altre sommate verrebbero nuovamente divise in tre porzioni, delle quali una spettasse al duca, rappresentato dal Luserna, e il rimanente agli altri. Lo stampatore godeva poi della proprietà letteraria delle opere da lui pubblicate, ch'egli solo aveva il privilegio di vendere nello Stato (2).

Al denaro ch'egli potè ricavare da simili incarichi e dal suo stipendio di governatore, si aggiungevano per il Luserna altre fonti di guadagno, dovute alla benevolenza del suo principe, giacchè oltre alle pensioni vedute altrove, ne ottenne, il 1° Luglio 1561, una di 300 scudi, senza contarne altri 6000 da pagarglisi in tre anni, per i servigi da lui prestati, ed una nuova pensione

---

(1) A. di Luserna. m. 7. Patenti e concessioni ecc. n. 16 e 17. cfr. Vallauri, op. cit. pag. 181-182.

(2) Arch. di Lus. m. 35, transazioni, convenzioni ecc.

di 1000 scudi, avuta più tardi per la sua giubilazione (1). Inoltre, come abbiamo veduto, godeva già sin dal 1559 della carica di Soprintendente generale delle miniere, in cui pare si segnalasse tanto da meritare gli fossero, il 15 luglio 1561, concesse in albergamento tutte le miniere dello Stato, salvo quelle d'oro situate in Val di Stura e in San Dalmazzo, a cui si aggiunsero, il 16 maggio 1563, tutte le miniere delle valli di Luserna e San Martino, ch'egli poteva far lavorare per conto proprio senz'alcun obbligo (2), e l'11 maggio 1564, quelle di ferro e di azale (metallo a me ignoto) che si trovavano nel territorio di Barcellonetta e Miolans: però per queste ultime doveva somministrare al duca per un mezzo reale di meno al rubbo di quanto le avrebbe pagate altrove, le palle che gli occorrevano per la contea di Nizza, ove si trovavano le suddette località. In seguito, visti i grandi servigi del Luserna e le ingenti spese da lui sopportate nel ritrovar nuove miniere, fra cui alcune in Val di Blora « perfettissime d'arame quali *contenevano* non solamente qualche parte d'argento, ma anche, dice ingenuamente l'estensore del diploma in questione, per la gratia d'Iddio un poco d'oro », Emanuele Filiberto cedeva ed infeudava a lui ed ai suoi eredi e successori, con facoltà di disporne a loro talento, tutte le miniere dello Stato, riservandosi solo in segno di superiorità « una nidata di sparauieri ch'al manco *hauesse* un sparauiero (nel qual caso la nidiata veniva, come si vede, ridotta ai minimi termini) et un moschetto insieme », i quali oggetti dovevano venir presentati ogni anno durante il mese di giugno, sotto pena di 100 scudi annui e della perdita del privilegio, quando tale strana presentazione, la quale si protrasse almeno fino verso il 1630, non si fosse fatta per tre anni consecutivi (3).

Nello stesso tempo il Luserna non tralasciava le altre varie occupazioni inerenti al suo ufficio di governatore e le poche lettere da lui inviate al suo sovrano ci mostrano come cercasse di tutelarne gli interessi in tutti i rami della sua amministrazione: così in una lettera da Mondovì, del 3 settembre 1564, dopo aver esposto i desideri del Consiglio e del Capitolo dei Canonici, i quali concordemente domandavano si nominasse loro vescovo il P. Giustiniano, mentre pare che il principe propendesse ad assegnare tale

(1) Arch. di Lus. m. 7, patenti e concessioni ecc.
(2) id. id. m. 124, miniere.
(3) id. id. m. 7. patenti ecc. Originale su pergamena.

dignità al P. Spinola, viene a parlare dei provvedimenti da lui presi contro la peste che cominciava a serpeggiare in Italia, e se le misure da lui adottate non corrispondono alle esigenze della scienza moderna e troppo si risentono dell'ambiente in cui viveva, lo mostrano però non sprovveduto di criterio. Scrive egli infatti « che già molti giorni sono che si continuano le processioni in questa città, et altre diuotioni per placar l'ira dell'onnipotente Iddio, et massimamente per il caso della peste, nel quale non si manca quà di metter tutte le prouisioni humane con ogni diligenza per potersi conservar sani, e per Dio gratia sino a quest'hora in niuna di queste parti vi è suspittione alcuna di cosa mala, e tuttavia siamo appresso di serrar li luoghi smantellati per Francesi per modo di prouisione solamente, à tal che non si possi entrar nella Città, saluo per le porte, dove gli sono bonissime guardie ». Appresso, tornando al suo argomento prediletto, fa sapere al duca che non avendo voluto, secondo l'obbligo suo, il Salinero fornirgli i denari occorrenti per le miniere della Bollina, ha dovuto supplire del suo, « parte, dice egli, con l'hauer impegnate le catene di mia consorte, parte con dinari imprendati a Sauona all'interesse, acciò non si cessasse nel negotio di dette miniere; nelle quali tuttavia si lavora gagliardamente da' Todeschi, e le minere van più presto augomentando, che altramente. Però questi Todeschi ad ogni hora mi sono alli fianchi, et ancora auvanti hieri mi è bisognato da quà mandarli sin il grano, che hanno da vivere, et li di lo paese non gli vogliono più dar cosa alcuna a credito ». Supplica quindi il duca a volergli mandare la somma occorrente, perchè altrimenti avendo egli « poco modo di tratener la sua famiglia » non potrebbe più oltre provvedere il vitto a quei Tedeschi, i quali « come sà V. A. non vogliono parole », e lo informa avere egli trovato un'altra buona miniera, che spera fargli vedere fra breve. In seguito, dopo aver constatato che quelle popolazioni così riottose continuano a mantenersi quiete, per timore del castigo, aggiunge in un foglio intercalare, da buon diplomatico, alcune notizie le quali, benchè non si riferiscano al suo governo, pure potranno riuscire utili al suo sovrano; e fra le altre cose gli fa sapere che avendo in quel tempo i Genovesi mandato in Corsica tre galere cariche di munizioni, due di esse sono state catturate da Sampiero da Bastelica (ch'egli chiama San Pietro Corso), con sei galeote e che parte dell'equipaggio rifugiatosi sulla nave capitana è riuscito a tornare a Genova: lo informa pure della venuta

nei dintorni di Millesimo del Marchese del Finale, il quale aveva l'intenzione di arrolarvi soldati per ingrossare l'esercito di 6 o 700 uomini, con cui intendeva ridurre all'obbedienza le terre che gli si erano ribellate, e soggiunge che tale assoldamento gli è stato proibito; lo avvisa infine della condizione disagiata in cui si trova il conte di Millesimo, ridotto a mal partito dalla ribellione dei suoi sudditi e quasi costretto a prestare omaggio a Milano o al Monferrato: per cui, vista l'importanza strategica di quel minuscolo Stato, confinante con quelli di Genova, di Milano, del Monferrato e di Savoia, esorta il duca ad approfittare delle favorevoli disposizioni dimostrate dal conte, per attirarlo in qualche modo al suo servizio.

In altra lettera del 26 agosto 1565, scritta dai bagni di Vinadio, ove il Luserna si trovava ammalato, presenta e raccomanda al duca Giacomo Menocca (1), già da quattro anni lettore nell'Università monregalese, il quale si recava a Corte per offrire alla duchessa un'opera ch'egli le aveva dedicato e di cui ignoriamo il titolo: fa di lui molti elogi ed ha cura di notare non aver egli « dato fastidio alcuno a S. A., come qualche altri hanno fatto », il che ci mostra come non tutti i professori di quel tempo sapessero comportarsi come la loro condizione avrebbe richiesto. — Per alcuni anni non abbiamo più lettere del Luserna: solo ci rimangono alcune notizie le quali ci lasciano credere che l'ultimo periodo della sua vita non sia stato quale egli avrebbe potuto augurarsi. Gli anni e forse anche più gli strapazzi, dovevano aver logorato la sua salute, onde sin dall'8 aprile 1566 faceva il suo testamento in cui istituiva suo erede universale il figlio maggiore Carlo Francesco, con l'obbligo di provvedere al rimanente della famiglia (2). Nello stesso tempo continuava a litigar col Comune di Luserna, il quale pretendendosi danneggiato per essere stato da lui spogliato, sin dal 26 marzo 1561, dei « molini et ingegni di far olio, segar alberi e pistar canapa », riuscì a farlo condannare con sentenza ducale delli 8 novembre 1566 ad una multa di 25 lire, coll'aggiunta di 129 lire, 15 soldi e 10 denari per il risarcimento dei danni (3).

---

(1) Arch. di Stato, loc. cit. Giacomo Menochio, pavese, illustre legista, insegnò in patria, a Mondovì, a Padova, a Pavia: venne poi creato da Filippo II senatore e presidente del magistrato straordinario in Milano, e fu chiamato quale professore a Mondovì, dietro suggerimento di Giov. Argenterio, illustre medico di Chieri, V. Vallauri, op. cit. pag. 162.

(2) Archivio Camerale, Sommario a stampa ecc. — cfr. Arch. di Lus. consegnamenti.

(3) Arch. del Comune di Luserna, n. 820. Suppliche e decreti... dell'anno 1563-1569.

Queste ed altre noie che non conosciamo, dovevano a poco a poco aver fiaccato la fibra gagliarda del vecchio guerriero: onde dopo alcuni altri anni passati al governo di Mondovì, sentendosi venir meno le forze, finì per chiedere al duca di essere esonerato da quella carica, ch'egli sentiva di non poter più disimpegnare. Ecco quanto gli scriveva in proposito, probabilmente in data delli 8 Luglio 1569: « Si come sempre fui, sono presto de star ho andar al Mondeui et altrove doue et quando mi sara da V. A. comandato. Perho, conoscendo io quanto sia richiesto et conueniente per seruitio di quella et beneficio di essa cita, che il gouernator ui faccia continua residenza Et considerandomi da hora auanti molto mal atto a cio fare, si per la eta nella qual mi trouo pocho accomodata alle fatighe, come ancho per la indispositione mia per causa di qualle mi bisogna ogni ano andar alli bagni, et molte volte star in letto inutilmente, non solamente exhortaro, ma insieme suplicaro V. A. restar seruita proueder di altro gouernator a quella cita. Et a cioche la non habii credere che cio dica ad altro fine che per li sudetti miei impedimenti, mi oferisco di presente, quando cussi piacia a quella, quando non possa andar a cavallo, farmi portar al detto Mondeui, per aquietar alquanto quelli tanti mouimenti, perinsino che V. A. ritornata dal suo uiagio di Savoya, habii commodita deputar il successor mio in quel loco. Suplicandolla che alhora io possa venir richiederlli bona licentia, Et che tra tanto durano li caldi mi sia lecito andar, per otto giorni ho diece, alli bagni per ristorarmi da questa mia infirmita (1) ».

In seguito a questa lettera, la quale ci rivela uno scoraggiamento profondo, cagionato da dolori fisici e forse anche morali, il duca dovette concedere al suo vecchio e fedele servitore quanto questi desiderava, onde il Luserna, ritiratosi in casa potè alfine sperare di godere quella pace ch'egli non aveva avuta sino allora. Di lì scrisse ancora, il 12 Maggio 1572, al duca per raccomandargli il capitano savoiardo Pietro Turrel, che si era specialmente segnalato nella difesa di Cuneo, e più tardi, il 22 Giugno, gli annunziava avergli mandato la sua consorte, per ottenere la conferma dell'albergamento delle miniere di San Martino che gli

---

(1) Archivio di Stato, loc. cit. Di quest'ultima lettera manca la data, indicata solo esteriormente con carattere diverso.

erano state concesse sin dall'anno precedente (1); però è poco probabile vedesse la fine di quel negozio, poichè ammalatosi di pleurite (2), moriva il 16 Novembre 1572, in età di 64 anni. — Egli fu senza dubbio uno dei personaggi più ragguardevoli della piccola Corte piemontese durante il secolo XVI°, e lo dimostrano le varie cariche che meritò non meno per il suo coraggio in guerra che per l'accortezza manifestata nei maneggi diplomatici. In quanto ai Valdesi, la sua memoria deve essere conservata tra di loro con riverente affetto, giacchè in tempi di superstizione e di fanatica intolleranza non solo non li osteggiò, ma cercò, per quanto le circostanze lo permettevano, di venir loro in aiuto. Questo suo nobile e pur così raro esempio servì senza dubbio di stimolo ai due suoi figli, di cui il nome venne ricordato con riconoscenza dallo storico nazionale dei Valdesi, il vecchio Gilles, e di cui dovrò anch'io ritessere le vicende. Però prima di farlo, converrà io mi accinga un'altra volta a raccogliere brevemente quel poco che ci è rimasto intorno ad altri membri del Casato.

A questo proposito, mancano quasi completemente le notizie e all'infuori del famigerato conte Guglielmo, non abbiamo, si può dire, se non un'arida filza di nomi ricavati dagl'innumerevoli consegnamenti, affrancamenti o investiture conservati negli Archivi di Stato, in quelli di Luserna e altrove, i quali non hanno per lo più alcun interesse storico, non fanno che ricantare le medesime formole e potranno solo servire per la genealogia della famiglia. — Per quanto concerne i Manfredi, già si è detto abbastanza: ricordiamo solo che uno di essi, Giacomo, figlio di Michele e zio del presidente Giovanni, possedette molti beni, specialmente a Bibiana, i quali alla sua morte finirono per passare ai suoi parenti. I Bigliori, sparsi a S. Giorgio e a Bobbio, fecero anch'essi parlare assai poco di sè e furono certamente i

(1) Ecco la lettera. « Non podendo io per mia indispositione andar come desiderauo basiar le mani a V. A. Ho pensato mandarli mia consorte per solicitar anchora certi mei negotii supplicando quella si degni hauer le cose mie in suoa buona comendatione. Et perche hor fa l'anno, piaque a V. A. contentarsi d'albergarmi le miniere di santo martino con facoltà d'accompagnare altri per farli lauorare, Il che però dappoi la mia partita non hebbe effetto per causa che V. A. supersedete a sottoscriuere esso albergamento in modo che non he poi più stato raggionato di tal cosa sino al presente. Di nuouo sono solicitato da quelli che voleuano entrar per compagni d'intender sopra ciò la delliberatione d'essa V. A. Per il che ho pensato supplicarla resti seruita di comandarmi il suo buon piacere di quel che la intende che si faci in questo negotio...

Da Lucerna li XXII di giugno MDLXXII. Arch. di Stato, lettere di Particolari a. 1572.

(2) V. Garola, loc. cit.

primi che o per povertà o per altre ragioni rinunziarono, almeno in parte, alle loro pretese nobiliari per esercitare varie professioni meno onorevoli, ma più lucrose. Così sin dal 1495 uno di essi, Michele di S. Giorgio (1), era mercante di panni in Luserna: nel 1533 Giovanni Bigliore di Bobbio era stabilito a Bibiana, come notaio, e vi rogava una transazione tra i Manfredi e gli abitanti di quel Comune (2). Più tardi ancora, nell'affrancamento del 1578, concesso da Carlo Francesco ed Emanuele Filiberto Manfredi, Giovanni Bigliore della Rua (da una borgata ove si era trapiantato un ramo della famiglia, divenuto in seguito plebeo e valdese) figurava tra i Sindaci di Bobbio (3), e più tardi ancora, nel 1599, Francesco Bigliore era anch'egli notaio e veniva incaricato di collazionare gli antichi trattati conclusi col Val Queyras. Un altro Francesco nel 1554 faceva l'esattore del comune di Luserna, mentre Chiaffredo, figlio di Giorgio Bigliore, entrava nell'esercito e moriva alfiere ducale nel castello di Nizza, il 21 Luglio 1560 (4). Altri finalmente, come Bartolomeo e Maddalena, fratello e sorella del precedente, entravano negli ordini ecclesiastici e morivano l'uno francescano, l'altra monaca ed un loro parente, Francesco de Laia, dell'ordine dei Servi, diventava nel 1544 priore del convento di Luserna (5).

È naturale che in ciò avessero a compagni i Rorenghi, sempre stati ligi alla Chiesa: per cui, oltre a quelli già ricordati, troviamo, nel 1550, uno di essi, Girolamo, ascritto tra i Serviti, e nel 1561 un altro Girolamo (se pure non è il medesimo) divenuto priore di Barge (6); però la maggior parte dovette starsene paga del dolce far niente a cui si era omai, per lungo volgere di secoli, abituata, e di essa non ci rimane quasi alcuna notizia. Ricordiamone solo uno, Ettore Rorengo di Casapiana, il quale con testamento del 29 Marzo 1546 (7), ordinava lo si sepellisse nella chiesa di S. Maurizio del Villar, col suffragio di 50 messe: sta-

---

(1) nipote di Bartolomeo II. V. Alb. geneal. cit.

(2) V. Muston, Pièces et mss. relatifs aux Vaudois.

(3) id. Recherches sur l'histoire des Vaudois, MS. T.

(4) Alb. geneal. cit.

(5) Garola, op. cit.

(6) id. id.

(7) redatto in domo plana, videlicet in quadam camera bassa palacii quondam... domini Aymonis de Rorenchis. A. di Stato. Prov. di Pinerolo, mazzo 10. Rogato da Giov. Bigliore di Bobbio.

biliva pure gli si celebrassero per otto giorni le esequie a cui dovevano intervenire nientemeno che 50 preti, il che dimostra quanto costoro fossero allora numerosi nella Valle, e ciò malgrado la guerra che si pretendeva fosse loro mossa dai Valdesi. Inoltre lasciava alla Cappella del Villar 25 e alla locale confraternita dello Spirito Santo 10 fiorini, senza contare altre spese per le elemosine e la luminaria da farsi ai suoi funerali. Alla moglie Margherita assegnava la dote e vari oggetti, fra cui tutte le sue vesti e panni di lana e tutti i suoi gioielli (1) e alcuni poderi situati nella regione di S. Cristoforo: alle figlie Camilla e Anna 400 scudi d'oro ciascuna, oltre al fardello, quando venissero a prender marito: a Giovanni, suo figlio naturale, 500 fiorini, se prendesse moglie col consenso dei parenti: alla sorella Franceschina, monaca di Santa Chiara di Monreale, 10 scudi d'oro e 10 fiorini a Marco (Albertengo) di Bagnolo. Istituiva poi erede universale il figlio Cesare minorenne, sotto la tutela della madre e dello zio, Peirone Rorengo.

Questo testamento parrebbe accennare ad un notevole grado di prosperità in cui si dovessero anche allora trovare i Rorenghi: ma se riflettiamo al frazionamento sempre crescente della loro Casa, all'introduzione nei loro feudi di altri nobili, fra cui per il Comune di Rorà i Della Riva di Fenile (2), alle guerre continue coi Francesi e coi Valdesi, i quali finirono con lo spianare il palazzo del Villar, ci persuaderemo facilmente che il fasto di costoro non serviva omai più in molti casi che ad inorpellarne l'incalzante miseria (3). Non ci farà quindi meraviglia l'incontrare certi atti, come quello del 13 Maggio 1567, in cui Costanzo Rorengo di Campiglione si rivolgeva alla Corte dei Conti, alla quale esponeva essere egli molto indebitato, dovendo fra l'altre cose pagare la dote della sorella, valutata a circa 1000 scudi, per i quali, in seguito a condanna, si era « contro di lui cominciato procedere all'esecutione », oltre a 600 scudi dovuti a Pietro Bolla di Bibiana e a molte somme dovute a varie altre persone: onde « per leuarsi tali debiti dalle spalle » supplicava gli si permettesse di alienare a Carlo Manfredi i beni posseduti in Campiglione, il che gli veniva benevolmente concesso da Emanuele Filiberto (4).

(1) o giocattoli. Il testam. dice iocalia.

(2) Archiv. di Rorà, a. 1531, 49, 60; Vendita dell'8.a parte di Rorà o investiture a favore del Collaterale Antonio della Riva: estr. dal sig. G. D. A. Hugon, pastore.

(3) cfr. le molte vendite fatte a Carlo Manfredi tra il 1559 e il 1570. Arch. di Lus. m. 26.

(4) Arch. di Lus. m. 101, n. 15. Suppliche ecc.

Nello stesso tempo, per la morte dei due cugini, Tommaso (1) e Peirone Rorenghi (2) veniva ad estinguersi il ramo di Casapiana, i cui feudi passavano nelle mani di Scipione e Francesco della Torre di Saluzzo, discendenti dai celebri Torriani di Milano, i quali avevano sposato rispettivamente Leonora e Maddalena, figlie dei due defunti Signori (3), onde acquistarono ben presto notevole importanza nella Valle: anzi fu all'ultimo di essi che l'abate di Staffarda dopo lunghissime liti con vari Comuni, i quali si erano abituati a mandare impunemente il loro bestiame a pascolare sulle alpi del Val Guicciardo, finì per vendere le sue ragioni sul territorio contestato: ed alla sua volta il Della Torre, avuto il parere di parecchi arbitri, tra cui Carlo Francesco Manfredi, cedeva il 14 Febbraio 1588 ai rappresentanti dei Comuni i beni comprati, mediante la somma di 740 scudi (di fiorini otto l'uno), da pagarsi in due anni (4). Lo stesso Francesco aveva già sin dal 1575 comprato da Michele Rorengo la giurisdizione del Villar e Bobbio, la seconda parte di Casapiana ed una porzione di Bibiana, per la somma di 300 scudi (5), ed i suoi eredi continuarono ad abitare nella Valle per parecchio tempo, trovandosi ad es. memoria di Francesco della Torre di Saluzzo, il quale nel 1658, venuto a Luserna, vi mandava a chiamare, dietro incarico della duchessa Maria Cristina e del proprio cugino, Marchese di Pianezza, il ministro valdese Giov. Léger, per cercare di ammansirlo (6). Alla stessa famiglia appartenne pure quel Giacinto della Torre, conte di Luserna e Valle, il quale, nato in Saluzzo nel 1747, fu nel 1790 eletto arcivescovo di Sassari, nel 1805 vescovo di Acqui ed infine arcivescovo di Torino, ove morì nel 1814 (7).

Intanto i Comuni della vallata si erano andati man mano sviluppando ed avevano ottenuto sin dal 10 Gennaio 1561 da Emanuele Filiberto la conferma di tutte le franchigie largite nel 1448 da Lodovico di Savoia e confermate da lui nel 1452, da Amedeo IX

---

(1) figlio di Claudio, dott. in leggi: m. nel 1560

(2) figlio di Giacomo: m. nel 1565.

(3) Arch. di Lus. m. 111, n. 36: m. 17. consegnamento del 25 nov. 1573 e passim.

(4) Arch. camer. m. 15. atto lunghissimo, con varie omissioni. I delegati dei Comuni erano Giov. Andrea Bolla e Bartolomeo Barberis di Bibiana, Giov. Appia della Torre, Pietro Raymondo di Bobbio, Giacomo Antonio Bosio di Luserna, Martino de Martina della Torre. Stefano Baudoyra di Campiglione, Giov. Rosso del Villar e Giov. Odino d'Angrogna.

(5) Arch. di Luserna, m. 26. n. 89.

(6) Léger, Histoire générale des églises évangéliques des Valées du Piémont, Leyde 1669 t. II, pag. 367.

(7) Meyranesio, Pedemontium Sacrum, nei Mon. Hist. Patr. Script. t. IV, col. 1717.

nel 1466, dalla duchessa Iolanda nel 1473, da Filiberto II nel 1499 e da Carlo III (II) nel 1509, per cui, pagando essi il dazio di Susa istituito dal duca, venivano a godere piena libertà di commercio negli Stati Sabaudi, e tali privilegi venivano in seguito ratificati ad essi ed ai Signori Conti da Carlo Emanuele I, il 24 Novembre 1582 « massime all'intercessione di Carlo Francesco Manfredi » ed erano interinati dalla Camera dei Conti (1). Nello stesso tempo quello d'infra i Comuni che aveva sino allora avuto la preminenza, cioè quello di Luserna, continuava ad organizzarsi, con o senza l'aiuto dei suoi Signori e cercava di ottenere nuovi miglioramenti. Così sin dal 1562 (25 Aprile) riusciva a far riconoscere da Emanuele Filiberto varie franchigie, fra cui la licenza di tenere, come suol farsi tutt'ora, il mercato ogni venerdì, con divieto a chicchessia di condurre, comprare o vendere merci ad un miglio di distanza,dal mezzogiorno del giovedì sino al fine del mercato. Oltre a questo, si confermava la fiera d'Ognissanti, che doveva durare tre giorni, e se ne concedeva una seconda da stabilirsi alla metà della quadragesima, a cui, come alla prima, si potessero recare mercanti d'ogni sorta, purchè non fossero facinorosi o banditi: si stabiliva che per tre giorni prima delle fiere non si potesse in alcun modo trafficare nel rimanente della Valle ed infine S. A. concedeva agli abitanti il diritto di servirsi per sè del sale dipendente dalla gabella ducale e per il loro bestiame di quello che erano soliti far venire dalla Provenza o dal Delfinato (2).

Oltre a ciò siccome gli antichi Statuti erano manifestamente incompleti e, per essere redatti in latino, più non venivano intesi, si pensò di far loro varie aggiunte, mediante le quali il Comune venisse a possedere un ordinato codice di leggi. Queste aggiunte, d'importanza disuguale, scritte in lingua volgare, furono fatte in diverse epoche, cioè probabilmente dal 1560 al 1565, ed alcune di esse meritano di essere ricordate. Notiamo, fra le altre, quella in cui le bestemmie contro Dio, la Vergine e i Santi venivano punite con una multa di 10 scudi per la prima volta, di 50 per la seconda e di 100 per la terza, se si trattasse d'un gentiluomo, e della metà per un plebeo: rileviamo pure il divieto di stare attorno alla chiesa « in pubblico a giuocare, passeggiare, nè far strepitoso atto di parole », mentre si celebravano i divini ufficî, a cui si doveva assistere, sotto pena di 10 scudi per un

(1) Borelli, Raccolta degli editti antichi e nuovi . . . . pag. 1261-1263.

(2) Arch. di Lus. copia del 1700 dall'originale conservato negli Archivi del Comune.

nobile e della metà per un plebeo, multa che veniva pure applicata a chi introducesse in chiesa animali o vi facesse « alcun ragionamento illecito », o a chi « vi entrasse immascherato nè travestito in qualunque modo nè tempo »: le quali disposizioni se ci provano da un lato quanto si fosse rigorosi nelle questioni religiose, ci fanno dall'altro supporre non essere stati rari, nemmeno in quel tempo, coloro che in Luserna avevano per esse un rispetto molto limitato: ci provano pure come la condizione dei nobili non li salvasse ormai più dalla legge comune che veniva anzi inasprita a loro riguardo, affinchè fossero i primi, non solo per la nascita e il censo, ma anche per il tenor di vita. — Il podestà doveva prestar giuramento nelle mani del più vecchio d'infra i Signori del luogo, promettendo di osservare gli Statuti e di difendere le cose spettanti al culto divino: prometteva pure di essere fedele al principe e ai Signori, di proteggere le vedove, gli orfani e i poveri, di non accettar regali dai litiganti, di abitare in Luserna ove amministrerebbe la giustizia una volta ogni settimana, di dar cauzione per sè e i suoi ufficiali e di sottoporsi al sindacato, finiti i due anni in cui stava in carica; per le cause di poca importanza giudicava sommariamente, senza processo nè scrittura. Si stabilivano poi diverse leggi tendenti a non lasciar diminuire il patrimonio del Comune: così non si potevano alienar beni ad ecclesiastici o ad abitanti d'altre parti della Valle, a meno che non si sottoponessero ai carichi ordinari: i forestieri poi non potevano comprar terreni, se non venivano a stabilirsi in Luserna. — Il marito non doveva restituire che la metà della dote della moglie morta senza prole, e la moglie, sopravvivendo al marito, poteva riavere tutta la parte sua. Se moriva alcuno il quale lasciasse più di dieci figli maschi che abitassero insieme, costoro erano esenti dai carichi reali: se fossero solo dieci o otto, pagavano la metà, e da otto a quattro solo il quarto delle imposte. A questo si aggiungevano varie prescrizioni destinate a regolare le eredità le quali ben poco si scostavano da quanto veniva osservato altrove.

Più tardi, nel 1565, si prendevano nuovi provvedimenti atti a meglio tutelare la proprietà privata. Così chi veniva colto a rubare frutti, come pomi, ghiande, castagne, pere (1) e legumi, pagava un fiorino di multa: la stessa pena veniva applicata a chi aveva rubato un carro di foglia di ciliegio o aveva lasciato

(1) *prussi*, dice il doc. in questione.

cavalli, buoi o capre pascolare nei poderi altrui: se si trattava invece di pecore o porci, la multa era di sei grossi. Chi tagliava altrui piante innestate, pagava quattro fiorini, mentre coloro che, secondo una mala usanza, durata sino ai nostri tempi, gittavano nei torrenti calce o « pigliocchi » di noce, distruggendo così i pesci, pagavano uno scudo da applicarsi al fisco; e se vi tendevano « nanze » all'epoca della fecondazione (1), incorrevano nella pena di tre lire. Inoltre non si potevano comprar vettovaglie fuori del Comune nè accaparrar quelle che ivi si vendevano durante il mercato, sotto pena, nel primo caso, d'una lira, nel secondo di sei scudi per ognuno dei contraenti. I proprietari aventi muri diroccati lungo la via pubblica, dovevano ricostruirli, sotto pena di sei grossi per ogni trabucco; chi rompeva i canali, pagava una lira, e chi prendeva l'acqua del canale comune dieci fiorini, comminati anche a coloro che senza posseder vigne fossero trovati in autunno avere in casa una grande quantità di vino o uva di cui non sapessero dimostrare la legittima provenienza. I mercanti sprovveduti di misure giuste pagavano una lira, e per tutte le ammende i forestieri erano astretti al doppio della somma stabilita, cosa che soleva per lo più anche avvenire quando il reato fosse stato commesso di notte. Seguivano, in data del 1566, vari ordinamenti aventi per fine la manutenzione delle strade, dei ponti e dei canali, a cui tutti dovevano concorrere sotto la direzione dei massari, carica che in alcuni luoghi esiste tuttora per le strade vicinali: altri per cui il mercante che frodasse sul peso della roba da lui venduta, ne dovesse sborsare il valore intiero. Veniva quindi la proibizione di accettare alpigiani francesi (detti Vittoni), a meno che non venissero per lavorare, sotto pena di tre lire da applicarsi anche a chi facesse schiamazzi sulla piazza di Luserna o vi tenesse più di due banchi nei giorni di fiera o mercato, e il divieto ai boari di attraversare il borgo stando sopra il loro carro o la loro slitta (leza). Infine in data del 1575, in conformità degli ordini emanati da Emanuele Filiberto, si promulgavano nuove prescrizioni relative alle strade pubbliche, le quali dovevano « essere rendute buone e belle... e di larghezza sufficiente e competente », e si davano in proposito istruzioni opportune ai due massari appositamente nominati (2).

(1) « quando le tratte frecano », dicono gli Statuti.

(2) Bibl. Com. di Pinerolo, loc. cit. Debbo la trascrizione di questa seconda parte alla cortesia del mio giovane amico, sig. Rodolfo Ruata.

In questo modo il Comune di Luserna veniva ad avere un codice di leggi, incompleto se si vuole, ma che pure bastava a regolare le relazioni sì pubbliche che private dei suoi abitanti: ed è probabile che i rimanenti Comuni della Valle si siano man mano appropriata la maggior parte di quelle disposizioni, le quali in molti casi rispondevano a quei concetti d'una bene intesa autonomia, che pur troppo nei secoli seguenti vennero quasi del tutto dimenticati. Rafforzatosi così e svincolatosi sempre più dagli antichi legami, non ci farà meraviglia che abbia tosto cercato di far valere le sue ragioni, ora contro quelli della Torre, i quali pretendevano anch'essi di tenere il loro mercato ogni venerdì e la fiera il lunedì santo (1), ora contro i Signori, ad alcuni dei quali sembra andasse sino a rifiutare il pagamento delle multe spettanti ai loro feudi; il che provocò da parte di coloro un ricorso al duca il quale, il 17 Luglio 1575, visto che alcune di esse, segnatamente in Bibiana, erano state sottratte indebitamente ai Luserna, stabiliva dovessero venir loro pagate esclusivamente « secondo il solito et consueto » (2). Inoltre i nobili, che per mezzo del loro podestà avevano già la cognizione delle prime cause relative ai loro sudditi, pretesero di avere anche la prima appellazione o seconda cognizione, o come ora si direbbe, il diritto di appello, di cui godevano già anticamente e del quale pare fossero a poco a poco stati spogliati, ma incontrarono una fiera opposizione, specialmente per parte di Luserna e Bibiana i cui agenti, Antonietto Maria e Bertino Falco, ricorsero alla Camera dei Conti, pretendendosi danneggiati e cercando abilmente di far valere in loro favore le prerogative ducali, ma invano; giacchè avendo i feudatari replicato che quella opposizione non rappresentava l'opinione generale ma era solo dovuta ad alcuni loro nemici, mentre gli altri avevano finito per persuadersi « del buon amore quale li portauano essi Signori » i quali avevano chiesto tale concessione « per beneficarli più presto che per danificarli », ottennero dal duca lettere in cui venivano pienamente appagate le loro pretese (3). I Signori finirono quindi per conservare, con

---

(1) Arch. del Comune di Luserna, a. 1564, n° 48 (83). In quanto alla fiera del lunedì santo, Luserna ottenne, il 23 Dicembre 1603, da Carlo Emanuele I che venisse trasportata ai 24-26 Agosto, e ciò perchè nel 1° periodo gli abitanti erano dediti « più alle deuotioni che al negotio ».

(2) Arch. di Lus. m. 23, n. 10. cfr. per altre liti, Arch. del Comune a. 1565 e 1572, n. 51 (86), 58 (88) e 63 (99).

(3) Arch. di Luserna m. 101. Suppliche ecc. Ottobre-Novembre 1572.

altri privilegi, anche quello importantissimo dell'amministrazione della giustizia, da essi affidata ai loro podestà, di cui uno per Luserna, l'altro forse per Angrogna, un terzo per la Torre, un quarto per Villar e Bobbio, il quale, secondo un accordo concluso nel 1577, doveva essere « persona habile et sufficiente, suddito di S. A., di buona uoce, conditione e fama » (1). In cotal guisa pare si sarebbe dovuto stabilire, tra nobili e Comuni, se non altro, almeno una specie di *modus vivendi:* ma troppe cause, come vedremo in seguito, dovevano contribuire a turbarlo e a creare ai primi sempre nuove difficoltà, contro cui dovevano specialmente urtarsi i Manfredi, divenuti il ramo preponderante e perciò mal visti dagli agnati che, lungi dal venir loro in aiuto, si sarebbero volentieri, almeno alcuni, uniti ai loro nemici per mandarli in rovina.

Il conte Carlo era morto nel 1572 lasciando, oltre alla vedova, sei figli, di cui due maschi, sotto la protezione del primogenito, Carlo Giov. Francesco, nato li 8 Febbraio 1551 in Vercelli ove aveva avuto per padrino il duca Carlo, di cui aveva preso il nome; in quanto ai nomi di Giov. Francesco, gli vennero dati in ricordo dell'avo materno, Giov. Francesco di Savoia, del Presidente Giov. Manfredi, dello zio paterno e del Santo di Assisi (2). Durante i primi anni aveva atteso « alli studi di Retorica, Logica, Mathematica, Filosofia e Musica, come al tirar d'arme, cavalcare et altri esercizi cavaglieresch i » ed aveva incominciato gli studi legali, quando, rimasto orfano, dovette suo malgrado interrompere la sua educazione e dedicarsi a cure ben più gravose di quel che sarebbe convenuto alla sua tenera età. Difatti il Conte Carlo, in mezzo alle molteplici vicende della sua travagliata esistenza, pare avesse avuto poco tempo per rimettere in assetto il suo patrimonio, onde morendo aveva lasciato al figlio, oltre a quattro sorelle nubili « vintioto milia scudi di debito et vintidue liti », di cui il Luserna si doveva sbrigare da solo, come poteva;

---

(1) Arch. di Luserna m. 101. Suppliche, atto del 17 Giugno.

(2) Miscellanea di Stor. ital. t. XVIII, pag. 395-417. Memorie di C. F. Manfredi, pubblicate da V. Promis: cfr. Garola op. cit., che riporta, modificandone alquanto lo stile, le medesime notizie. Queste Memorie, di cui l'originale è andato perduto, furono, a quanto pare, compilate per la maggior parte tra gli anni 1551-1631 e sono dovute per la maggior parte a Carlo di Luserna e specialmente a suo figlio: ad esse si fecero in seguito altre aggiunte probabilmente per opera degli eredi, sino all'anno 1672; ma quest'ultima parte, molto frammentaria, non si trova che nel Garola. Così come sono, costituiscono un contributo tutt'altro che spregevole alla Storia del Piemonte e dei Luserna durante i secoli XVI e XVII.

giacchè il fratello minore Emanuele Filiberto, aveva, sin dal 15 Ottobre 1572, lasciata la patria per recarsi, accompagnato da Luigi Comazzolo vercellese e da tre servi in Ispagna, in qualità di paggio del re Filippo II.

Di queste liti, parecchie erano state intentate dai Manfredi ai Porporati, i quali, come si vide, durante la dominazione francese avevano finito per occupare tutti i loro beni e svaligiarne la casa, senza contare molti « altri atti d'inimicitia », di cui il Luserna si lagna: ed ora tornati senza alcuna molestia sotto l'antica Signoria, aspiravano a conservar la maggior parte degli acquisti fatti, non senza speranza di riuscire: chè la moglie del Conte Girolamo, la bella ed astuta Barbara d'Annebault (1), per essere governante del giovane principe Carlo Emanuele, era allora onnipossente in Corte, e dal canto suo il cognato, Collaterale Giov. Angelo, godeva in Senato di grande influenza: anzi costui, del quale, secondo il Pittavino (2), una sorella, Anna Rajnera, aveva sposato un conte di Luserna, continuò ad arrotondare i suoi domini comprando i feudi di Bibiana, Miradolo e Roccapiatta e un quarto di Garzigliana e Mombrone da Cristoforo Rorengo, insieme con un altro quarto di Mombrone, tenuto in retrofeudo da Filippo Martello (3). E' però probabile che su molti punti controversi si sia venuto ad una transazione, in seguito al matrimonio, avvenuto nel 1573, tra Gasparo, figlio di Giov. Angelo Porporato, e Carlotta, sorella di Carlo Francesco Manfredi, divenuta dama d'onore della duchessa Margherita, la quale ebbe in dote la somma di 3000 scudi d'oro (4). Altre liti si avevano coi due fratelli, Conti di Pancalieri e di Racconigi, parenti di Beatrice di Savoia a cui rifiutavano di pagare la dote stabilita in 15,000 scudi d'oro del sole, spalleggiati in ciò dalla moglie del primo, la quale come cameriera maggiore della duchessa, godeva d'una grande influenza, tanto che i Luserna giunsero solo nel 1605 ad avere in proposito una sentenza, modificata però ai loro danni da Carlo Emanuele I, il quale stabilì doversi sborsar loro solo 10,000 scudi, che a quanto sembra non vennero mai pagati (5).

---

(1) Sorella di Claudio d'Annebault, maresciallo di Francia.

(2) Storia di Pinerolo, pag. 233.

(3) » » pag. 231. Atti del 18 Nov. 1568, 7 Febbr. 1574, 16 Maggio 1579, 7 Nov. 1584 e 20 Marzo 1587. cfr. Arch. Cam. t. 15, scrittura anonima, non registrata, del sec. XVII, in cui il conte Gianus Rorengo di Campiglione impugna la validità di quelle cessioni e crede debba il Casato rivendicare i suoi diritti.

(4) Arch. di Lus. m. 23 Franchisie e Priuileggi, n. 12, e m. 32, ragioni dotali, n. 24.

(5) Garola loc. cit

Però una parte di quella somma era stata assicurata su alcuni beni della Valle e fra gli altri sulla cascina di Liona, che essa Beatrice vendette ad Antonietto Maria di Luserna per 6583 fiorini (1). Di fronte alle spese cagionate da tanti processi e da tanti debiti è assai probabile si riducessero a ben poca cosa il feudo di Angrogna e parte di quelli di Luserna, Bibiana, La Torre, Villar, Bobbio e Campiglione, oltre ad alcuni possedimenti in Cavour, Lanzo, Barcellonetta e Miolans, consistenti senza dubbio per lo più in miniere, per i quali i due fratelli Carlo Francesco ed Emanuele Filiberto ottenevano, il 19 Febbraio 1573, la protezione e la salvaguardia del duca di Savoia (2).

A questo si aggiungeva per i Luserna un fatto spiacevolissimo, cioè la venuta del famigerato Sebastiano Grazioli di Castrocaro, nominato dal duca colonnello delle sue milizie e inviato sin dall'Agosto 1565, come governatore delle Valli del Pellice e di San Martino, tra i Valdesi, ch'egli era incaricato di tenere in freno. Non starò qui a narrare le gesta di quello strano personaggio, il quale per la sua crudeltà ed arroganza, non meno che per la sua condotta equivoca e dissimulata, finì per farsi odiare ugualmente dai protestanti ch'egli perseguitava, e dai cattolici di cui non appagava che in parte le brame, giacchè esse ci vennero distesamente riferite dal Gilles, di cui gli storici posteriori non fecero che seguire le orme: mi occuperò quindi soltanto delle sue relazioni coi signori della Valle. E' naturale che costoro, abituati da tanti secoli a non sopportar nei loro feudi altra autorità all'infuori di quella del Sovrano, dovessero sentirsi profondamente offesi dalla venuta di un forestiero, il quale non solo era del tutto indipendente dalla loro giurisdizione, ma pretendeva che essi, insieme con gli altri abitanti, gli fossero in certo qual modo soggetti: onde non ci farà meraviglia il ritrovare l'eco delle loro lagnanze, oltre che nel Gilles, anche nelle Memorie del Conte Carlo Francesco Manfredi, e in altri documenti contemporanei.

Il Castrocaro si era insediato nel Castello della Torre, riattato alla meglio dopo il ritiro dei Francesi e presidiato sulle prime dal capitano Giov. Battista Provana, il quale, ricevuta una promozione, lo aveva ceduto al nuovo Signore; e questi subito non solo pose mano a rinforzarsi nella sua residenza, ma mettendo

(1) Arch. di Lus. m. 32. n. 21. Atto del 28 Gennaio 1574.

(2) » » m. 101, n. 23

ad effetto il consiglio dato alcuni anni prima da Guglielmo Rorengo ad Emanuele Filiberto, incominciò a fabbricare al disopra di Bobbio il forte di Mirabocco (1), destinato ad impedire le comunicazioni con la Francia e ad assodare la sua autorità a detrimento di quella dei legittimi padroni, specialmente Manfredi, stati sino allora influentissimi, o Rorenghi, stati spogliati del loro Castello: anzi il Conte Carlo lo accusa di essersi alleato coi nemici della sua Casa, specialmente col Comune di Luserna, allora in lite col padre suo a motivo dei mulini e delle taglie: e soggiunge essere egli stato coadiuvato in quella impresa da alcuni gentiluomini, per lo più Bigliori, con l'aiuto dei quali cercò persino di far sottoporre i beni dei nobili ai carichi soliti ad essere pagati dai proprietari plebei. Questo stato di cose, inaugurato già negli ultimi anni del Conte Carlo Manfredi, pare sia giunto a tal punto da costringere, sin dal 30 Giugno 1571, i feudatari a ricorrere al duca con una supplica in cui si lamentavano « che sotto ombra della millitia » venisse usurpata « la loro giurisdizione, dominio et autoritade, che li soldati si *rabellassero* in non voler obedire alli officiali d'essi Signori.... minaciando anco, et facendo contro di loro brauade, et insolencie alli detti officiali loro »; per cui domandavano di poter « proceder tanto in criminali come in ciuili contro tutti li soldati tanto della millicia di quella, come gli altri ordinari habitanti... saluo in guerra et con insegne spigate », e pregavano il duca comandasse loro di dover ubbidire « sotto altre pene e proibisse al S^r^ Castrocaro di doverli « faumentare, fauorire ne dargli consiglio », affinchè potessero i Signori serbare intatta la loro giurisdizione ed autorità. A questa istanza Emanuele Filiberto rispondeva favorevolmente, dichiarando che i soldati della milizia dovevano, salvo in tempo di guerra, sottostare ai vassalli di Luserna nelle cause civili e criminali: però tale provvedimento non venne, come sembra, preso in alcuna considerazione dal Castrocaro, di cui i soldati citati a comparire per varie mancanze o delitti, continuarono a rifiutare di presentarsi in giudizio, pretendendo dover essi dipendere solo dal loro Colonnello: il che spinse i Signori a ricorrere un'altra volta al duca il quale, il 5 Settembre 1572, pubblicò una nuova ordinanza, in cui confermando le prerogative dei feudatari, prescriveva ai suoi ufficiali e massimamente al governatore della

(1) e non già *Mirabores*, come si ostinano a scrivere non pochi ignoranti.

Valle di far osservare dai soldati le antiche e solite disposizioni (1).

Intanto il conte Carlo era morto e, sparito l'ultimo ostacolo che si opponesse al Castrocaro, costui continuò a spadroneggiare peggio di prima e a tormentarne in tutti i modi il figlio di cui fece ammazzare alcuni servi e ch'egli fece persino aggredire di notte in casa, facendogli sparare contro « una archibusata »: il che, insieme con le minaccie dei creditori che gli venivano a pignorare la roba, senza che dal canto suo potesse far pagare i suoi debitori, accorò tanto il giovane Manfredi, ch'egli in quel tempo portava, a quanto dice, invidia alli morti (2). Quello stato di cose dovette durare a lungo, ma non sappiamo che in parte di quali altre prepotenze il Luserna sia stato vittima, poichè egli stesso le volle tacere « per la loro brutezza et per non tassare chi poteva difenderlo dalle oppressioni », alludendo senza dubbio con queste parole ad Emanuele Filiberto, il quale finchè visse sostenne, insieme con l'ottima duchessa Margherita, con una costanza veramente inesplicabile, il governatore, mentre sembra avrebbe dovuto proteggere il figlio di chi lo aveva servito così fedelmente per tanti anni: dimodochè il conte, scrivendo quelle cose per ammaestramento dei suoi figliuoli, attribuisce la sua finale liberazione solo a Dio, alla Vergine e ad alcuni Santi suoi particolari avvocati, massime all'Angelo custode, « la cui protezione, egli dice, ho sentito e sento ».

Per sottrarsi a tante noie, il Luserna venne a Corte, ove fu bene accolto e fatto cavaliere dei SS. Maurizio e Lazzaro, il 22 Febbraio 1573: lo stesso giorno ebbe, insieme col fratello Emanuele Filiberto, un assegno di L. 13,458 e soldi 13, da prendersi sopra la tratta foranea, in soddisfazione di egual somma dovuta al loro padre, per le sue pensioni, oltre a 3000 lire date alla sorella Carlotta, divenuta sposa di Gasparo Porporato (3). L'anno seguente ebbe per favore della duchessa una commenda di 300 scudi sopra la gabella del vino di Savoia e fu nominato gentiluomo ordinario e uno dei quattro Commendatori di Camera del duca (4), il quale lo mandò a Ferrara, benchè non avesse che 23 anni, ambasciatore al duca Alfonso II e alle sorelle Lucrezia,

(1) Arch. di Lus. m. 101. Suppliche ecc. n. 19 e 21.

(2) Memorie, loc. cit.

(3) Arch. di Lus. m. 7. Patenti e concessioni ecc. originali per lo più assai nitidi.

(4) Memorie, loc. cit.

duchessa d'Urbino ed Eleonora. Non ho potuto ritrovare quale sia stato lo scopo e l'esito della sua missione: essa dovette però conferirgli maggiore autorità e permettergli di affrontare con più sicurezza il Castrocaro, che nel frattempo non aveva nulla rimesso delle sue pretese. Aveva egli ottenuto sin dal 17 Marzo 1570 un ordine ducale col quale si proibiva ai Signori di Luserna e ai loro ufficiali di armare e condurre fuori del loro territorio (finaggio) i soldati della milizia, senza l'autorizzazione sua e quella di S. A., sotto pena di 500 lire e della perdita dell'impiego, tanto per chi desse quel comando, quanto per chi lo eseguisse: onde valendosi di questo privilegio che lo liberava da ogni controllo molesto, trascorse ben tosto a nuovi e più gravi eccessi. Eravi allora alla Torre un alfiere ducale di cognome Malerba, nativo di Busca e ritiratosi nelle Valli, insieme col fratello Luigi, per aver essi aderito alle nuove dottrine. Costui per motivi religiosi e forse anche più perchè partigiano dei Luserna, dai quali unicamente voleva dipendere, si era tirato addosso l'odio del governatore, il quale dopo avere forse cercato invano di perderlo sin dal 1573, rappresentandolo al duca come traditore e fautore degli eretici a cui aveva mandato polvere, piombo e corda d'archibugio (1), diedè, la sera del 1° Novembre, l'incarico ad un certo capitano Bastiano, accompagnato da una dozzina di soldati, di mettersi in agguato e di ucciderlo, cosa che riuscì loro a dispetto della valorosa resistenza fatta dall'infelice, poichè essendo corsi in suo aiuto gli amici, lo trovarono morto vicino alla porta di casa sua, senza poter ritrovare gli assassini, che si erano dati alla fuga (2).

Alla notizia di così grave misfatto, la Valle si commosse e l'indomani stesso il Conte Carlo partiva da Luserna, accompagnato oltre che dai suoi servitori, anche da otto o dieci uomini armati per recarsi alla Torre ad assumervi informazioni in proposito, e dopo pochi giorni vi tornava nuovamente con una quindicina di soldati e con un commissario ducale, senza ottenere

(1) V. Muston, Recherches etc. Istruzione del duca a Cesare Cambiano di Ruffia, in cui gli dice essere stato avvisato che l'« alphiere... Malerba ha acomprato in Vigone tanta poluere piombo et corda d'archibuso che vi ha carrigato doi homini per mandarli alli della Valle et a quelli di San Germano » e gli ordina, quando sia vero il fatto, di doverlo « far pregione et mandarnelo qua ligato afin che se li dia il castigo che merita » (10 Agosto 1573; estr. dagli Arch. di Corte). Il fratello Luigi morì nelle carceri dell'Inquisizione nel 1626. V. Gilles t. II, pag. 306-307.

(2) Gilles, t. I, pag. 445.

per allora alcun risultato; chè il Castrocaro, a cui non potevano garbare tali ricerche, arse d'ira e non potendo fare altro, mandò fuori un proclama in cui, constatata la violazione dell'ordine del 1570, per parte di alcuni gentiluomini di Luserna si riservava di procedere contro di essi ed intanto faceva di nuovo pubblicamente bandire l'anzidetto decreto. Però il conte Carlo, che si vedeva così preso di mira, non si diede per vinto, anzi ricorse al duca con una supplica in cui, esposti i fatti avvenuti, negava di essere caduto in contravvenzione, per essere la Torre compresa nei suoi domini, ed inoltre chiedeva non solo il condono di qualsiasi pena, ma anche la licenza di farsi accompagnare dagli uomini della Valle, per « non dare adito al inimico suo di poterlo liberamente offender »: il che gli veniva concesso con ordinanza del 19 Dicembre 1575 (1).

Ridotto così quasi all'impotenza, il Castrocaro dovette però continuare ancora per qualche anno la lotta coi feudatari i quali, a detta del Gilles, digrignavano i denti contro di lui (2), ma oramai la sua influenza stava per finire, poichè essendo morti la duchessa (nel 1574) e il duca (nel 1580), rimase solo contro i suoi nemici i quali, cresciuti di numero e d'ardire, si apprestarono a sbalzarlo dal posto così indegnamente occupato. Valendosi dell'indifferenza religiosa omai dimostrata da lui e dalla sua famiglia (le sue tre figlie, « fort apparentes », dice il Gilles, si recavano indifferentemente alla messa o al culto valdese), lo accusarono di avere abiurato il cattolicismo e siccome il nuovo duca Carlo Emanuele I stava già allora accarezzando il progetto di riavere con le armi Ginevra, sparsero la voce aver egli assunto l'incarico di mandare a monte l'impresa, col far ribellare le Valli e col far invadere contemporaneamente il Piemonte da 4000 Francesi. Dal canto loro i Valdesi, a cui si era fatto credere che si stava nuovamente per assalirli, pensavano a tutt'altro che ad unirsi col loro governatore, il cui figlio Andrea insidiava continuamente l'onestà delle loro donne (3): onde dovevano anch'essi essere ben lieti di vedersi una volta liberati dal giogo di costui. Il duca, al quale erano giunte le voci di tradimento riferite più sopra, fece chiamare a Torino il Castrocaro coll'intenzione d'imprigionarlo: ma odorando il vento infido, egli rifiutò sempre di recarvisi, adducendo ora questo, ora quell'altro motivo; per cui

(3) Arch. di Lus. m. 101 n, 21. Originali firmati Em. Philibert e Ottaviano d'Osasco
(4) Gilles op. cit. t. II, pag. 11.
(5) Id. Id.

convenne ricorrere al seguente artifizio: Il Conte Emanuele Filiberto Manfredi, avuto l'incarico di arrestarlo, finse di volersi recare alla guerra in Fiandra, sicchè potè senza sospetto raccogliere armi, cavalli e soldati: quindi messosi d'accordo con un cugino della moglie del governatore, certo Simone, uno degli ufficiali del Castello, fece da costui licenziare provvisoriamente una parte della guarnigione e si recò la mattina del 13 Giugno 1582, un'ora dopo lo spuntar del sole, alla volta del forte, accompagnato da diciotto uomini, parte a piedi, parte a cavallo e giunse sino alla porta senza esser veduto. Il cugino del Castrocaro (il portinaio, secondo Gilles), il quale aveva cercato di rialzare il ponte levatoio, non fece in tempo e fu ammazzato; quindi il Luserna, penetrato nel cortile, non v'incontrò altri combattenti, all'infuori di ventiquattro « mastini e cevreri » e delle figlie del governatore che si difesero valorosamente, specialmente una di nome Giulia, e che, sopraffatte dal numero, salirono sul tetto e, dato l'allarme, fecero accorrere una buona parte della popolazione della Torre, S. Giovanni e Angrogna: se non che avendo il conte mostrato il mandato di cattura e il decreto che lo costituiva governatore del Castello, si ritirarono senza essere, dice il Gilles, dispiacenti del cambiamento.

In quanto al Castrocaro e al figlio che stavano ancora a letto, vollero, udito il rumore, alzarsi, ma sorpresi vennero senz'altro legati e mandati a Torino ove vennero rinchiusi, il primo in una camera, il secondo nelle carceri senatorie (1). Non sappiamo se si sia quindi istruito a suo carico un processo, nè quale fondamento avesse l'accusa di ribellione lanciata, forse a torto, contro di lui dai Luserna, poichè non è presumibile in alcun modo che i Valdesi avessero mai pensato ad allearsi contro il duca col loro peggiore nemico e di quella loro congiura, all'infuori di alcune parole contenute nelle Memorie del Conte Carlo, non abbiamo il minimo indizio e d'altra parte non si prese contro di loro alcun provvedimento, segno evidente della loro innocenza: quello che però sappiamo si è che al Castrocaro vennero confiscati i beni, ad eccezione d'una piccola somma lasciata come pensione alla moglie e alle figlie, e che dopo una prigionia di quindici anni egli morì nel Castello di Torino, probabilmente il 2 Luglio 1597 e non già nel 1583, come per una curiosa svista lasciò scritto il Manfredi.

---

(1) V. Gilles e Memorie, loc. cit.

Preso il Castello della Torre e stabilitovi come comandante quel Luigi Comazzolo che già vedemmo avere accompagnato in Ispagna il giovane Emanuele Filiberto, restava ancora il forte di Mirabocco tenuto per il Castrocaro da Carlo Pagliazza di Busca: per cui a compiere l'impresa si avviò a quella volta Carlo Francesco Manfredi il quale, vedendo che era impossibile espugnarlo senza artiglieria, condusse seco poca gente, fingendo voler solo comunicare al capitano l'ordine del duca di consegnargli il Castello, cosa alla quale l'altro sulle prime si rifiutò, malgrado lo si fosse voluto impaurire dicendogli che circa 25 uomini scelti stavano per piombargli addosso.

Più tardi però, ottenuto un salvacondotto, uscì a conferire col Luserna e questi accarezzandolo e tenendolo sempre con la sinistra, mentre nella destra aveva il pugnale, riuscì, a dispetto delle minaccie dei soldati, a penetrare nel forte che subito occupò senza difficoltà a nome di Carlo Emanuele, il quale, riconoscente, lo nominava, il 19 Novembre 1582, governatore delle Valli e Colonnello in luogo del Castrocaro, ufficio ch'egli lasciò ben presto al fratello, per essere stato egli assunto al governo molto più importante della città di Cuneo, ove il padre aveva lasciato così gloriosi ricordi (1).

A questa carica ne aveva aggiunte molte altre, tra cui la soprintendenza delle miniere possedute dal padre, che venne nel 1575 ampliata con la cessione di quelle di San Martino, Lantosca e Val di Blora nella contea di Nizza, per le quali doveva dare la quarta parte dell'oro, la decima dell'argento e del rame e la quindicesima del piombo (2); però è poco probabile che il denaro ricavato da quei lavori bastasse a rimettere in assetto le finanze squilibrate lasciategli dal padre: onde dovette attingere ad altre fonti. Addì 9 Febbraio 1577, aveva condotto in isposa Beatrice, nata il 14 Aprile 1563 da Besso Ferrero, marchese di Masserano, conte di Crevacuore e Cavaliere dell'Annunziata e da Camilla Sforza romana, a cui venne assegnata una dote di 6500 scudi (3); se non che questa somma già assai scarsa dovette ancora in seguito assottigliarsi per le spese cagionate dalla nascita di dodici figli, di cui dieci femmine, a lui partoriti dalla moglie tra gli anni 1582 e 1601. Di questi la maggiore, Beatrice, nata in Luserna li 23 Settembre 1582, pare fosse fornita di molto inge-

(1) Patenti dei 2 e 3 Luglio 1583. Arch. di Lus. m. 8. cfr. Memorie, loc. cit.

(2) Arch. di Lus. m. 123. Miniere.

(3) id. » m. 32 ragioni dotali, n. 22. istrumento del 14 Febbraio 1578: cfr. Garola loc. cit.

gno, giacchè, dice il cronista, a sette anni leggeva, scriveva bene, recitava le litanie, i sette salmi, l'ufficio di Maria Vergine ed altre orazioni, ricamava in oro e seta e dimostrava tanto coraggio da voler essa stessa, quando il padre era governatore di Cuneo, dar fuoco alle artiglierie usate nelle salve: disgraziatamente morì di rosolia nel 1588. Dorotea (n. nel 1598) e Margherita (n. nel 1600), diventarono monache nel convento di Santa Chiara di Chieri e le rimanenti morirono in tenera età. In quanto ai maschi, Giov. Francesco (n. nel 1593) non fece parlare di sè, e di Filippo Emanuele, nato nel 1592, che continuò la linea e fu il primo marchese d'Angrogna, mi dovrò, pur troppo, lungamente occupare in seguito.

Però il Conte Carlo potè senza dubbio sopperire in parte a tante spese mediante nuovi favori avuti dalla benevolenza del sovrano, tra cui nel 1585 un assegno di L. 274 annue, avute col fratello sulla gabella del vino e delle carni di Chivasso (1) e, cosa dolorosa a dirsi, due donazioni di 4000 scudi d'oro presi sui beni confiscati ad alcuni particolari di Cuneo non d'altro rei che di essere Valdesi, fra i quali ricorderò a titolo d'onore Vincenzo Rubato, a cui si tolse una cascina, e quella Maddalena Farina, parente dei Signori di Villanova Solaro, la quale dopo avere peregrinato per varie parti del Piemonte, finì per ritirarsi con le tre figlie nel Val Luserna, ove rimasero salde nella loro religione sino alla morte (2). — Nello stesso tempo, insieme con gli altri Signori di Luserna, continuava a cercare d'impinguare i suoi redditi a spese dei Comuni della Valle, i quali però si dimostravano omai tutt'altro che disposti a sottostare agli antichi padroni con cui avevano liti continue.

Così il 26 Ottobre 1587, il Comune di Luserna inviava a Carlo Emanuele una supplica per lagnarsi che Luigi Martina, stabilito dai nobili gabelliere a Bobbio, richiedesse, a dispetto degli antichi patti, nuovi ed insoliti dazi per le merci provenienti dalla Francia, onde venivano astretti ad es. a pagare per ogni vitello un grosso, e per ogni sacco di frumento sei grossi; per cui pregavano il duca a voler obbligare costoro a metter fuori la tabella dei pedaggi, affinchè potessero avere in proposito una norma sicura: se non che non sappiamo come la causa sia andata a finire, ma è probabile che sia stata decisa in favore dei feudatari, a meno che altre più gravi cure, sopravvenute ben tosto, non l'abbiano fatta rimandare a tempi migliori (3).

P. RIVOIRE.

(1) Arch. di Luserna, m. 50. Atto del 9 Gennaio.
(2) id. m. 8. Donazioni del 10 Gen. e dell'11 Dicemb.: cfr. Gallest. I, pag. 351, 352.
(3) Arch. del Comune di Luserna, n. 821. Suppliche e decreti dal 1586-1599.

Finito di stampare in Sala Bolognese nel Settembre
1977 presso la Arnaldo Forni Editore S.p.A.

Table des matières contenues dans ce bulletin

La Colonie Vaudoise de Dornholzhausen, **L. Achard,** Oberlehrer, trad. par *H. Meille*, prof. p. 3-24.

Les mœurs des Vaudois défendues contre leurs adversaires d'autrefois et d'aujourd'hui **E. Arnaud,** p. 25-37.

Storia dei Signori di Luserna, parte II.a, Tempi moderni. **P. Rivoire,** p. 38-112.

Les auteurs des articles insérés dans les bulletins sont seuls responsables des opinions qui y sont exprimées.